

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication**

La couverture médiatique de la guerre en Ukraine : une analyse comparative des quotidiens francophones belges et québécois

Auteure : Sandrine Mary
Promotrice : Carol-Ann Rouillard

Année académique 2024-2025
Double diplôme de master en communication stratégique internationale

Résumé

Ce mémoire traite de la couverture médiatique de la guerre en Ukraine et réalise une analyse comparative des couvertures francophones belges et québécoises. Fortement médiatisé, le conflit étudié implique des bouleversements politiques, humanitaires et économiques mondiaux, et s'inscrit dans une nouvelle ère informationnelle de stratégies numériques. En mobilisant les apports théoriques de Entman (1993), Iyengar (1994) et M. McCombs (2005), l'étude cherche à comprendre quelles sont les pratiques de cadrage mises en place par les médias des deux régions durant les quinze premiers jours du conflit. Un corpus de 389 articles de presse écrite est analysé quantitativement au travers des caractères épisodique et thématique du cadrage, des thèmes dominants, des sources classées en 31 types pouvant être regroupées par domaine d'activité et par origine. Les résultats révèlent une prédominance du cadrage humanitaire dans les médias québécois, et une présence accrue des sources officielles dans les deux systèmes médiatiques, toutefois mises en regard d'autres types de sources. La recherche apporte sa pierre à l'édifice dans la compréhension des couvertures médiatiques de conflits internationaux, en montrant que la proximité des médias internationaux et de leur opinion publique avec les événements du terrain n'est pas toujours géographique, mais parfois aussi sociale et empreinte d'intérêts nationaux.

Mots-clés : Couverture médiatique, guerre en Ukraine, cadrage, conflit international, médias belges, médias québécois

Remerciements

Je tiens d'abord à remercier ma directrice de mémoire, Carol-Ann, pour son suivi régulier et ses conseils avisés durant ces deux années de maîtrise. Sa patience, sa disponibilité, ainsi que ses méthodes de travail et outils de planification m'auront été d'une grande aide tout au long de ce parcours.

J'adresse ensuite un merci tout particulier à Omar, qui a été à mes côtés et m'a soutenu durant ces derniers mois, autant dans les moments d'enthousiasme que de remise en question. Son intelligence émotionnelle et son écoute active m'ont fait grandir. Un grand merci également dans son aide à la mise en page de ce document.

Merci à mon papa d'avoir participé à la relecture partielle de ce travail, et félicitations à lui d'avoir eu le temps de devenir chef cuistot pendant mes longues heures passées derrière l'ordinateur. Ses plats sont exquis!

Enfin, je remercie mes amis proches et les membres de ma famille qui ont toujours cru en moi et dans la finalité de ce projet.

Table des matières

Liste des figures	vi
Liste des tableaux	vii
Glossaire	viii
Introduction	1
1 Cadre contextuel	2
1.1 La guerre en Ukraine	2
1.1.1 Une invasion aux conséquences européennes et mondiales	2
1.1.2 Censure, propagande et désinformation	4
1.1.3 Une médiatisation de grande ampleur	6
1.2 L'importance de l'information lors d'un conflit mondial	8
1.2.1 Un survol historique de la médiatisation en temps de guerre	8
1.2.2 Le rôle de contre-pouvoir des médias agissant sur l'opinion publique	10
1.3 L'état de l'art sur la couverture médiatique des conflits internationaux	13
2 Cadre conceptuel	16
2.1 Le cadrage	16
2.1.1 Approches sociologiques et psychologiques	16
2.1.2 La notion communicationnelle et ses spécificités	18
2.1.3 Entre sources et journalistes : double processus	20
2.1.4 Cadrer l'information en temps de conflit	21
2.2 La couverture médiatique de l'international dans l'espace public	22
2.2.1 L'intérêt de l'opinion publique pour les nouvelles internationales	22
2.2.2 L'agenda (géo)médiatique	24
2.2.3 L'agenda de l'objet, l'agenda des attributs et le cadrage	25
2.3 La réalité actuelle des structures médiatiques	26
2.3.1 Les logiques médiatiques	26
2.3.2 Les logiques économiques	27
3 Objectifs et questions de recherche	28
4 Méthodologie	29

4.1	Délimitation du corpus	30
4.1.1	Quatre journaux de presse écrite papier	30
4.1.2	Le choix des mots-clés	31
4.1.3	L'échantillonnage	31
4.2	Prétest et grille d'analyse	31
4.3	Une démarche itérative	32
4.4	Codage et analyse	33
4.4.1	Pré-traitement de nos données	33
4.4.2	Analyse des données descriptives	34
5	Analyse	34
5.1	Informations relatives au document médiatique	36
5.1.1	Nombre de mots	36
5.1.2	Date de publication	38
5.1.3	Type d'auteurs	40
5.2	Cadrage	44
5.2.1	Type de cadrage (épisodique/thématique)	44
5.2.2	Cadrage principal et secondaire	45
5.3	Sources et canaux	50
5.3.1	Sources	50
5.3.2	Canaux	61
5.4	Acteurs	65
5.5	Conclusion générale des résultats	68
6	Discussion	69
6.1	Des logiques de production différentes	70
6.2	Une proximité sociale plus que géographique	71
6.3	Plusieurs types de sources se côtoient	73
6.4	Conscients de leur rôle	74
7	Conclusion	75
	Bibliographie	84
A	Grille d'analyse	85
A.1	Catégorie 1 : Informations relatives au document médiatique	86

A.2	Catégorie 2 : Cadrage opéré par l’auteur dans le texte	89
A.3	Catégorie 3 : Sources citées par l’auteur dans le texte	94
A.4	Catégorie 4 : Acteurs mis de l’avant par l’auteur dans le texte	103
B	Résultats	105
B.1	Date de publication	105
B.2	Fréquences des 31 sources	106
B.3	Fréquences des acteurs	108
B.4	Nombre de mots	109
B.5	Date de publication	111
B.6	Auteurs	111
B.7	Canaux	115
B.8	Type de sources	115

Table des figures

1	Diagramme en boîte du nombre de mots dans les articles analysés	36
2	Histogramme de nombre de mots par pays	37
3	Histogramme du type de 1 ^{er} auteur par pays	41
4	Diagramme en camembert du type de 2 ^{ième} auteur par pays	42
5	Histogramme de type de 1 ^{er} auteur par journal	42
6	Histogramme de type de 2 ^{ième} auteur par journal	44
7	Histogramme de type de cadrage par journal	45
8	Histogramme de la date de publication des articles	105
9	Boite à moustache de nombre de mots (par pays)	109
10	Boite à moustache de nombre de mots (par journal)	110
11	Histogramme de nombre de mots (par journal)	110
12	Histogramme de date de publication (par pays)	111
13	Histogramme du nombre de tous les types de sources	114

Liste des tableaux

1	Grille d'analyse du document médiatique simplifié	32
2	Tableau de nombre de mots par journal	37
3	Tableau de corrélation de Pearson entre le type de cadrage et le nombre de mots	46
4	Tableau croisé du cadrage principale par pays	47
5	Tableau croisé du cadrage secondaire par pays	47
6	Tableau croisé du cadrage secondaire par journal	48
7	Tableau croisé du cadrage secondaire par journal	49
8	Les sources cité dans l'article 304 (Anne-Marie Provost, 2022)	52
9	Les sources cité dans l'article 378 (l'Agence France-Presse, 2022)	53
10	Tableau de fréquence de nombre de type de source (par journal)	60
11	Tableau de fréquence des canaux (par pays)	62
12	Tableau de fréquence des canaux (par journal)	63
13	Tableau de fréquence des acteurs (par pays)	66
14	Tableau de fréquence des acteurs (par journal)	67
19	Tableau de fréquence des 31 sources (global)	106
20	Tableau de fréquence des 31 sources (par pays)	107
21	Tableau de fréquence des 31 sources (par journal)	108
22	Tableau de fréquence des acteurs (global)	108
23	Tableau de fréquence de 1 ^{er} et 2 ^{ème} auteurs (global)	111
24	Tableau de fréquence de 1 ^{er} et 2 ^{ème} auteurs (par pays)	112
25	Tableau de fréquence de 1 ^{er} et 2 ^{ème} auteurs (par journal)	113
26	Tableau de fréquence des canaux	114
27	Tableau de fréquence de nombre d'origine de source (par pays)	115
28	Tableau de fréquence de nombre d'origine de source (par journal)	115
29	Tableau de fréquence de nombre de type de de source (par pays)	116

Glossaire

JDM Journal de Montréal. 30, 31, 38, 40, 43–45, 48, 49, 57–61, 64, 67–71, 73

LLB La Libre Belgique. 30, 31, 36, 38–41, 43–45, 48, 49, 57–61, 63, 64, 66–68, 70, 71, 73

SPSS Statistical Package for the Social Sciences : est un logiciel utilisé pour l'analyse statistique. 33, 35

Introduction

De leur capacité à révéler des horreurs commises sur les terrains de guerre tel que le massacre de My Lai au Viet Nam, à leur contrôle par les armées durant la guerre du Golfe, les médias ont attestés de leur rôle crucial dans la couverture des conflits internationaux au cours de l'Histoire. La manière dont les journalistes construisent leurs récits influence la perception de l'opinion publique mondiale sur la réalité de la guerre. Chaque grand conflit s'inscrit dans une époque spécifique, marquée par ses propres évolutions technologiques et informationnelles entre les discours officiels et les discours médiatiques. Le conflit russo-ukrainien qui constitue notre cas d'étude s'inscrit dans une ère de guerre numérique et d'actions asymétriques, où désinformation et propagande s'entremêlent aux nouveaux moyens de communication (Mazzucchi, 2021).

Certains chercheurs affirment l'importance des travaux comparatifs réalisés sur la couverture d'un même sujet géopolitique entre différents systèmes médiatiques mondiaux, ouvrant à la compréhension des spécificités culturelles, médiatiques et politiques de chaque région analysée (Hanley et al., 2023 ; Nygren et al., 2018). Ce mémoire a pour objectif d'étudier la couverture médiatique de la guerre en Ukraine dans les systèmes médiatiques belges francophone et québécois, qui partagent un point commun linguistique, mais dont les contextes nationaux et géopolitiques affichent des intérêts différents. Au travers de l'approche sociologique du concept de cadrage et avec ses théories adjacentes (Entman, 1993 ; Iyengar, 1994 ; Lemarier-Saulnier, 2016), nous cherchons à mieux comprendre les pratiques journalistiques de chaque région. Bien que la littérature scientifique contienne déjà des analyses comparatives entre médias européens et nord-américains, celle que nous nous apprêtons à étudier apparaît peu ou pas explorée.

Nous débuterons par la contextualisation de notre cas d'étude, des dynamiques de l'information durant un conflit international et de l'état des connaissances sur la mise en parallèle de couvertures journalistiques provenant de différents endroits du monde. Ensuite, nous définirons les concepts conjoints s'inscrivant dans notre quête de réponse à la question : « *Quel cadrage médiatique les quotidiens belges et québécois donnent à voir à leurs lecteurs pendant les deux premières semaines de la guerre en Ukraine ?* ». Pour suivre, nous décrirons notre méthodologie quantitative consistant en l'élaboration d'une grille d'analyse détaillée des cadrages, des sources, des canaux d'information et des acteurs. Finalement, nous exposerons nos résultats en analysant les tendances observées, discuterons de celles-ci en regard des apports théoriques précédemment explorés, et conclurons notre étude en l'ouvrant à de nouvelles perspectives de recherches.

1. Cadre contextuel

Dans ce premier chapitre, nous commençons par exposer les particularités de notre étude de cas en développant ses implications mondiales, son caractère technologique et sa médiatisation. Nous continuons en posant les bases de la place de l'information au travers des différents acteurs informationnels interagissant pendant un conflit mondial, et le rôle des médias vis-à-vis de l'opinion publique internationale. Nous finissons par présenter un état des écrits scientifiques existants sur la dimension comparative des systèmes médiatiques mondiaux.

1.1 La guerre en Ukraine

Cette première section pose le contexte de notre sujet d'étude, en abordant d'abord l'importance géopolitique de la guerre en Ukraine dans ses considérations politiques, sociales et économiques. Elle développe ensuite les particularités de la circulation de l'information dans ce conflit armé, au travers de la mise en récit et des politiques menées par les États impliqués. Enfin, elle examine le volume de médiatisation de la guerre, les tentatives d'explications de ce dernier, et la place des professionnels de l'information sur le terrain des affrontements.

1.1.1 Une invasion aux conséquences européennes et mondiales

C'est à l'aube du 24 février 2022 que Vladimir Poutine annonce mener une « opération militaire spéciale » visant à « dénazifier » l'Ukraine et à renverser son gouvernement, condamnant le souhait du président Volodymyr Zelensky d'intégrer l'OTAN (« Guerre en Ukraine », *s. d.*). Une guerre d'envergure marquée par des bouleversements géopolitiques, sociaux et économiques s'annonce sur le Vieux Continent, qui n'a plus connu de tels déploiements militaires sur ses terres depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (Marthoz, 2018b).

Politiquement, le conflit souligne une montée des tensions sur le plan international, rappelant l'opposition entre les démocraties et les régimes autoritaires. Selon Jacques Fontanel (2023, p.4), « se pose la question du développement des autocraties et de l'érosion progressive [...] des valeurs démocratiques ». L'offensive contraint l'Union européenne à s'interroger sur son identité géopolitique et sur le développement d'une culture stratégique commune (Chopin & Lequesne, 2022 ; Lefebvre, 2023). Les débats sur son élargissement s'accélérent dans ses institutions, notamment avec la demande d'adhésion déposée par l'Ukraine dès le début de la guerre (Chopin & Lequesne, 2022). Dans un contexte de menace nucléaire brandie par la Russie et la mention d'un risque de « troisième guerre mondiale » (Herbecq, 2023), les questionnements en matière d'avancées technologiques de défense et de sécurité en Europe s'activent également (Chopin & Lequesne, 2022). L'OTAN « retrouve une force d'attraction » (Chopin & Lequesne,

2022, p.82) et s'est récemment élargie avec l'adhésion de la Finlande et de la Suède, deux pays historiquement neutres et non-alignés, désormais inquiets quant à un éventuel remaniement de leurs frontières (Ruiz, 2024). Moscou « se sent [...] entouré » (Fontanel, 2023, p.5) et perçoit l'extension de l'alliance politico-militaire comme l'un des principaux dangers extérieurs à sa sécurité nationale (Ruiz, 2024).

Socialement, l'invasion a provoqué un déplacement de population à travers l'Europe d'une ampleur sans précédent depuis 1945 : « À ce jour, sept millions d'Ukrainiens se sont réfugiés en Europe, y compris en Russie, et quatre millions ont un titre de protection temporaire dans un des États membres de l'Union européenne » (Tardis, 2023, p.9). Les 27 membres de l'Union sont unis dans une solidarité abondante face à la douleur de l'Ukraine (Chopin & Lequesne, 2022; Lefebvre, 2023). Une identification culturelle au peuple ukrainien pourrait être à l'origine de ce soutien exceptionnel, qui semble plus important que pour d'autres crises migratoires résultantes de guerres (Gemenne & Thiollet, 2022). D'autres pays ont également apporté leur aide humanitaire aux Ukrainiens, comme le Canada qui a accueilli 300 000 réfugiés depuis le début du conflit (« Québec prolonge jusqu'en 2028 la couverture des réfugiés ukrainiens par la RAMQ », 2024).

Économiquement, le déclenchement de la guerre a renforcé une pression déjà accrue sur les marchés mondiaux, à la suite des déséquilibres créés par la pandémie de Covid-19 et la crise énergétique. Le prix de la quasi-totalité des matières premières a augmenté, affectant particulièrement les secteurs énergétique et agricole, deux domaines dans lesquels l'Ukraine et la Russie sont des fournisseurs non-négligeables (Jean & Jégourel, 2022). Selon Fontanel, cette situation « a fait peser une grave menace de pénurie alimentaire mondiale, en particulier dans les pays en développement » (Fontanel, 2023, p.22). Du côté de l'Union Européenne, la guerre a accéléré sa transition énergétique, celle-ci réduisant progressivement ses exportations d'énergies fossiles russes (Lefebvre, 2023). Enfin, l'aide financière et militaire accordée à l'Ukraine pèse sur les budgets occidentaux, bien que ce sujet soit controversé dans les hémicycles, chaque État agissant selon ses propres limites et intérêts. Nous l'avons vu, la guerre en Ukraine occasionne des changements politiques, sociaux et économiques mondiaux importants, et alimente la crise existentielle du projet européen qui connaît un enchaînement récent de crises de diverses natures. Parallèlement, une montée générale du nationalisme, décrite comme un « véritable défi politique » par Lefebvre (2023, p.6) illustre les tensions présentes dans un monde en pleine mutation.

1.1.2 Censure, propagande et désinformation

De tous temps, les États en guerre cherchent à contrôler le récit des conflits, soit par la propagande pour mobiliser les foules, soit par la censure pour contenir les oppositions. Le contrôle des médias par le pouvoir en place est exercé, ou tente d'être exercé, afin de garantir les actions militaires et maintenir l'appui de l'opinion (Boulanger, 2014). Le gouvernement russe arbore une intensification de ces pratiques à l'ère des évolutions technologiques récentes (Audinet & Marangé, 2021). A l'intérieur de son pays d'abord, il vise à garantir sa souveraineté informationnelle en renforçant le contrôle des informations qui circulent à son propos sur Internet (Campion, 2022). Le Kremlin diffuse de fausses informations de manière répétitive via les plateaux de télévision pour protéger sa population de toute influence extérieure, et la persuader d'une mise à mal de l'Occident envers elle : « On répète aux Russes que leur pays n'a jamais commencé ni jamais perdu aucune guerre » (Konohovs, 2022, p.53). Pour Artjoms Konohovs, ce conflit marque un tournant : « Dès le début de la guerre en Ukraine, quelque chose a changé... Le Kremlin refuse visiblement que quiconque soit en mesure de contredire le récit officiel, aussi réduite que soit l'audience » (Konohovs, 2022, p.49). Les médias russes ne sont pas épargnés par le contrôle de leur gouvernement, qui oblige ceux bénéficiant d'un soutien extérieur à se déclarer « agents étrangers » (Konohovs, 2022).

A l'extérieur de son pays, la Russie cherche à étendre son influence sur la scène médiatique internationale en propageant sa vision de l'Occident à travers des « médias d'influence alternatifs » comme Russia Today et Sputnik (Audinet & Marangé, 2021). Ces médias, qui privilégient la critique des pays occidentaux et la remise en question de leur puissance plutôt que la promotion de la Russie, ciblent principalement les opinions publiques européennes, américaines et asiatiques (Campion, 2022). Leur objectif n'est pas tant de persuader les publics étrangers à l'adhésion d'une quelconque idéologie, mais plutôt d'affaiblir les démocraties occidentales en ruinant la confiance des populations en leurs institutions par la polarisation des débats et la propagation de tout point de vue « en rupture avec la pensée dominante » (Campion, 2022, p.57). L'une des mesures symboliques prises par l'Union Européenne dans sa politique de sanctions envers la Russie a été de bannir leur diffusion, entraînant le gouvernement russe à interdire aussi certains médias occidentaux (Campion, 2022). En juin 2024, ce ne sont pas moins de 81 médias européens qui se sont vu bannir leur accès au plus vaste pays de la planète (« CNews, Le Monde, Libération, LCI... La Russie annonce bloquer l'accès à 81 médias européens sur son territoire », 2024). Cette confrontation médiatique illustre une « guerre de l'information » mondiale, dans laquelle les technologies numériques jouent un rôle clé, amplifiant la portée de la désinforma-

tion et manipulant l'opinion publique (Audinet & Marangé, 2021). Stéphane Koch parle d'une « guerre sans restriction » dans laquelle la Russie utilise la liberté d'expression occidentale pour diffuser de fausses informations, comme le montre l'opération Doppelgänger (Koch, 2024). Cette offensive numérique menée contre l'opinion française vise aussi l'Allemagne, les États-Unis et l'Ukraine (« What is the Doppelgänger operation? List of resources », 2024). En 2022, une étude de l'Université de Calgary a également révélé l'ampleur de la désinformation russe par laquelle les médias sociaux canadiens ont été touchés, celle-ci ayant pour but d'influencer l'opinion publique canadienne sur le rôle de son pays dans les sanctions internationales émises contre la Russie (Assous, 2022).

En ce qui concerne l'Ukraine, Volodymyr Zelensky exerce un certain contrôle de l'information grâce à de nombreux discours émotionnels et personnalisés auprès des pays européens, qui mettent en avant la souffrance de son peuple (« Comment la communication de Volodymyr Zelensky agit sur le plan émotionnel », 2023). Le président ukrainien maîtrise aussi une communication visuelle très codée, via son activité sur les réseaux sociaux où il se filme régulièrement dans de courtes vidéos, et via les tenues militaires portées lors de ses déplacements. Le gouvernement ukrainien a également ordonné un regroupement des plus grandes chaînes de télévision de son pays afin d'offrir une couverture complète du conflit (Oleinik, 2024). Cette réduction de pluralisme télévisuel pourrait néanmoins restreindre la diversité des opinions affichées. La possibilité ukrainienne de contrôler le narratif digital en leur faveur est importante, compte tenu des interdictions de diffusion dans l'Union Européenne des médias russes (Yates, 2022). Certains spécialistes, tels que la chercheuse Valentyna Dymytra, considèrent les actions de Zelensky comme de la communication politique et relevant d'une stratégie de visibilité, la propagande étant plutôt marquée par « un fort degré de censure et de violence à ceux qui s'y opposent » (« Ukraine : la guerre de communication du président Zelensky », 2022). L'historien Jean Geronimo parle quant à lui de propagande et de dramatisation utilisée pour obtenir un soutien international, évoquant l'existence d'une répression ukrainienne contre les opposants. (« Décryptage : Guerre en Ukraine, à Bakhmout "il y a de la propagande côté russe mais aussi côté ukrainien" », 2023).

Nous constatons que du côté russe, le gouvernement met tout en œuvre pour que ses citoyens adhèrent à ses politiques, et tente en parallèle de créer le désordre à l'étranger. Du côté ukrainien, les avis concernant la qualification de la communication gouvernementale sont partagés. Ainsi, les deux camps en conflit se livrent à une guerre de l'information d'une nouvelle ère, exerçant chacun un contrôle sur les messages qu'ils décident d'exposer ou de taire. Ce contexte

informationnel est important à prendre en compte dans l'étude de notre sujet pour comprendre l'environnement dans lequel se trouvent les médias occidentaux étudiés, et marque la pertinence d'étudier l'origine dominante de leurs sources. Découvrons à présent l'étendue de la médiatisation que connaît la guerre en Ukraine.

1.1.3 Une médiatisation de grande ampleur

Très largement médiatisé et s'apparentant à une « éclipse médiatique » (Lalancette & Lamy, 2020) à ses débuts, le sujet de la guerre en Ukraine s'est fait une place quotidienne au sein de l'actualité. Plusieurs articles issus de la littérature grise nous démontrent l'attention médiatique importante accordée à cet évènement inédit, en nous évoquant qu'au début des combats, « pendant plusieurs jours, cette guerre représente près de la moitié de l'actualité traitée » (Maillard, 2022, p.1). Depuis son commencement, l'invasion russe est couverte par une médiatisation qualifiée d'avoir « polarisé la plupart du flux audiovisuel [...] Cette focalisation quasi exclusive de l'agenda médiatique [...] autour d'un seul sujet nous rappelle le début de la pandémie du Covid ou les lendemains d'attentats » (collectif d'Acrimed, 2022).

Le conflit russo-ukrainien est également suivi en direct grâce à un nombre impressionnant de journalistes dépêchés sur place. Selon les sources de Radio France Internationale, environ 2 000 journalistes du monde entier se trouvaient sur le terrain de guerre durant les premières semaines de l'attaque, et 20 % des sujets y étaient consacrés (Lartigue, 2024). Une estimation de 3 000 à 3 500 journalistes est rapportée du côté de l'ONG grecque iMedD, faisant état d'un niveau de regroupement médiatique inédit pour un conflit militaire (M. F., 2022). Après deux ans de conflit, le taux de médiatisation a diminué, mais la présence des médias en Ukraine est toujours élevée (Lartigue, 2024). L'importance médiatique donnée à la guerre varie d'une semaine à l'autre en fonction des évènements qui se déroulent sur le terrain, et s'accroît autour de certaines dates clé telles que les « anniversaires ». Le conflit a néanmoins connu une baisse d'intérêt drastique dans le mois qui a suivi les attaques du Hamas le 7 octobre 2023 (Pettineo, 2023).

Les raisons de l'ampleur de cette médiatisation sont plurielles. Selon la politologue Anna Colin Lebedev, la nature du conflit, qu'elle qualifie « d'agression interétatique » favorise cet engouement (Pettineo, 2023). Arnaud Mercier ajoute que le traitement médiatique de cette guerre est facilité car « c'est la guerre la plus documentée qui soit », faisant référence aux nombreuses images provenant directement de la mise en récit des acteurs en conflit (Pettineo, 2023). La largeur de la médiatisation du conflit provient également de la demande de l'audience. La proxi-

mité culturelle et religieuse avec les Ukrainiens explique l'attrait du public occidental à rester informé du cours des événements. Au Canada, 1,4 million de personnes sont d'origines ukrainiennes, ce qui en fait la communauté ukrainienne la plus importante au monde après celles d'Ukraine et de Russie. Il est capital pour cette diaspora d'être tenu au courant de l'évolution du conflit. La professeure Magali Deleuze nous indique que les médias prennent aussi en compte la proximité d'intérêts politiques, compte tenu de la volonté ukrainienne de rentrer dans l'Union Européenne et dans l'OTAN, et des impacts sociaux et économiques de la guerre sur la population mondiale (Ménard, 2022).

Les acteurs du milieu journalistique contribuant à la couverture de la guerre en Ukraine jouent un rôle de dénonciateurs des situations frauduleuses. Pour Jean-Paul Marthoz, « ce devoir d'informer est impératif lorsque des forces armées ont commis des atrocités en violation des normes internationales [...] » (Marthoz, 2018a, p.209). Sur le terrain d'abord, « les reporters de guerre ont agi en lanceurs d'alerte indispensables pour rendre compte d'une tragédie humaine » (Klen, 2023, p.105). A Boutcha et à Izioum, ce sont les découvertes de centaines de cadavres par les journalistes de terrain qui ont permis de « déclencher une enquête par les plus hautes juridictions internationales » (Klen, 2023, p.105). Selon Moscou, les images de Boutcha ne seraient que mise en scène et provocation ukrainienne. En mars 2023, Poutine est accusé de crimes de guerre par la Cour pénale internationale, notamment pour avoir organisé des déportations illégales d'enfants ukrainiens vers la Russie (Deglise, 2023).

Dans les rédactions ensuite, plusieurs investigations menées par des médias tels que le New York Times, France Inter ou encore l'agence britannique Reuters ont permis de rendre compte des « massacres de Boutcha » (Audureau et al., 2022). Depuis le commencement de la guerre, le terme OSINT (Open Source Intelligence), provenant du secteur militaire, devient populaire au sein du milieu de l'investigation journalistique (Roumanos & Deuff, 2022). Les médias concernés analysent et vérifient scrupuleusement « l'origine et la signification d'images et de documents en provenance des zones d'affrontement » (Roumanos & Deuff, 2022, p.67). Ces premiers éléments d'information peuvent provenir d'amateurs, de témoins et de publications sur les réseaux sociaux. Cette nouvelle méthode d'enquête permet aux institutions médiatiques de se détacher partiellement des sources officielles et « d'accroître la crédibilité de la presse en amplifiant son rôle de contre-pouvoir » (Roumanos & Deuff, 2022, p.71). Trois missions sont conférées aux spécialistes de l'OSINT : vérifier la qualité des informations provenant du terrain, enquêter sur les faits et documenter les atrocités commises.

Nous venons de définir la première partie du contexte de notre terrain d'analyse. L'invasion

de l'Ukraine par la Russie survenue le 24 février 2022 est le sujet d'actualité qui constitue la focale de notre recherche. Premièrement, ce conflit comporte des conséquences européennes et mondiales aussi bien politiques, sociales, qu'économiques. Deuxièmement, diverses manipulations de l'information sont exercées par les acteurs en conflit, dans un climat numérique actuel très évolutif et des possibilités de contrôle virtuel inédites. La Russie tente ainsi de protéger son information nationale, et dans le même temps, de conquérir la scène informationnelle internationale, tandis que l'Ukraine cherche également à contrôler l'information qu'elle donne à voir à l'Occident. Tout ceci opère dans un cyberspace mondial, où les règles de la guerre n'ont plus les mêmes définitions qu'autrefois. Enfin, le taux de médiatisation de ce conflit est impressionnant, tant en nombre de journalistes mobilisés sur place et en antenne, qu'en nombre de sujets rapportés. Pour rentrer dans le vif de notre sujet, parcourons maintenant l'enjeu fondamental de la notion d'information dans un conflit mondial, au travers de la multiplicité des acteurs informationnels concernés.

1.2 L'importance de l'information lors d'un conflit mondial

Comme nous l'énonce Mazzucchi (2021, p.37), « l'information devient un élément central dans le déroulé complet des conflits, avant, pendant et après les combats ». Dans cette deuxième section, nous retraçons d'abord l'évolution des couvertures journalistiques qui ont marqué les dernières grandes guerres modernes et les évolutions technologiques qui les ont accompagnées. Ensuite, nous nous concentrons sur le rôle de contre-pouvoir des médias et leur influence sur l'opinion publique. Nous faisons le point sur leur place vis-à-vis de la communication stratégique des armées, et sur leur importance dans la révélation des crises humanitaires.

1.2.1 Un survol historique de la médiatisation en temps de guerre

Les derniers grands conflits contemporains ont chacun connu le développement de nouvelles innovations technologiques en matière de production d'information et des évolutions dans les relations entre les acteurs de la scène informationnelle mondiale (Mercier, 2005). Passons en revue les caractéristiques qui définissent la médiatisation de ces derniers conflits majeurs.

La guerre de Crimée est parfois considérée comme la première guerre moderne. Howard Russell, incarnant le rôle du premier des correspondants modernes pour le *Times*, est réputé pour ses reportages d'époque qui ont mené à la chute du gouvernement britannique (Tumber, 2009). Lors de la Grande Guerre, la présence d'une presse écrite censurée et répondant aux ordres propagandistes (Mercier, 2005) marque la prise en considération politique du potentiel des médias (Mazzucchi, 2021). Les journalistes suivent alors l'armée et la ligne officielle (Tumber,

2009), et se voient obligés de soumettre leurs papiers au contrôle gouvernemental (Marthoz, 2018a). Durant la Seconde Guerre mondiale, l'apparition de la radio et du cinéma ont favorisé la propagande de masse (Mercier, 2005). Dans un contexte de guerre totale, mobilisant toutes les populations civiles et militaires (Tumber, 2009), les unités se spécialisent davantage à un niveau stratégique dans la gestion de l'information vis-à-vis de l'adversaire (Mazzucchi, 2021). Le culte et la renommée des journalistes de guerre auprès du public se dévoile, et en relation étroite sur le terrain, ceux-ci commencent à s'identifier aux soldats (Tumber, 2009).

La guerre du Viêt Nam constitue un tournant dans l'histoire du rôle des médias sur le terrain de guerre. Les premiers moments du conflit ont été caractérisés par une communication de guerre supervisée par le pouvoir politique et militaire, avec la mise en place d'une stratégie de retardement de l'information (Boulanger, 2014). Les opérations sont mises en scène et les images strictement contrôlées afin d'embellir la réalité (Mercier, 2005). Dans le même temps, le nombre de journalistes déployés sur le terrain s'amplifie et les techniques vidéos s'améliorent (Mercier, 2005). Après l'offensive du Têt, les médias américains dévoilent les vraies horreurs menées par leur armée au Viêt Nam. Ce décalage entre la vérité du terrain et les récits positifs de Washington a montré la puissance de la couverture médiatique de la guerre (Tumber, 2009). Une perte de confiance s'est alors installée entre l'armée et les médias (Marthoz, 2018a).

La guerre du Golfe est caractérisée par un accès restreint des journalistes au front, avec l'instauration des systèmes de reporters embarqués. Les chaînes d'information en continu font leur apparition et les médias estiment maîtriser l'information par la présentation en direct (Boulanger, 2014; Mercier, 2005). Mais préparées par l'armée américaine et l'État (Tumber, 2009), les images diffusées laissent peu de place au recul critique et analytique des journalistes entraînés dans ces reportages (Mercier, 2005). L'esthétisation de ces images ne dévoile aucun cadavre et évoque un certain respect des populations civiles (Mercier, 2005). En réalité, les véritables scènes de combat sont cachées (Marthoz, 2018a). Cependant, cette position de proximité entre les journalistes et les forces armées pose des enjeux dans la couverture de l'information. Pour Arnaud Mercier, « le journaliste embarqué a bien pour vocation de servir les visées d'une vaste stratégie de relations publiques » Mercier (2005, p.9). Valérie Gorin (2013, p.184) pense quant à elle que ce type de journalisme « favorise la mise en place d'un récit dramatique centré sur la souffrance des civils ».

Les guerres en Afghanistan et en Irak ont montré l'avènement d'un paysage médiatique mondialisé et concurrentiel (Mercier, 2005). Au nom de la sécurité et de la confidentialité des forces armées, la guerre en Afghanistan témoigne de la capture de journalistes occidentaux, une pra-

tique contraire à la liberté de l'information (Boulanger, 2014). Lors de la guerre d'Irak, la vitesse de circulation de l'information s'accélère et marque la perte du monopole des médias (Boulanger, 2014). Le gouvernement américain tente de brouiller l'information, et réintègre le concept des journalistes embarqués aux côtés de l'armée, ce qui appauvrit leur travail (Marthoz, 2018a; Tumber, 2009). Petit à petit, les actions informationnelles se massifient et s'industrialisent (Mazzucchi, 2021). Technologiquement, une immédiateté, impensable dans les guerres passées, s'installe et transforme les populations en témoins de guerre (Tumber, 2009). La nature des conflits est également en mouvance, le conflit armé devenant moins fréquent, mais plus meurtrier : « l'absence de conflit armé ouvert entre les Etats depuis 2003 constitue une situation inédite depuis la Seconde Guerre mondiale » (Boulanger, 2014, p.236).

Les règles de la guerre changent au 21ème siècle, avec l'apparition de nombreux moyens non-militaires et d'actions asymétriques utilisées pour influencer et démoraliser l'adversaire (Audinet & Marangé, 2021). Des outils de stratégies numériques tels que le référencement et l'intelligence artificielle sont employés, et l'intérêt pour la souveraineté numérique, c'est-à-dire la « capacité d'un pays à contrôler son propre espace numérique [...] et à le protéger contre les menaces extérieures » apparaît (Koch, 2024, p.58). Alors que Philippe Boulanger (2014) évoquait déjà le terme de blogosphère comme un nouvel espace de combat, les réseaux sociaux deviennent « le nouveau champ de bataille de la guerre de l'information et de la guerre psychologique » (Koch, 2024, p.55). Nicolas Mazzucchi (2021) décrit une guerre « hybride », dans laquelle les conflits physiques se prolongent en cyber-conflits. Cette extension du conflit sur la toile brouille les repères entre producteurs et consommateurs de l'information, remettant en cause la priorité des médias traditionnels de l'information. A l'heure d'une propagande étatique grandissante, l'étape de vérification des sources est primordiale pour les journalistes (Marthoz, 2018a). Mazzucchi (2021) parle d'une « guerre de l'attention 3.0 » dans laquelle l'espace informationnel se superpose à l'espace physique, modifiant les perceptions et influençant potentiellement l'opinion publique mondiale.

1.2.2 Le rôle de contre-pouvoir des médias agissant sur l'opinion publique

Les médias peuvent être envisagés comme un contre-pouvoir, ou un « vecteur d'influence de l'opinion » (Boulanger, 2014, p.238), et les rapports qu'ils entretiennent avec les politiques dépendent du régime en place dans le pays couvert (Clément, 2010). Mais qui influence qui ? C'est la grande question que Jérôme Clément se pose. D'un côté, les médias agissent sur les agendas politiques en reflétant indirectement les préoccupations de la population : « les médias jouent à la fois un rôle de miroir de l'opinion de la société et de créateur d'opinion politique

» (Clément, 2010, p.77). Certains contenus rendent le public assez réceptif, qui peut lui-même faire pression sur les pouvoirs politiques (Tumber, 2009). D'un autre côté, les personnalités politiques tentent soit d'éviter l'intermédiaire des médias en exerçant leur influence sur les réseaux sociaux, soit d'utiliser les médias à leur avantage pour captiver les audiences. De manière générale, le rôle fondamental du journalisme en démocratie est de répondre à un devoir d'intérêt général et de recherche de la vérité. L'auteur met en garde contre le « risque qu'une disparition des médias professionnels, avec la déontologie qui doit les caractériser, ouvre la porte à une guerre des influences où le citoyen pourrait être instrumentalisé » (Clément, 2010, p.79). Laurent Teisseire (2010) explique que la possibilité d'un pays à s'engager sur le long terme dans un conflit dépend du soutien de l'opinion. Or comme nous venons de le voir, l'opinion publique est influencée par le discours des médias. Les Etats en guerre exercent alors un certain contrôle sur les médias, visant à garantir le bon déroulé des opérations et la conservation de l'appui de l'opinion (Boulanger, 2014).

a) Face à la communication stratégique des armées modernes

Alors que la sensibilisation de la population via une communication stratégique bien préparée est à l'ordre du jour dans les armées modernes (Mazzucchi, 2021), le monopole des journalistes sur l'information de guerre est grandement remis en question. La stratégie informationnelle des armées est amplifiée par la portée des images et des informations diffusées sur les réseaux sociaux par les militaires, et la vitesse à laquelle l'information se transmet « complexifie la gestion de la communication de crise » (Boulanger, 2014, p.228). Les armées ont petit à petit pris en compte le rôle que joue les médias vis-à-vis de la perception de la population, et leur besoin d'adapter leur communication aux logiques médiatiques. Arnaud Mercier nous explique que « les médias sont devenus un fait de la guerre. Les doctrines militaires les intègrent comme objectifs à part entière. Des plans de communication accompagnent les opérations armées, les relations avec les journalistes se sont professionnalisées » (Mercier, 2005, p.10). Ces plans de communications cherchent non seulement à encadrer les journalistes en leur procurant des messages, des images de mises en scène et des événements médiatiques qu'ils vont relayer, mais aussi à former les militaires dans leurs contacts avec les journalistes (Boulanger, 2014).

Pour Philippe Boulanger, l'incorporation des médias dans la planification militaire et l'essor de cette communication travaillée a aussi bien pour objectif la population présente sur le terrain en conflit que l'opinion publique internationale. Selon cet auteur, les médias étrangers sont « l'objet d'une manipulation constante par les insurgés pour remettre en cause la légitimité de la guerre auprès de l'opinion publique » et des « armes du combat asymétrique » (Boulanger,

2014, p.240). Pour Janvier (2007), les soldats connaissent les répercussions de l'image symbolique qu'ils renvoient aux médias sur le terrain et agissent en fonction d'elle. Chaque camp en conflit tente de dominer l'information qui circule sur la guerre, et les stratégies d'influences de la population restent un enjeu majeur, tant en période d'affaiblissement que de stabilisation (Boulangier, 2014 ; Mazzucchi, 2021).

Cette communication militaire en constante évolution amène les journalistes à repenser leurs manières d'évaluer l'information reçue, en distinguant « les faits des enjeux stratégiques de la communication » (Mercier, 2005). Selon Yeny Serrano (2013), les journalistes doivent s'écarter du lexique de guerre dans « leur manière de rapporter le discours des sources », pour faire en sorte de ne pas relayer sans esprit critique la communication stratégique des gouvernements et armées (Serrano, 2013, p.169). Jean-Paul Marthoz (2018a) met aussi en garde sur la reprise des discours partagés par les Etats, parlant d'un défi sémantique pour lequel critiques et réflexions sont les bienvenues.

b) Pour dénoncer la vérité humanitaire

Les médias ont souvent permis de révéler des effrois humanitaires se déroulant sur les terrains de guerre (Clément, 2010). Le rôle de témoin du journaliste est indispensable pour montrer au monde la réalité des événements derrière les discours officiels, et amener de l'espoir à la population civile sur place, en véhiculant parfois son propre vécu des événements (Janvier, 2007). Lors de son analyse sur la guerre civile du Biafra, Valérie Gorin (2013, p.191) observe notamment que les récits médiatiques internationaux sur « les émeutes, les viols et la famine viennent ainsi en contradiction avec ceux des autorités et des observateurs internationaux qui annoncent une situation sous contrôle ».

La manière d'aborder l'information reçue en provenance du terrain pose de nombreuses questions au sein des rédactions. D'un côté, le risque de désensibiliser le public s'installe à force d'appuyer trop fort sur le pathos, mais d'un autre côté, certains contenus éprouvants sont nécessaires pour faire bouger les prises de consciences (Janvier, 2007). Selon Mercier (2005), certaines images sont choisies dans le but de toucher à la sensibilité et de solliciter le soutien de l'opinion publique. Pour Marthoz (2018b), il est nécessaire que le journaliste répondant à un devoir de connaissance et à un devoir de vérité sur la complexité du monde ne se concentre pas uniquement sur les victimes. Un « journalisme humanitaire » (Marthoz, 2018b, p.194) empreint d'une trop grande émotivité brouille la compréhension du conflit par le public et mène à son indifférence. Nous observons que l'utilisation du contexte humanitaire par les médias pour dé-

crire les évènements n'incite pas seulement à la pitié de leur public, mais a également le pouvoir d'influencer la communauté internationale à agir et à faire intervenir son aide humanitaire sur un territoire en guerre (Gorin, 2013). Pour Marthoz (2018a, p.191), la presse « a été et reste un acteur décisif de la lutte pour la dignité et la solidarité ». Selon Serrano (2018), le seul parti pris dont les journalistes se donnent le droit est celui en faveur des victimes civiles.

Pour conclure, le contexte présenté ci-dessus nous indique que l'information est l'élément central qui constitue les relations entre les différents acteurs opérant dans un conflit mondial. La couverture médiatique et les relations entre médias, gouvernements et armées ont évolué au cours des dernières guerres contemporaines, parallèlement à l'apparition progressive de nouvelles technologies. Actuellement, le contexte numérique change les règles de la guerre, avec un élargissement de la zone de combat et une multiplication de la vitesse de propagation des idées. Chaque acteur étatique tente d'imposer sa vision de la guerre, et les armées s'adaptent au travail des médias, conscientes de leur pouvoir d'influence sur les opinions publiques internationales. Les médias doivent faire la part des choses face à des relations stratégiques qui se complexifient, et jouent un rôle crucial dans la transmission de l'information vers un public et des réactions internationales.

1.3 L'état de l'art sur la couverture médiatique des conflits internationaux

Plusieurs recherches récentes s'adonnent à des études comparatives sur la couverture médiatique des conflits internationaux entre différents systèmes médiatiques à travers le monde. Diverses méthodologies sont utilisées, quantitativement ou qualitativement, ensemble ou non, dont l'analyse de contenus médiatiques et/ou politiques (Audinet, 2018; Hanley et al., 2023; Hayes & Guardino, 2010; Nygren et al., 2018; Oleinik, 2024), les entretiens semi-structurés avec des journalistes et responsables de médias (Audinet, 2018; Nygren et al., 2018) et l'approche historique (Horten, 2011).

Deux de ces études analysent la couverture médiatique des deux premiers mois de l'invasion russe en Ukraine. Hanley et al. (2023) se penchent sur les différences de récits diffusés par les organes de presse en ligne occidentaux (représentés par les Etats-Unis et le Royaume-Uni), russes et chinois. Ils étudient la nature des sujets, leur description et la neutralité avec laquelle ceux-ci sont traités dans chaque « écosystème médiatique ». Les résultats de ces chercheurs révèlent une certaine influence des médias russes sur l'écosystème médiatique chinois, et des spécificités concernant les médias occidentaux qui « ont utilisé l'orthographe ukrainienne des villes et des fonctionnaires ukrainiens et ont mis l'accent sur les crises militaires et humanitaires qui

se déroulent en Ukraine » (Hanley et al., 2023, traduction libre, p.348). Oleinik (2024) réalise quant à lui une étude comparative des couvertures médiatiques russe, ukrainienne, américaine et britannique, chacune mise en parallèle des discours gouvernementaux de leur pays afin de déterminer l'ampleur de la propagation de ces derniers. L'auteur découvre que la propagande de guerre russe se révèle être plutôt inefficace, et que les médias américains et britanniques s'alignent sur les priorités de leurs dirigeants. Nous remarquons que ces deux études n'incluent pas de pays issus de l'Union Européenne.

Deux autres études comparatives s'intéressent à la couverture médiatique du conflit qui touchait l'Ukraine en 2014. Maxime Audinet (2018) se concentre sur deux médias internationaux, un russe et un ukrainien, agissant en concurrence sur les opinions publiques occidentales. L'auteur parle d'un « conflit narratif » entre les deux nations et cherche à comprendre l'impact que la couverture médiatique peut avoir sur les opinions politiques de la population. Nygren et al. (2018) analysent les pratiques journalistiques des médias ukrainiens, russes, polonais et suédois. Le but de ces auteurs est d'identifier les descriptions réalisées par ces médias sur le conflit, sur ses causes et sur les acteurs impliqués, et les perceptions des journalistes sur la couverture des conflits, afin de voir si la manière de couvrir le conflit diffère d'un système médiatique à l'autre, suivant des cultures journalistiques et des relations de pouvoir différentes. Leur recherche a mis en lumière des désaccords entre la perception de la neutralité des journalistes et la couverture médiatique effective du conflit. Ils distinguent aussi des différences significatives en termes de cadrage médiatique :

L'analyse du contenu montre que la couverture de la guerre dans les médias grand public est fortement liée au contexte politico-historique de chaque pays. Les thèmes de la couverture sont liés à l'audience et à la situation politique de chaque pays selon les principes classiques des valeurs de l'information. (Nygren et al., 2018, traduction libre, p.15)

Des études comparatives antérieures se penchent sur le cas de la couverture médiatique de la guerre en Irak. Horten (2011) analyse les similitudes et les particularités des médias américains et allemands au travers du paradigme de la médiatisation en étudiant les évolutions de la guerre du Vietnam à la guerre d'Irak. Hayes et Guardino (2010) étudient la nature des sujets et des points de vue sur lesquels les reportages américains se focalisent durant les huit mois précédant la guerre. Ils codent chaque citation directe ou indirecte et classent les sources par catégories, dont les officielles et les non officielles. Les auteurs constatent que plus de trois quarts des personnes citées représentent des sources officielles, et nous indiquent que « ceci est cohérent

avec des décennies de travaux qui montrent que les journalistes se tournent vers des sources gouvernementales beaucoup plus fréquemment que vers des acteurs non gouvernementaux » (Hayes & Guardino, 2010, traduction libre, p.75).

Concernant la recherche sur les relations entre journalistes et acteurs du terrain, Martinez et al. (2022, p.8) nous informent que « beaucoup pourrait être encore fait, en particulier à propos des coopérations et règles de relation entre les acteurs de la scène informationnelle ». Selon Yeny Serrano (2013, p.151), diverses études peuvent être menées sur le sujet en se penchant sur le contenu informationnel, sur la relation entre les journalistes et les armées ou sur la communication de guerre de ces dernières et de leurs gouvernements.

Les études précédemment menées sur la couverture médiatique des conflits internationaux nous éclairent sur les composantes qui marquent l'importance de ce domaine de recherche. D'un côté, elles nous montrent la possibilité d'étudier la place qu'occupe le discours gouvernemental dans les médias, et le rôle de ceux-ci face aux actes de désinformation et de propagande menés par les pays en conflit. Avec la guerre en Ukraine, Oleinik (2024, p.526) note le regain d'intérêt que la « compréhension de la propagande de guerre » [traduction libre] pourrait connaître auprès des chercheurs. Horten (2011, p.4) démontre l'analyse du contenu médiatique par le poids de ce dernier dans « la stratégie militaire et [...] la conduite de la guerre » [traduction libre]. D'un autre côté, elles nous rappellent l'influence des médias dans la formation des opinions publiques politiques (Audinet, 2018). Hayes et Guardino (2010) nous éclairent sur l'importance d'analyser les types de sources citées, permettant de déterminer la place des « voix étrangères » dans le contenu médiatique et l'impact du discours politique sur la population. Globalement, ces recherches comparatives nous indiquent l'importance d'étudier les différents systèmes médiatiques qui façonnent le monde et leurs particularités culturelles pour tenter de comprendre les variations de couverture médiatique qui existent sur un même sujet géopolitique (Nygren et al., 2018). Ainsi, la recherche sur la couverture médiatique des conflits internationaux permet de « comprendre les nuances dans la manière dont les événements mondiaux sont encadrés, comment les différentes populations interprètent et digèrent les événements mondiaux, et comment la désinformation naît et se propage » (Hanley et al., 2023, traduction libre, p.340).

Compte tenu de la nature binationale de notre programme d'étude, et pour des raisons d'accessibilités linguistiques, notre recherche se concentre sur une analyse comparative entre la couverture médiatique belge francophone et la couverture médiatique québécoise de la guerre en Ukraine. A notre connaissance, il n'existe pas de comparaison entre ces deux régions du monde dans notre domaine de recherche. Bien que Hanley et al. (2023, p.340) nous indiquent que « se

concentrer uniquement sur les nouvelles et les campagnes ciblant l'Occident pour comprendre comment les populations traitent ces implications ne peut aller que jusqu'à un certain point » [traduction libre], notre analyse nous permet de distinguer les points communs et les spécificités de chaque couverture médiatique, tenant compte des similitudes des deux pays en termes de proximité culturelle et de langue, et de leurs différences en termes de proximité géographique avec les événements qui se déroulent en Ukraine.

En conclusion, le conflit russo-ukrainien engendre des bouleversements mondiaux, s'inscrit dans une nouvelle dimension technologique qui change les dynamiques informationnelles et connaît une médiatisation inédite. Ainsi, nous considérons que c'est un cas d'étude socialement pertinent. L'information est l'élément prépondérant dans les conflits internationaux, et l'étude de la couverture médiatique de ces derniers marque sa pertinence par l'évolution des rapports entre les médias, les politiques et les armées au cours de chaque conflit, simultanément avec les évolutions technologiques. Au milieu de l'influence des différents acteurs informationnels et face au discours des États en guerre, le rôle des médias dans la formation des opinions publiques est crucial. Les précédentes recherches comparatives nous enseignent que l'analyse de la couverture réalisée par les différents systèmes médiatiques permet de « comprendre collectivement les perceptions plus larges du conflit » (Hanley et al., 2023, traduction libre, p.353).

2. Cadre conceptuel

Dans la mesure où l'objectif principal de notre recherche est de décrire les pratiques journalistiques mises en place dans deux régions du monde pendant un conflit international, ce second chapitre établit la pertinence d'étudier la couverture médiatique d'actualités internationales. La première partie retrace les différentes approches, définitions et spécificités du concept de cadrage, traite de la relation entre les journalistes et leurs sources, et creuse l'action de cadrer en période de conflit. La deuxième partie s'intéresse à l'importance sociale et publique de la couverture des conflits internationaux dans une société donnée, en se penchant d'abord sur l'intérêt de l'opinion publique et l'offre des médias pour les actualités internationales et en développant ensuite la notion d'agenda médiatique et ses liens avec le concept de cadrage. La troisième partie explore la réalité actuelle des médias au travers de leurs logiques médiatiques et économiques.

2.1 Le cadrage

2.1.1 Approches sociologiques et psychologiques

Le concept de cadrage est présenté dans la recherche sous deux angles différents : l'angle sociologique et l'angle psychologique. S'inspirant des travaux de Porismita Borah, Catherine

Lemarier-Saulnier (2016) expose ces deux approches. L'approche sociologique s'intéresse à la construction sociale des cadres par le biais des interactions entre divers acteurs de la société. Ceux-ci sont au départ pourvus d'un schéma primaire « qui pourra être modifié par divers degrés d'interaction (soit directe ou médiatisée) » (p.68). L'auteure reprend les mots d'Erving Goffman (1986) pour déterminer la vision sociologique, qui se veut collective :

Les cadrages sont des schémas d'interprétation (*schemata of interpretation*) utilisés pour donner un sens aux divers événements survenant dans leur entourage. Les cadres n'ont du sens qu'à travers les interactions et la société, d'où l'apport sociologique. (Lemarier-Saulnier, 2016, p.10, pris de Goffman, 1986, p.68).

L'approche psychologique s'avère être plus individualisante et se penche sur les effets des cadres, avec des études qui s'intéressent au « rôle du cadrage médiatique dans le processus de prise de décision du point de vue de l'individu » (Lemarier-Saulnier, 2016, p.70). Les études de Kahneman et Tversky ont notamment cherché à comprendre comment la manière de présenter l'information en termes de gains et de pertes influençaient les décisions prises par les participants (Lemarier-Saulnier, 2016, p.70). Pour résumer la vision psychologique, l'auteure reprend les mots de Price, Tewsbury et Powers (1997) : « Le cadrage, en orientant le message, en cherchant à susciter une émotion et en mobilisant certaines valeurs (au détriment d'autres), influence les chaînes de pensée (*trains of thought*) des spectateurs » (Lemarier-Saulnier, 2016, p. 483, pris de Price et al., 1997, p.10).

En 1999, Valkenburg, Semetko et De Vreese décrivent déjà deux courants d'études sur le cadrage, avec d'un côté les chercheurs qui se focalisent sur la façon dont les informations sont présentées, et de l'autre ceux qui se concentrent sur la façon dont elles sont comprises. Eux s'inscrivent dans le second volet, et donc dans l'approche psychologique, en étudiant la manière dont « les cadres d'information journalistiques affectent les réflexions des lecteurs » (Valkenburg et al., 1999, traduction libre, p.550). Ils développent quatre conditions de cadrage : le cadre du conflit, le cadre d'intérêt humain, le cadre de responsabilité et le cadre des conséquences économiques. Le premier place « la victoire et la défaite au centre des préoccupations » (p.551), le deuxième apporte « un angle émotionnel à la présentation d'un événement » (p.551), le troisième attribue la responsabilité d'une situation, d'un problème ou d'une résolution, soit au gouvernement ou au système, soit à l'individu ou à un groupe, et le dernier s'intéresse à l'impact économique d'un événement (p.552). Cette étude a révélé un lien significatif entre la manière dont les actualités sont cadrées et les pensées et souvenirs des lecteurs (p.567). Les chercheurs ont notamment découvert une influence négative du cadre d'intérêt humain sur la

mémorisation des participants, pouvant être expliquée par le caractère émotionnel et dramatique de l'information (p.566). Notre présente recherche s'inscrit dans l'approche sociologique du cadrage, puisqu'elle vise à décrire les choix journalistiques opérés dans la présentation de l'information. Nous n'étudions pas les effets des cadres médiatiques sur l'attitude des lecteurs.

2.1.2 La notion communicationnelle et ses spécificités

La notion de cadrage est généralisée dans le domaine des communications en 1993 par Robert Entman, qui la définit par la sélection et par la saillance : « encadrer, c'est sélectionner certains aspects de la réalité perçue et les rendre plus saillants dans un texte de communication » (Entman, 1993, traduction libre, p.52). Il détermine la saillance par l'augmentation de la visibilité, du sens ou du caractère mémorable d'une information afin d'augmenter les chances que celle-ci soit vue par un public cible. L'auteur évoque que l'analyse des « cadres » permet de mesurer l'influence exercée sur un public à la suite d'un transfert d'information, mais que l'existence de cadres dans un texte n'induit pas forcément leur impact sur la pensée du public, car la saillance résulte d'une interaction entre le document informatif et le destinataire (Entman, 1993).

Quelle est la différence entre les termes « cadrage » et « cadres » ? Plusieurs recherches nous éclairent à ce sujet. La recension des écrits de Lemarier-Saulnier (2016) nous indique que le cadrage est présenté dans la recherche comme étant le « processus qui se rapporte aux étapes de construction et d'interprétation des textes », tandis que les cadres « sont vus comme des éléments du contenu des textes médiatiques (mots, expressions, tons, images, titres, etc.) qui orientent le sens produit par la nouvelle médiatique » (p.71). D'un point de vue purement langagier, Isabelle Delcambre différencie les deux termes d'une façon similaire :

La notion de cadre est un résultat, il renvoie à un produit textuel ; la notion de cadrage est une opération, elle renvoie à une activité de production. Le cadre est le résultat textuel, le construit langagier de l'activité de cadrage. (Delcambre, 2004, p.45).

Les cadres sont présents à différents niveaux du processus de communication. D'abord, l'émetteur de l'information est lui-même cadré, consciemment ou inconsciemment, par ses croyances. Ensuite, le texte communicationnel inclut également des cadres, qui se manifestent par « la présence ou l'absence de certains mots-clés, d'expressions types, d'images stéréotypées, de sources d'information et de phrases qui fournissent des groupes de faits ou de jugements qui se renforcent sur le plan thématique » (Entman, 1993, traduction libre, p.52). Enfin, le récepteur et la culture dans laquelle il se trouve véhiculent également des cadres, et peuvent répercuter

ou non ceux mis de l'avant par l'émetteur dans son texte. Entman prend en considération les expériences psychologiques de Kahneman et Tversky pour expliquer que si les cadres focalisent l'attention du public sur certaines facettes de la réalité, ceux-ci lui masquent de facto d'autres aspects : « La plupart des cadres se définissent par ce qu'ils omettent et ce qu'ils incluent, et les omissions [...] peuvent être aussi cruciales que les inclusions pour guider le public » (Entman, 1993, traduction libre, p.54).

Chong et Druckman (2007, p.100) mettent en lumière deux types de cadres étudiés dans les sciences de la communication. D'un côté, les *frames in communication* ou *media frame*, comprenons les « cadres de communication » ou « cadres médiatiques », renvoient aux éléments discursifs et visuels utilisés par un locuteur pour engager un public. De l'autre côté, les *frames in thought*, traduisons « cadres de pensées », correspondent aux images mentales utilisées par l'individu pour interpréter une information reçue. Ces auteurs déterminent que le processus de cadrage influence les perceptions des individus par la mise en concurrence de certains cadres.

La notion d'attribution de la responsabilité au travers du cadrage médiatique est plus précisément développée par Shanto Iyengar (1994), qui montre qu'un même sujet traité de deux manières différentes produit des réactions différentes chez le lecteur. L'auteur distingue le cadrage épisodique, avec lequel un média présente l'information en se rapportant à des histoires individuelles, du cadrage thématique, avec lequel un média contextualise cette information en la reliant à des facteurs sociaux, économiques ou culturels (Derville, 2013, p.50). Le cadrage épisodique amène le lecteur à tenir pour responsable l'acteur individuel mis de l'avant dans le texte médiatique, tandis que le cadrage thématique l'amène plutôt à tenir pour responsable le système. Grégory Derville (2013, p.50) s'essaye à relier les deux notions à des tendances politiques, évoquant pour le cadrage épisodique des tendances libérales favorisant la responsabilité individuelle, et des courants de gauche pour le cadrage thématique, défendant les politiques d'aides sociales et favorisant la responsabilité collective.

Notre étude descriptive des cadrages et des sources utilisés par les journalistes se situe principalement dans la première partie de la définition proposée par Entman (1993), qui met en évidence la sélection. Les écrits de Lemarier-Saulnier (2016) et de Delcambre (2004) nous éclairent sur la différence entre les cadres, c'est-à-dire les structures narratives utilisées par les journalistes, et le cadrage, le processus de sélection de ces cadres. L'apport scientifique de Chong et Druckman (2007) souligne la diversité des cadres qui peuvent entrer en compétition pour un même sujet. La typologie des cadres épisodiques et thématiques conceptualisée par Iyengar (1994) enrichit quant à elle notre analyse pour déterminer si la couverture médiatique étudiée reflète davantage

un ensemble d'évènements isolés ou de contextualisations thématiques des évènements.

2.1.3 Entre sources et journalistes : double processus

Les écrits scientifiques nous enseignent que les sources journalistiques participent à l'action de cadrer de manière significative. Yeny Serrano (2013, p.152) indique une « co-construction de l'information » entre les sources et les journalistes, qui amène à un certain « choix des thèmes, ainsi que les mots et les images utilisés pour les présenter ». Selon Esquenazi (2002, cité dans Serrano, 2013), un double processus de cadrage de l'information s'opère entre les deux parties. Un premier cadrage se produit par la version des faits livrées aux journalistes par les sources, et un deuxième se crée quand le journaliste traite l'information, suivant les règles et les contraintes de sa profession (Esquenazi, 2002, cité dans Serrano, 2013). Le premier cadrage réalisé par certains acteurs sociaux est influencé par leurs objectifs stratégiques de communication et la protection de leurs intérêts. Le deuxième cadrage réalisé par le journaliste fait écho à la double logique médiatique, dont l'explication conclura notre recension des apports conceptuels (Serrano, 2018).

Avec sa théorie du discours rapporté dans la presse, Patrick Charaudeau met aussi en lumière un processus en deux étapes : « Dans la première phase, la source formule un dit recueilli par le journaliste. Dans la seconde phase, le journaliste formule un dit rapporté au lecteur. » (Ringoot, 2014, p.160). Charaudeau parle d'une « double opération de reconstruction / déconstruction » (Ringoot, 2014). En termes de reconstruction, le journaliste s'approprie les propos de sa source pour les replonger dans une nouvelle énonciation marquée par l'influence de ses propres cadres. En termes de déconstruction, le journaliste exprime sa mise à distance vis-à-vis des propos de cette source, « le dit rapporté se démarquant du dit d'origine ». (Charaudeau, 1997 dans Ringoot, 2014, p.160). Pour Ringoot (2014, p.160), l'évaluation de ce travail de reconstruction et de déconstruction effectué dans les écrits journalistiques consiste « à repérer à qui le journaliste donne la parole dans son article, et comment il le fait. Qui parle, quels sont les critères de présentation (âge, sexe, catégorie sociale, métier, fonction, notoriété ou anonymat).

Interrogeons-nous davantage sur le profil de ces sources journalistiques. Pour Serrano, les sources journalistiques sont « les individus ou les groupes sociaux qui fournissent du matériel oral, textuel ou visuel pour que les journalistes confectionnent les nouvelles » (Serrano, 2013, p.152). Lagneau et al. (2013) exposent quant à eux le terme d'*acteurs-sources*, représentant les individus qui participent à la production de l'information en acheminant le discours visiblement rapporté dans les médias sous diverses formes, mais qui peuvent ne pas être direc-

tement cités dans le support journalistique. Dans certains cas, le journaliste incite la relation à la source, tandis que dans d'autres, la source diffuse ses propres informations qui peuvent être relayées par un journaliste. Les auteurs distinguent trois catégories d'*acteurs-sources*. Le premier groupe englobe les témoins d'événements produisant un discours factuel, ainsi que les experts présentant un discours de commentaire. Le deuxième inclut les individus qui ont pour objectif « la promotion médiatique de [leurs] idées, ou de [leurs] biens et services » (p.4) via des stratégies de relations publiques avec des canaux d'information tels que les conférences, les communiqués, et les relations presse. Leurs intérêts sont divers, et le journaliste est tenu de se mettre à distance des propos énoncés. La dernière catégorie concerne les pairs ou autres journalistes. Grâce à la mise en place d'une veille de la concurrence, ceux-ci sont les premiers lecteurs des journalistes, « le média ayant diffusé la nouvelle devient lui-même une source » (p.5), et une certaine homogénéisation des rédactions apparaît (Lagneau et al., 2013).

Les sources officielles telles que les gouvernements et les forces de l'ordre sont parfois qualifiées de « définisseurs primaires ». Ce terme apparu dans les recherches des *Cultural Studies* avec Stuart Hall dans les années 1970 désigne la situation dans laquelle les journalistes se fient de manière unilatérale aux sources officielles en reprenant leurs discours et leurs mots, sans les confronter à d'autres types de sources (Ringoot, 2014). Depuis, selon Roselyne Ringoot (2014, p.157), « le discours journalistique produit ses propres cadres d'interprétation [...] L'analyse du discours de presse, menée à partir du rôle et du statut des sources, permet, justement, de confirmer ou d'infirmer la prégnance des discours officiels ».

Concernant le terrain de guerre, Jean-Paul Marthoz (2018a) dresse l'éventail des sources dont le professionnel de l'information peut s'aider : les journaux locaux, les correspondants des agences de presse internationales, les ambassades, les expatriés, les ONG internationales, les religieux, les centres d'études et les universités, la société civile locale, les simples citoyens...

2.1.4 Cadrer l'information en temps de conflit

Yeny Serrano développe un modèle théorique spécifique au cadrage de l'information en temps de conflit. Entre la communication de guerre provenant des sources journalistiques et l'information issue des journalistes mais soumise aux règles professionnelles et aux contraintes économiques, l'auteur détermine que le cadrage de l'information est composé de deux logiques : la logique de guerre et la logique médiatique. L'ensemble de ces éléments construit la lecture interprétative du conflit par les audiences. Selon l'auteur, le cadrage de l'information constituant des éventuels pourparlers de paix suit le même chemin que celui de la couverture d'un conflit,

bien que certains médias soient exclusivement axés dans un message de paix (Serrano, 2018). Finalement, l'auteur nous dit que la manière dont la guerre et la paix sont couverts par les professionnels de l'information « joue un rôle dans la (dé)légitimation [politique] des groupes en conflit » (Serrano, 2018, p.77).

Au travers de son étude de cas du traitement médiatique national de la guerre civile en Colombie, Serrano (2013, p.155) cherche à vérifier la prétendue objectivité auxquels les journalistes colombiens disent se fier. Cette notion est évoquée au regard de conventions liées aux sources : la pluralité (quantité), la neutralité (diversification) et l'équilibre (répartition) de celles-ci. L'auteur analyse d'une part la place occupée par chacun des acteurs armés en tant que source, et d'autre part les marques langagières utilisées par les journalistes pour se référer aux groupes armés. Il découvre que « les groupes armés qui étaient plus sollicités en tant que sources par les journalistes ont été moins souvent désignés par des expressions péjoratives » (p.167), et inversement pour les groupes les moins sollicités. Il remarque également que les sources officielles sont fréquemment sollicitées, alors qu'elles font partie des unités en conflit.

Dans le cas de la médiatisation de la guerre civile du Biafra au Nigéria, Valérie Gorin (2013) a cherché à « comprendre comment les cadrages médiatiques s'imposent autour de cette guerre et qui les impose » (p.177). En réalisant une analyse comparative de documents journalistiques couvrant les quatre années de guerre, l'auteure remarque que la couverture du début du conflit est limitée à la description de faits, sans l'utilisation d'une dimension émotionnelle ou humaine particulière (p.182). Selon l'auteure, ceci s'explique par le type d'auteur primaire de ces nouvelles : les agences de presse. Durant la deuxième année de guerre marquée par l'arrivée des reporters internationaux sur le terrain, elle observe un tournant dans la couverture médiatique, avec une politisation de l'aide humanitaire et une mise en avant de l'acteur humanitaire « qui apparaît à la fois comme expert médiatique et témoin privilégié de la crise » (p.177).

2.2 La couverture médiatique de l'international dans l'espace public

2.2.1 L'intérêt de l'opinion publique pour les nouvelles internationales

La couverture médiatique des affaires étrangères façonne les perceptions de l'opinion publique dans une société donnée. Pour distinguer la manière dont certains sujets internationaux accrochent davantage l'attention du public que d'autres, William C. Adams (1987) développe une typologie de la dynamique de l'information internationale qui comprend trois caractéristiques : l'intensité médiatique, l'affinité thématique et la continuité de l'image. L'intensité médiatique est l'ampleur de la visibilité d'un sujet d'actualité dans les médias, donc la répétition ou non

qu'ils exercent dans la couverture de ce sujet. L'affinité thématique est la correspondance ou non de ce sujet d'actualité avec les prédispositions, les valeurs et les priorités du public en matière d'affaires internationales et de politique étrangère. La continuité de l'image est le renforcement ou la remise en question par ce sujet des images actuelles, c'est-à-dire des opinions existantes dans la société sur les acteurs et affaires internationales. L'auteur indique que « l'information internationale, comme toute communication, doit composer avec des impressions et des perceptions préexistantes » (Adams, 1987, traduction libre, p.263), et que le renforcement ou la création d'une nouvelle image par les médias est plus simple qu'un changement d'images.

Les interactions entre ces trois dimensions produisent cinq types d'histoires internationales qui engendrent elles-mêmes cinq réactions différentes dans l'opinion publique. Les quatre premiers types sont caractérisés par un niveau élevé d'intensité médiatique. Le premier manifeste une affinité thématique et une continuité de l'image élevée, ce qui renforce une vision du monde existante et rend les lecteurs réceptifs. Le deuxième affiche une affinité élevée mais un manque de continuité dans l'image, ce qui modifie les représentations préalables du public et peut surprendre les lecteurs. Le troisième connaît une continuité de l'image élevée, mais une affinité thématique partagée, ce qui peut « [susciter] diverses émotions contradictoires ; le public est déchiré entre des valeurs conflictuelles » (Adams, 1987, traduction libre, p.273). Le quatrième comprend un mélange d'affinités thématiques et un manque de continuité dans les images, ce qui provoque de l'ennui et du déni chez le public vis-à-vis du message médiatique. À l'inverse des quatre premiers types, le cinquième est caractérisé par une faible intensité médiatique, ce qui amène à une non-pertinence des catégories d'affinité et de continuité. Au cours de sa recherche, l'auteur a pu examiner que certains sujets internationaux passent d'un type d'histoire à l'autre au fil du temps. La typologie d'Adams met en lumière la diversité de réactions et d'interprétations que le public peut développer à l'égard d'une nouvelle internationale en fonction de la représentation de cette dernière dans les médias. La combinaison de ces facteurs montre un biais médiatique dans lequel l'attention du public est abondamment dirigée vers certains événements mondiaux plutôt que d'autres, et peut expliquer pourquoi certaines crises mondiales deviennent prioritaires tandis que d'autres restent dans l'ombre. En effet, ces limites de couvertures médiatiques affectent la perception publique des réalités mondiales et pèsent indirectement sur les décisions prises par les gouvernements en termes de priorités de politique étrangère.

Le lien entre le volume d'informations internationales et l'intérêt public est étudié par Aalberg et al. (2013), qui se penchent sur les relations entre l'offre et la demande d'informations télévisuelles internationales dans onze pays sur cinq continents munis de systèmes médiatiques

différents. Leurs résultats montrent que l'offre de ce type d'informations est plus importante dans les systèmes télévisés orientés vers le service public que dans ceux orientés vers le marché. Ces chercheurs établissent la distinction entre les « hard news », regroupant les reportages axés sur les questions politiques, économiques et sociales, et les « soft news », regroupant les reportages sur les célébrités, le sport et le divertissement. Ils découvrent que les informations internationales relayées par les systèmes orientés vers le marché se classent davantage dans la catégorie des « soft news ».

Comme nous l'a précédemment démontré la typologie d'Adams (1987), la recherche de Aalberg et al. (2013) nous indique, en prenant en compte la quantité et l'origine des informations, que la représentation des événements internationaux par les médias est limitée et motivée par des intérêts nationaux politiques et des proximités géographiques entre pays : « Nous nous attendons également à ce que les pays impliqués dans un conflit international fassent l'objet d'une plus grande couverture, en particulier si le conflit peut, dans une certaine mesure, être lié à des intérêts nationaux » (Aalberg et al., 2013, traduction libre, p.11). Ainsi, les auteurs distinguent trois régions de couverture médiatique internationale : l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et l'Asie. Ce présent mémoire étudie des médias issus des deux premières régions. L'importance de la couverture médiatique de l'actualité étrangère sur l'opinion publique est aussi affirmée dans leur analyse, montrant une corrélation positive entre le taux de couverture médiatique dédié à l'international et les connaissances du public en matière d'affaires étrangères. Cependant, ils indiquent que l'offre et la demande peuvent connaître des divergences importantes dans certains pays, et que « les rédacteurs en chef ne donnent pas toujours aux téléspectateurs ce qu'ils veulent » (Aalberg et al., 2013, traduction libre, p.17).

2.2.2 L'agenda (géo)médiatique

Les premiers travaux réalisés par Maxwell McCombs et Donald Shaw sur le concept d'agenda médiatique ou *agenda-setting* expliquent que les décisions journalistiques influencent l'importance allouée à certains sujets par le public (M. E. McCombs & Shaw, 1972). Par processus de sélection et d'hierarchisation, ce sont les rédactions qui choisissent à quelle fréquence tel ou tel événement sera couvert et évaluent quels récits seront laissés de côté (Grasland et al., 2016). En 2005, Maxwell McCombs dresse un bilan des multiples évolutions que la théorie de l'agenda-setting a connu depuis ses débuts. L'auteur rappelle le lien « inextricable » (M. McCombs, 2005, traduction libre, p.555) entre le journalisme et l'opinion publique qu'il a observé dans de nombreuses études depuis 1968, montrant que les composantes de l'agenda médiatique influencent au fur et à mesure celles de l'agenda public. L'agenda médiatique est lui-même partiellement

empreint de l'agenda « inter-médiatique » (p.549), correspondant à l'influence des médias les uns sur les autres, couplée aux normes journalistiques.

Grasland et al. (2016) vont plus loin, avec le concept d'agenda géomédiatique international qui se veut être « les structures de la médiatisation des espaces géographiques [...] dans l'actualité » (p.27). En ajoutant un côté géographique et international au concept, leur objectif est de montrer les différences de couvertures médiatiques qui peuvent être allouées à divers évènements internationaux, en fonction du pays où ceux-ci surviennent, de la situation et du moment dans lequel ils se trouvent. De manière plus générale, les travaux de Leconte et al. (2020) sur un autre phénomène social qu'est *La production médiatique d'une « crise migratoire »* nous indiquent que les médias « participent à la création d'objets sociaux et politiques » (p.182). Dans leur propre définition de la théorie de l'agenda médiatique, les auteurs désignent la « mise en visibilité d'un phénomène » qui se fait grâce à une « hiérarchisation de l'information », et dont cette dernière favorise l'émergence de « problèmes socio-politiques » Leconte et al. (2020, p.182).

2.2.3 L'agenda de l'objet, l'agenda des attributs et le cadrage

M. McCombs (2005, p.546) distingue deux niveaux d'agenda : l'agenda de l'objet et l'agenda des attributs. Le premier dit au public à quoi penser, tandis que le second lui dit comment y penser. L'agenda de l'objet fait référence à l' « objet d'attitude », c'est-à-dire « la chose à propos de laquelle un individu a une attitude ou une opinion » [traduction libre]. Pour chacun de ces objets relayés par les médias ou par l'opinion publique, « il existe un ensemble d'attributs qui influencent notre compréhension de l'objet » [traduction libre].

L'auteur établit une convergence entre la mise à l'agenda « des attributs » et le cadrage (reprenant la définition de Entman (1993)), en disant que ces deux concepts permettent de rendre compte de l'influence des descriptions médiatiques sur la manière dont le public s'intéresse aux sujets d'affaires publiques. Les deux théories sont proches et complémentaires, mais ne sont pas identiques : « Un cadre est un attribut de l'objet considéré car il décrit l'objet. Cependant, tous les attributs ne sont pas des cadres » [traduction libre]. Finalement, il définit le cadre comme étant « un attribut dominant dans un message » [traduction libre].

McCombs distingue les attributs généraux, « les aspects », et les attributs spécifiques, « les thèmes centraux », et annonce que « les attributs définissant un thème central sont des cadres » (M. McCombs, 2005, traduction libre, p.547). Cette distinction met en lumière la faisabilité de deux types d'analyses de contenu : soit l'identification générale de l'attribut dominant dans un document médiatique, soit l'analyse des attributs contenus dans chaque phrase ou chaque

paragraphe, permettant de compter les différents types d'attributs dans leur ordre d'importance, et donc la diversité des cadrages présents dans un texte médiatique. Notre présente étude s'inscrit dans le deuxième type d'analyse, soit l'analyse des attributs spécifiques par paragraphe afin d'être en capacité de déterminer les cadres dominants dans un document médiatique. En définitive, l'auteur constate que certains chercheurs annoncent la future disparition du concept, parce qu'avec l'apparition d'Internet, les audiences sont fragmentées et l'attention du public se disperse (M. McCombs, 2005, p.544). Détaillons maintenant les réalités médiatiques et économiques auxquelles les professionnels des médias sont actuellement confrontés.

2.3 La réalité actuelle des structures médiatiques

2.3.1 Les logiques médiatiques

Dans un contexte mondial de diffusion d'information immédiate et en continu, les structures médiatiques doivent de nos jours s'adapter à une pression temporelle qui s'intensifie et à une concurrence d'un nouvel ordre. Une pluralité de moyens de communication et de technologies se sont développés ces dernières années (Boulangier, 2014), entraînant les médias dans une compétition accrue entre leurs propres supports et avec les autres rédactions (Mercier, 2005). Le journaliste professionnel doit démontrer sa plus-value face à ses collègues freelances et vis-à-vis du « prosumer », terme caractérisant la possibilité que chaque consommateur a de produire également du contenu médiatique (Marthoz, 2018a, p.13). Ce contexte de « course à l'audience » pose des problèmes de vérification de l'information, notamment de celle en provenance de l'étranger (Marthoz, 2018a, p.13). Parfois, les personnes qualifiées de « journalistes citoyens » aident toutefois les médias à atteindre de l'information qui leur est inaccessible (Marthoz, 2018a, p.95).

Mazzucchi (2021) relie l'apparition des réseaux sociaux et l'entrée dans le Web 2.0 à la théorie du village planétaire définie en 1960 par McLuhan, qui caractérisait à l'époque les effets de la mondialisation et l'évolution de la dimension espace-temps propre aux médias. Cette dimension s'est à nouveau réduite, et avec Internet, l'opinion publique a directement accès à d'autres sources individuelles, qui ne sont ni étatiques ni médiatiques (Teisseire, 2010). La globalisation de l'information contraint aussi les journalistes aux lois de la presse de chaque endroit du monde qu'ils décideraient de couvrir. D'ailleurs, les juristes de certains pays surveillent les articles de presse en ligne afin d'y déceler ceux qui pourraient être accusateurs (Marthoz, 2018a).

Sur le terrain de guerre, les principes éthiques imposés aux correspondants ne sont, pour Serrano (2018), pas compatibles avec la logique de la communication de guerre. Face au principe de la

vérité, les journalistes peuvent, en temps de conflit, simplement promettre des informations qui soient « vraisemblables », malgré la mise en place croissante de moyens pour vérifier l'information. La véracité de l'information amenée par une source est parfois remise en question, et certains discours peuvent être teintés de la subjectivité des journalistes. Le travail effectué par le correspondant de guerre peut aussi se trouver en décalage avec les demandes des rédactions, évoluant en fonction de l'actualité du jour dans le pays dont elles proviennent (Janvier, 2007). Les journalistes sont parfois contraints de suivre les envies sensationnelles de leurs médias, au détriment de la vérité des faits, comme dans la dérive déontologique que constitue l'histoire des charniers de Timisoara (Janvier, 2007). Marthoz nous dit que dans certains cas : « les informations de la rédaction sont priorisées à celles de l'envoyé qui est sur place » (Marthoz, 2018b). La compétition entre journalistes de guerre apparaît quant à elle équilibrée, avec une culture de la socialisation par les anciens et un milieu professionnel étroit qui amène souvent les mêmes têtes à se retrouver ensemble (Ruellan, 2016). De la solidarité et des liens de confiance se tissent sur les zones de guerre, augmentant mutuellement la protection des journalistes (Marthoz, 2018a).

2.3.2 Les logiques économiques

Depuis plusieurs années, les modèles d'affaires des médias d'information canadiens et ceux d'autres pays développés sont en pleine mouvance (Lacroix et Carignan, 2020b). Les structures médiatiques sont des entreprises économiques qui comportent leurs propres contraintes, nouent des contacts avec les politiques et dépendent des annonceurs dans certains pays. Selon Jérôme Clément (2010), les médias ne sont guère « indépendants de toute influence économique, politique, éditoriale » (p.76). Ces entreprises médiatiques se trouvent au croisement d'une double logique, partagée entre la mission d'informer, autrement dit la logique démocratique, et la rentabilité, c'est-à-dire la logique commerciale (Charaudeau, 2005 dans Serrano (2018)). Elles ont un certain taux d'audience à réaliser et un lectorat à fidéliser (Clément, 2010), et « les exigences de rating entravent la qualité de leur travail » (Serrano, 2013, p.154).

Cette logique de rendement (Clément, 2010) pousse les journalistes à utiliser des tons et formats sensationnalistes pour élargir leur public (Serrano, 2018). Les attentes des auditeurs et les nouveaux moyens de communiquer l'information évoluent aussi dans ce sens (Serrano, 2018), avec une accentuation des récits émotifs au détriment d'analyses plus étoffées et basées sur la raison (Marthoz, 2018b). Comme nous le dit Laurent Teisseire (2010), « l'attente actuelle [est] moins fondée sur le besoin de sens global que de partage, souvent émotionnel, de vécu personnel » (p. 94). Dans un monde qui tend à se globaliser, Jean-Paul Marthoz sonne l'urgence future d'un journalisme qui saisisse les complexités du monde : « ils n'écriront pas seulement pour

un public national indifférencié, mais aussi pour des audiences locales globalisées » (Marthoz, 2018a). L'attention portée sur la violence et sur la simplification du conflit augmente la valeur marchande et la rentabilité du journalisme de guerre (Tumber, 2009). Mais dans un contexte de crise du modèle économique des médias (Janvier, 2007), le journalisme international s'est resserré dans les rédactions depuis les années 1990 (Marthoz, 2018b, p.31). L'étude de Aalberg et al. (2013, p.3) sur les chaînes de télévision élargit ce constat mondialement, évoquant notamment des impératifs budgétaires du côté des États-Unis et une baisse d'attention accordée à l'actualité internationale du côté de l'Europe.

L'envoi des journalistes sur les terrains de guerre coûte cher, et les coûts de formation, de sécurité et d'assurances sont seulement envisageables par les grandes rédactions. Les journalistes sont contraints d'effectuer des séjours plus courts, et certains pigistes se retrouvent en situation d'incertitude financière (Janvier, 2007, p.207). Dans un contexte actuel de précarisation du métier, le terrain de guerre n'est d'ailleurs pas la seule activité du journaliste (Ruellan, 2016). En effet, le secteur est en crise depuis plus de quinze ans, ce qui dérégule les conditions d'emploi avec un nombre de pigistes multiplié par trois, caractérisés par « de nombreux jeunes journalistes qui ne parviennent pas à vivre de leur métier et donc à obtenir la carte professionnelle » (Ruellan, 2016, p.75). L'archétype du grand reporter a un prix, et sa pérennité est remise en question (Teisseire, 2010). Des organisations non gouvernementales doivent prendre le relais pour traiter des sujets non évoqués par les médias (Marthoz, 2018b). Le ratio entre les témoins visuels, c'est-à-dire les journalistes présents sur le terrain, et ceux qui commentent les faits depuis les rédactions s'inverse (Janvier, 2007). Ainsi, Valérie Gorin (2013) nous indique que « les fluctuations des pics médiatiques et thématiques abordés dépendent largement des ressources journalistiques engagées sur le terrain » (p.182).

Nous venons de définir le concept de cadrage et ses sous-théories, qui sera au cœur de notre recherche sur les pratiques journalistiques. Le concept d'agenda médiatique et les écrits sur la dynamique des nouvelles internationales nous éclairent sur l'importance de la couverture médiatique de l'international sur l'opinion publique. Pour finir, nous avons vu que les médias sont soumis aux progrès technologiques, aux logiques de leurs rédactions et de leur secteur, et à la crise économique que ce dernier connaît actuellement.

3. Objectifs et questions de recherche

Le contexte que nous venons d'exposer affirme le rôle de contre-pouvoir et de formateur des opinions que détiennent les médias. Notre cas d'étude, la guerre en Ukraine, s'inscrit dans ce

que l'on peut qualifier de « guerre de l'information » dans laquelle chaque acteur tente d'influencer le discours international par divers moyens technologiques. Le discours médiatique occupe une place importante face à la manipulation des États en guerre et à la communication stratégique des armées. Notre recherche a pour objectif de mieux comprendre la manière dont les médias internationaux rapportent l'information durant les deux premières semaines de la guerre en Ukraine, et quelle est l'information qu'ils donnent à voir à leurs lecteurs. Le début du conflit, caractérisé par une « éclipse médiatique », est un moment crucial où les cadres médiatiques initiaux pourraient influencer la vision au long terme des opinions publiques internationales.

Notre recherche est guidée par le concept de cadrage que nous venons de détailler, et tente de répondre à la question principale suivante : **Quel cadrage médiatique les quotidiens belges et québécois donnent à voir à leurs lecteurs pendant les deux premières semaines de la guerre en Ukraine ?**

Spécifiquement, nous cherchons à décrire :

- Avec quels types de sujets les quotidiens de presse écrite cadrent-ils leurs récits ? Suivant la théorie de Iyengar (1994), est-ce qu'ils utilisent davantage un cadre épisodique ou thématique ? (= *De quoi on parle ?*)
- Quels types de sources sollicitent-ils pour construire leurs récits ? Quelle est leur origine ? (= *Qui parle et d'où vient l'information ?*)
- Par quel moyen de communication est-ce qu'ils sollicitent leurs sources ? (= *Comment on va chercher l'information ?*)
- Quels acteurs sont représentés ? (= *De qui on parle ?*)

Pour toutes ces caractéristiques, notre recherche comparative se concentre sur les couvertures médiatiques belges et québécoise. Elle tente d'établir les similitudes et les différences qui pourraient apparaître, compte tenu de la situation géographique des deux pays, et de leur appartenance à l'« Occident » et à l'OTAN, ainsi qu'à l'Union Européenne pour la Belgique.

4. Méthodologie

Le présent chapitre expose les démarches méthodologiques que nous avons mises en place afin de récolter les données indispensables pour répondre à notre question de recherche. Notre étude s'inscrit dans une approche quantitative et s'apparente à de l'analyse de contenu. A travers l'analyse d'un corpus de 389 articles de presse, nous souhaitons comprendre la manière dont les médias construisent leurs récits sur les actualités de la guerre en Ukraine et ce qu'ils donnent ainsi à voir à leurs lecteurs, en explorant notamment leur façon de cadrer les événements, leur

recours à différents types de sources et les canaux d'information par lesquels ils les obtiennent, et leur mise en scène de différents acteurs.

4.1 Délimitation du corpus

4.1.1 Quatre journaux de presse écrite papier

Nous avons choisi d'analyser une couverture médiatique partielle en nous référant à quatre quotidiens de presse écrite francophone issus de deux pays différents : *Le Soir* et *La Libre Belgique (LLB)* pour la couverture médiatique du sud de la Belgique, *Le Journal de Montréal (JDM)* et *Le Devoir* pour la couverture médiatique de la province du Québec. Le premier critère guidant notre choix de journaux a été de retenir des journaux à portée internationale, ayant la plus grande probabilité d'envoyer des correspondants sur le terrain de guerre. En effet, nous étions exclusivement focalisés sur la pratique du journaliste de terrain au moment de délimiter notre corpus. Mais définir si l'auteur d'un article s'est rendu sur le terrain de guerre ou non ne pouvant être systématique pour tout le corpus, nous avons finalement élargi notre champ d'analyse à l'ensemble des journalistes couvrant le conflit. Le deuxième critère a été de choisir des journaux ayant un taux de lecture élevé, puisque nous nous intéressons à l'information restituée aux lecteurs représentant l'opinion publique internationale.

Le Soir et *LLB* sont deux journaux de référence en matière de couverture internationale en Belgique. *Le Soir*, appartenant au groupe Rossel, compte une centaine de correspondants dans le monde et se présente comme un journal progressiste et indépendant (Rossel, s. d.). *LLB*, appartenant au groupe IPM, se définit quant à elle comme un journal de débats et un journal libre, comme son nom le montre (La Libre Belgique, 2005). *JDM*, appartenant à Québecor, est « devenu le plus gros tirage au Québec et le deuxième au Canada » (Courriel international, s.d.) et *Le Devoir* inc est le dernier journal indépendant du Québec.

Les chiffres d'audience publiés par le Centre d'information sur les médias (CIM) pour 2022 indiquent que le nombre de lecteurs moyen par jour pour les versions papiers et digitales confondues est de 826 340 personnes pour *Le Soir*, arrivant à la 1ère place de la presse belge francophone (36 %), et de 477 860 pour *LLB*, à la 4ème place (21 %). Les deuxièmes et troisièmes places sont occupées par Sudinfo et L'Avenir, tous deux des journaux de proximité (Le Soir, 2022). Les données émises par Vividata au Québec pour 2022 indiquent que le nombre de lecteurs hebdomadaires est de 2 738 000 personnes pour *JDM* (20 %), et de 1 445 000 personnes pour *Le Devoir* (14 %) (Centre d'études sur les médias, 2023). Par préférence, nous avons opté pour une analyse d'articles provenant de la presse écrite, au détriment du contenu web. La presse écrite permet de se limiter à l'analyse du contenu textuel et de ses citations sans être influencé

par les contenus visuels. Sa publication est journalière et contient des articles non modifiables, à l'inverse des versions en ligne qui peuvent publier des nouveautés d'heures en heures.

4.1.2 Le choix des mots-clés

Nous avons délimité notre corpus d'articles en utilisant la banque de données Eureka, mise à disposition par l'Université de Sherbrooke. La plateforme fournit un accès à des millions de contenus médiatiques canadiens et internationaux sous divers formats (BAnQ, s.d.). A l'aide de sa fonction « recherche avancée » et par l'utilisation des opérateurs booléens « ET » et « OU », nous avons retenu la formule « LEAD=guerre & LEAD=Ukraine » appliquée à la période du 24 février 2022 au 10 mars 2022, qui correspond aux quinze premiers jours de la guerre en Ukraine. Cette combinaison signifie que notre corpus se compose d'articles de presse se situant dans l'intervalle de temps établi et provenant des quatre sources sélectionnées, dont le chapeau (ou l'« introduction » tel qu'étiqueté sur Eureka) comporte les mots « guerre » ainsi qu'« Ukraine ».

4.1.3 L'échantillonnage

Notre formule sur Eureka nous a proposé 86 articles pour *Le Soir*, 113 pour *LLB*, 267 pour *JDM* et 99 pour *Le Devoir*. En vue de comparer les journaux belges et les journaux québécois, nous avons équilibré nos données en échantillonnant aléatoirement 100 articles pour *JDM* via un générateur aléatoire (Random Generator). Des enjeux de référencement nous ont amené à supprimer 8 articles du *Soir* qui étaient des doublons et triplons classés sous différentes rubriques, et à ne garder que le premier texte de ceux-ci. Un article de *LLB* contenant 18 mots et s'apparentant à une erreur a également été supprimé.

En tout, notre jeu de données comprend 190 articles belges (49 %), dont 78 pour *Le Soir* (20 %) et 112 pour *LLB* (29 %), et 199 articles québécois (51 %), dont 100 pour *JDM* (26 %) et 99 pour *Le Devoir* (25 %). La proportion d'articles contenue dans notre corpus est un peu plus équilibrée au Québec, ce qui s'explique par notre échantillonnage. Nous avons téléchargé ces 389 articles en format PDF directement via la plateforme Eureka, en effectuant un re-titrage et en les numérotant de 1 à 78 pour *Le Soir*, de 79 à 190 pour *LLB*, de 191 à 290 pour *JDM* et de 291 à 389 pour *Le Devoir*.

4.2 Prétest et grille d'analyse

Nous avons prétesté 20 % des articles (soit 80 documents) de notre corpus afin d'apporter des modifications utiles à notre grille d'analyse. La présence ou non de l'auteur sur le terrain a

Catégories	Variabes
1) Les informations relatives au document médiatique	<ul style="list-style-type: none"> — Numéro du document — Nombre de mots — Date de publication (du 24 février au 10 mars 2022) — Journal — 1^{er} type d’auteur et 2^{ème} type d’auteur (journaliste d’information, journaliste d’opinion/chroniquer, agence de presse, non professionnels de l’information, non spécifié)
2) Le cadrage	<ul style="list-style-type: none"> — Cadrage épisodique / thématique, <i>selon la théorie de Shanto Iyengar (1994) adaptée à notre cas d’étude</i> — Cadrage principal et cadrage secondaire (politique, militaire, économique, humanitaire, informationnel, judiciaire, autre)
3) Les sources citées	<ul style="list-style-type: none"> — <u>31 types de sources classées</u> <ul style="list-style-type: none"> — selon leur domaine d’activité (politiques, militaires, expertes, journalistiques, population, associatives et autres) — selon leur origine (ukrainienne, russe, du pays du journal, internationale) — <u>Type(s) de canaux de collecte d’informations</u> (communiqué de presse, document écrit ou site web officiel, médias sociaux numériques, conférence de presse ou évènement officiel, entrevue, autre ou non spécifié)
4) Les acteurs mis de l’avant	<ul style="list-style-type: none"> — <u>Type(s) d’acteurs représentés</u> (politiques, militaires, économiques, experts, journalistiques, population, associatifs, ou d’un autre type)

TABLE 1 – Grille d’analyse du document médiatique simplifié

notamment été écartée en raison d’un trop grand nombre d’inconnues. Notre grille d’analyse se découpe en quatre catégories et permet de déterminer de quoi on parle (cadrage), qui parle et d’où vient l’information (sources), comment on va chercher l’information (canaux) et de qui on parle (acteurs). Le tableau 1 résume ces catégories (voir annexe A pour les variables détaillées et exemplifiées).

4.3 Une démarche itérative

Selon la catégorisation de Jean de De Bonville (2006), notre recherche s’intègre dans une dimension descriptive-classificatoire, visant à documenter et à organiser les données qui caracté-

risent notre corpus. Se limitant aux journaux écrits de deux régions, elle s'inscrit à un niveau spécifique de représentativité (p.115).

L'élaboration itérative de notre guide de codage se trouve à mi-chemin entre la démarche déductive, partant de théories existantes, et la démarche d' « exploration inductive du corpus » partant de l'observation des données empiriques (Coman et al., 2022, p.160). Pour Jean de Bonville, « ces deux procédés ne sont pas exclusifs l'un de l'autre » (2006, p.160). Déductivement, nous avons établi a priori la première version de notre grille d'analyse à partir des écrits scientifiques et de nos connaissances académiques. Inductivement, nous l'avons a posteriori successivement amélioré afin qu'elle reflète au mieux les spécificités de notre corpus d'articles. Nous nous situons dans une analyse de cadrage, qui consiste selon (Coman et al., 2022, p.152-153) à identifier les signifiants qui forment le cadre de compréhension global d'un discours.

Nous sommes conscients que le codage manuel « implique une forte dimension interprétative et subjective » (Coman et al., 2022, p.161) et que « la fidélité d'une analyse de contenu est [...] fonction de son degré d'indépendance à l'égard de la subjectivité de l'analyste » (De Bonville, 2006, p.178). Pour limiter les biais et assurer la retraçabilité de notre recherche, nous détaillons précisément nos règles de codage dans la grille d'analyse. Enfin, la présentation de nos résultats constitue une combinaison de méthodes quantitatives, avec le partage de tableaux et de graphiques, et de méthodes qualitatives, avec la citation d'exemples issus des articles.

4.4 Codage et analyse

4.4.1 Pré-traitement de nos données

Nous avons lu et manuellement analysé les 389 articles de manière systématique. Pour faciliter l'analyse de nos données, nous utilisons le logiciel SPSS, un programme idéal pour exécuter des analyses statistiques plus poussées et dans lequel des outils graphiques et de visualisation sont intégrés. Nous commençons par prétraiter nos données en créant de nouvelles variables dans notre base de données, qui nous permettent de calculer certaines valeurs de notre grille d'analyse par leur nombre d'apparition et d'en classer certaines par « variétés » :

- Nombre de types de différentes sources, nombre de types de sources bien définies par notre grille (en excluant la case « autre »), nombre de types d'autres sources (peu importe leur pays d'origine)
- Nombre de type de sources d'origine ukrainienne / russe / pays du journal / internationale
- Nombre de type de sources en fonction de leur domaine d'activité (politique / militaire / économique / journalistique / population / association / autre).

- Nombre de types de canaux, nombre de types de canaux définis (excluant les non spécifiés et autre) et les canaux non définis (non spécifié et autre).
- Nombre de types d'acteurs, nombre de types d'acteurs définis (non autre) et nombre de types d'acteurs non définis (autre).

Nous partons du principe que 1 = au moins une source de ce type-là présente dans l'article. Nous excluons la catégorie « autre » et faisons la somme de toutes les autres cases. Si « absence de source » = 0 source.

4.4.2 Analyse des données descriptives

Nous analysons nos données de trois manières : l'ensemble du corpus (Global), la comparaison Belgique / Québec (Par pays) et en creusant l'analyse pour les quatre journaux (Par journal). Nous calculons la moyenne, la médiane, le mode, la variance et les quartiles du nombre de mots ; le pourcentage du nombre d'articles par date ; le pourcentage du type d'auteurs, le pourcentage du type de cadrage épisodique / thématique ; le pourcentage du cadrage (primaire/secondaire) ; le pourcentage d'apparition des différentes sources, provenances (canaux) et acteurs ; la variété du type de sources, du type de canaux et du type d'acteurs (variable calculée en 4.4.1).

5. Analyse

Dans le présent chapitre, nous exposons notre analyse des données recueillies à la suite du processus de codage. Il est découpé en quatre sections suivant la logique des quatre catégories que compose notre grille d'analyse : 1) les informations relatives au document médiatique, 2) le cadrage opéré par l'auteur, 3) les sources citées ainsi que les canaux d'où proviennent ces sources, 4) les acteurs mis de l'avant.

Comme expliqué dans notre méthodologie, nos données sont issues de quatre périodiques (*Le Soir*, *La Libre Belgique*, *Le Journal de Montréal* et *Le Devoir*), provenant de deux pays différents (journaux belges et journaux québécois), et formant un ensemble de données globales. Nos résultats sont présentés, pour chaque catégorie, dans un ordre allant du général au spécifique : a) global, b) par pays, c) par journal. Dans un premier temps, nous rapportons succinctement une vision globale de la couverture médiatique des quinze premiers jours de la guerre en Ukraine contenue dans notre corpus. Dans un deuxième temps, nous explorons les similitudes ou différences observées entre les deux pays, en vue de les comparer. Dans un troisième temps, nous approfondissons l'analyse pour les deux journaux de chaque pays. De cette manière, nous sommes en mesure de déterminer si les résultats précédemment obtenus sont représentatifs ou non des deux journaux du pays, et en capacité de spécifier les similitudes qui rapprochent ou

les distinctions qui éloignent les unes des autres les deux revues au sein d'un même pays et les quatre revues de manière générale.

Nos tests statistiques sont composés d'analyses descriptives pour chacune des variables, incluant principalement des calculs de fréquences et du test du khi-deux de Pearson pour confirmer, voire infirmer, l'existence ou non de liens entre nos variables nominales. Pour le test de p-value, nous considérons une p-value inférieure à 0,05 comme étant une corrélation statistiquement significative. La taille de l'effet est mesurée via le V de Cramér afin de déterminer l'ampleur de la relation entre deux variables. Nous utilisons les normes de Cohen (1988) pour interpréter le résultat ($> 0,10$ = petite relation ; $> 0,30$ = relation moyenne ; $> 0,50$ = relation importante). Les résidus standardisés nous permettent finalement de préciser quelles sont les valeurs qui contribuent le plus à la relation générale entre les variables. Pour établir un lien entre les valeurs des variables dont nous testons la corrélation, un résidu standardisé à valeur absolue doit être supérieur ou égal à 1,9 ($|RS| \geq 1,9$), et peut être arrondi à 2. Nous avons appliqué ces tests de corrélation sur l'ensemble de nos catégories pour confirmer les similitudes et différences entre pays. Nous utilisons également le coefficient de corrélation de Pearson pour nos variables continues. Par exemple, nous testons la corrélation du nombre de mots avec le type de cadrage, ou encore de certaines dates avec les cadrages principaux.

Pour certains points, nous avons réalisé un prétraitement de nos données (voir section méthodologie). Nous avons notamment utilisé la fonction de recodage de la variable dans SPSS (section Transformation) pour recoder la variable du nombre de mots en une variable représentant trois intervalles par tranches de 500. Pour analyser nos troisièmes et quatrièmes catégories, nous avons groupé nos données. En plus des calculs de fréquences, nous sommes ainsi capables de rassembler nos types de sources en variété, d'en déterminer des statistiques descriptives (moyenne, médiane, écart-type) et de les comparer par pays et par journal. Pour les types de canaux, nous avons créé des sous-groupes : l'ensemble des types de canaux, les canaux définis (en excluant les autres ou non spécifiés) et les canaux indéfinis (seulement les autres et non spécifiés). Nous avons procédé de la même manière pour les types d'acteurs, avec l'ensemble des acteurs, les acteurs définis (non autre) et les acteurs indéfinis (autre).

5.1 Informations relatives au document médiatique

5.1.1 Nombre de mots

a) Global

Les documents analysés ont un nombre de mots compris entre 30 et 2329. Le nombre de mots par document tend à suivre la distribution normale avec une moyenne de $\mu = 613$ et un écart-type de $\sigma = 389$. Un écart-type aussi élevé nous indique que les valeurs sont fortement dispersées autour de la moyenne.

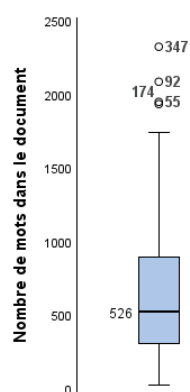


FIGURE 1 – Diagramme en boîte du nombre de mots dans les articles analysés

Le tracé de l'histogramme révèle une concentration d'articles au niveau des 500 mots, suivie d'une chute brutale au niveau des 600 mots, puis d'une seconde concentration autour des 1000 mots, avant de décliner à nouveau après les 1200 mots. Globalement, nous discernons ainsi deux axes principaux (500 et 1000 mots) autour desquels les nombres de mots des articles de presse se situent. Une explication plausible de cette observation serait la demande économique des rédactions de privilégier l'écriture d'articles courts en plus grande quantité, au détriment des articles de fond qui sont généralement plus longs.

La visualisation de la boîte à moustaches (Figure 1) révèle une médiane de 526, très proche de la moyenne. Nous constatons également la mise en évidence de valeurs aberrantes : les documents n° 55 (1954 mots), 92 (2091 mots), 174 (1939 mots) et 347 (2329 mots). Ces articles correspondent respectivement à un entretien de Boris Johnson réalisé par trois journalistes européens (diffusé dans les pages du Soir) ; un portrait de Vladimir Poutine (réalisé par une journaliste de *LLB*) ; une rubrique intitulée « Courrier des lecteurs » (partagée dans *LLB*) et un reportage humanitaire (mené par *Le Devoir*). Concernant les valeurs minimales et maximales, le document contenant 30 mots semble être la description d'une photo humanitaire publiée en pleine page par *LLB*. Le document de 2329 mots est quant à lui un reportage humanitaire de trois pages réalisé par *Le Devoir*.

b) Par pays

Les articles québécois ont une moyenne de mots plus élevée ($\mu = 641,89$) que les articles belges ($\mu = 583,22$). Cependant, la taille de notre échantillon québécois (199 articles) étant légèrement supérieure à celle de l'échantillon belge (190 articles), nous ne pouvons confirmer la tendance selon laquelle le nombre de mots est plus élevé pour les articles québécois de notre corpus. La médiane, inférieure à leur moyenne pour les deux pays (528 côté québécois, 504 côté belge), nous indique que notre distribution est positivement asymétrique. Nous observons

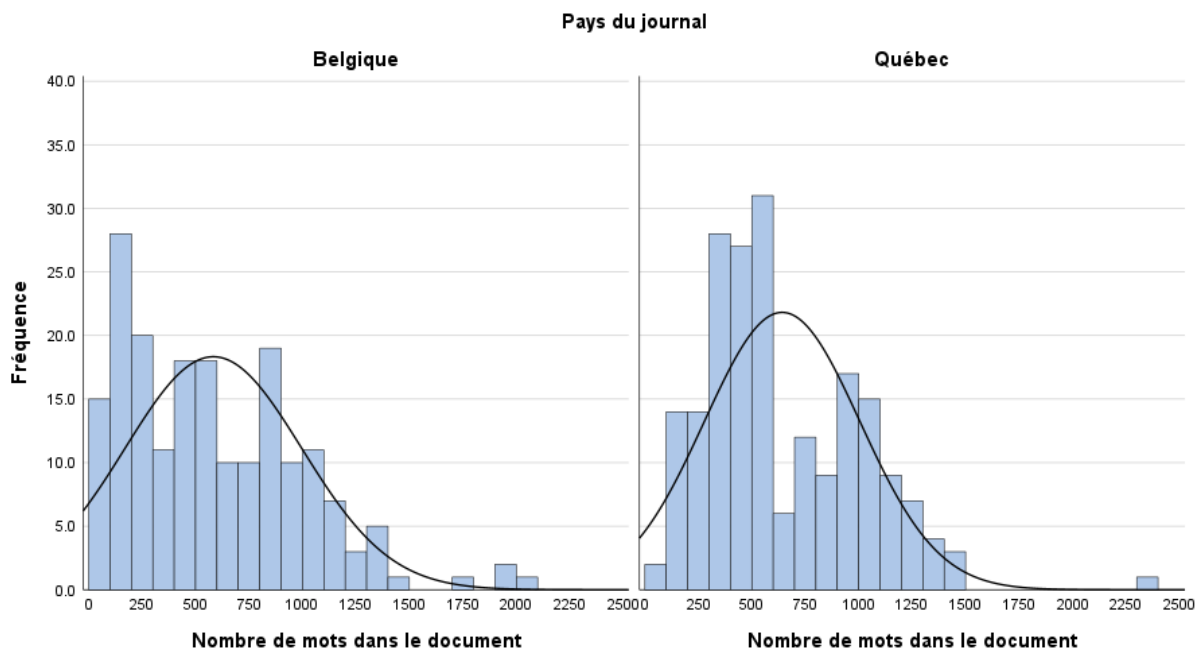


FIGURE 2 – Histogramme de nombre de mots par pays

effectivement sur les graphiques ci-dessous que la plupart des valeurs sont regroupées autour de la partie gauche de la distribution, tandis que la partie droite de la distribution est plus longue.

En comparant l'écart-type pour chaque pays, nous pouvons conclure que le nombre de mots des articles belges ($\sigma = 414$) est plus étalé autour de sa moyenne, avec une répartition concentrée entre 100 et 1000 mots, qui montre ensuite de légères baisses après les 1000 mots. Au contraire, les articles québécois ($\sigma = 364$) indiquent une plus forte concentration autour de 500 mots, puis une chute drastique à partir de 600 mots, avant d'augmenter légèrement à 1000 mots et finalement redescendre à partir de 1250 mots.

c) Par journal

			Journal de l'article			
			Le Soir	La Libre Belgique	Le Journal de Montréal	Le Devoir
Fréquence du nombre de mots	0 à 499 mots	N	34	58	66	19
		Pourcentage	43.6%	51.8%	66.0%	19.2%
	500 à 999 mots	N	27	40	33	42
		Pourcentage	34.6%	35.7%	33.0%	42.4%
1000 mots et plus	N	17	14	1	38	
	Pourcentage	21.8%	12.5%	1.0%	38.4%	
Moyenne			665	526	428	858
Médiane			658	492	431	927

TABLE 2 – Tableau de nombre de mots par journal

Si nous regardons de plus près les similitudes et différences de chaque journal analysé sur le tableau ci-dessus, nous pouvons observer quelques spécificités. La distribution du nombre de

mots du *Le Soir* est proche de celle de l'ensemble des données, avec une moyenne légèrement supérieure ($\mu = 665$) et un écart-type quasi similaire ($\sigma = 395$). Près de la moitié (44%) des 78 articles du *Le Soir* sont inférieurs à 500 mots. De plus, on constate qu'un tiers des articles se concentre aux alentours des 1000 mots (± 166 mots).

L'une des particularités du corpus de *LLB* est la prise en considération des courts articles tels que les « Brèves » (incluant une diversité d'actualités rapportées en un seul paragraphe), la rubrique « Wall Street » (informant rapidement les lecteurs sur le cours de la bourse du jour) ou encore les sections intitulées « Toute la journée » (faisant la promotion de la chaîne de télévision en continu *Les News 24 – LN24*, appartenant également au groupe IPM). Statistiquement, la moyenne ($\mu = 526$) des articles de *LLB* est inférieure à la moyenne globale. L'écart-type ($\sigma = 418$) n'est quant à lui pas très éloigné de celui des données globales. Plus d'un tiers des articles (34%) se situent sous la barre des 250 mots, tandis que seuls 12% comptent plus de 1000 mots. Du côté belge, les articles du *Le Soir* ont par conséquent tendance à compter plus de mots et à être un peu moins dispersés que ceux de *LLB*.

Les articles du JDM affichent une moyenne ($\mu = 428$) de nombre de mots nettement inférieure à celle des articles belges. Leur écart-type ($\sigma = 167$) est également trois à quatre fois inférieur à celui des données globales. Ceci signifie que ce journal a tendance à avoir un nombre de mots par article stable, peu variable, et qui tend à être proche de sa moyenne. En effet, deux tiers des articles comptent moins de 500 mots, un tiers se situe entre 500 et 1000 mots, et un seul en compte plus de 1000.

La moyenne ($\mu = 858$) du nombre de mots des articles du *Devoir* est 50% plus élevée que la moyenne globale de mots, bien que leur dispersion ($\sigma = 381$) est proche de celle de l'ensemble des données. Seulement 19% des articles de ce journal contiennent moins de 500 mots. Comme nous l'avons vu dans l'analyse par pays, les journaux québécois ont plus tendance à maintenir leurs articles soit légèrement au-dessus, soit légèrement au-dessous des 500 ou 1000 mots que les journaux belges. Les articles du JDM sont concentrés autour d'un périmètre de 500 mots, alors que ceux du *Devoir* sont davantage groupés autour d'un périmètre de 1000 mots.

5.1.2 Date de publication

a) Global

Moins de 3% des articles de notre base de données ont été publiés le premier jour de la guerre. Cependant, près de 8% des articles ont été publiés le deuxième jour de la guerre avec les mots de référencement « guerre » et « Ukraine » inclus dans le chapeau. Rappelons-nous que les

journaux écrits sont bouclés la veille au soir du jour de leur publication afin d'être imprimés durant la nuit. Notre délimitation de corpus concerne ainsi peu d'articles du 24 février puisque les termes de « guerre » et d' « invasion » en Ukraine n'existait pas encore officiellement avant la déclaration de Vladimir Poutine prononcée à l'aube du 24 février 2022.

Comme nous le voyons sur la figure 8, les 3 mars (10,54%) et 4 mars (9%) 2022 sont les dates de publication qui ressortent le plus de notre corpus d'articles s'étalant sur quinze jours de publication. L'évènement marquant de cette période constitue la prise de contrôle de la centrale nucléaire de Zaporijjia par l'armée russe, mais celui-ci ne ressort pas directement dans notre corpus aux dates indiquées. Ce pic de publication peut également être expliqué par des différences de référencements. A contrario, les dimanches 27 février (1,30%) et 6 mars (1,54%) sont les jours où le nombre d'articles publiés est le plus faible. Nous verrons la raison à la section d'analyse « par journal ».

b) Par pays

Du côté des journaux belges, les 2^{ème} (10,53%), 8^{ème} (11,58%) et 14^{ème} (10,53%) jour de la guerre sont les plus représentés. Les journaux québécois nous offrent quant à eux une particularité concernant les dates de publications. Presque la moitié des articles (48%) ont été publiés entre le 1er et le 5 mars, et ce, de manière constante, avec 9 à 10% de publication quotidienne du corpus québécois durant ces 5 jours.

Nous remarquons que deux fois plus d'articles belges ont été publiés le 28 février que d'articles québécois. Ce jour-là, les journaux belges ont davantage relayé le troisième paquet de sanctions européennes émis le 28 février 2022 à l'égard de la Russie, ainsi que des déclarations politiques belges. A l'inverse, deux fois plus d'articles québécois ont été publiés le 2 mars que d'articles belges. Entre autres consacrés aux conséquences de la guerre sur le monde sportif, à la politique canadienne et à des questions humanitaires, un seul évènement relié au 2 mars ne peut clairement être mis en évidence pour expliquer cette différence.

c) Par journal

En Belgique, le nombre de publication le plus élevé pour le corpus du Soir a lieu le deuxième jour de la guerre, avec 12,82%. Le journal connaît également une constante autour de 10% de publication chaque jour entre le 3 et le 7 mars. Contrairement au Soir, le nombre de parutions par jour dans *LLB* varie beaucoup. Celles-ci culminent à 12,50% le 3 mars, 8e jour de la guerre. Enfin, les deux derniers jours de la période d'analyse (9 et 10 mars), le nombre d'articles aug-

mente selon la même tendance dans les deux revues.

Au Québec, *JDM* a un nombre d'articles qui se maintient autour de 10% entre le 1er et le 5 mars, comme pour *Le Soir*. Son pic de publication a lieu le 2 mars, 7^{ème} jour de la guerre. *Le Devoir* connaît également une continuité autour de 10% du 1er au 5 mars et du 8 au 10 mars. Les deux derniers jours de la période d'étude, le nombre d'articles reste plus élevé que d'habitude pour ce journal. Son pic de publication a lieu le 5 mars, 10^{ème} jour de la guerre.

Nous constatons que *Le Devoir* ne suit pas la même tendance que les trois autres journaux lors des deux premiers jours de la guerre. Son nombre de publication n'est pas au plus bas le premier jour, et chute de moitié le deuxième jour de la guerre. A l'inverse, *Le Soir*, *LLB* et *JDM* montre une forte augmentation en nombre de publication entre le premier et le deuxième jour.

Les dimanches 27 février et 6 mars, aucune publication n'a été réalisée par les journaux *Le Soir*, *LLB* et *Le Devoir*. Le dimanche est le seul jour où ces quotidiens ne publient pas d'édition papier. Au contraire, *JDM* a publié ces jours-là 10% du total du corpus d'articles le concernant. Bien que ce journal ait suivi ses confrères dans l'arrêt de la publication de l'édition papier du dimanche dès janvier 2023, ce n'était pas le cas au moment de la guerre en Ukraine (*JDM*, 2022).

5.1.3 Type d'auteurs

a) Global

Pour les premiers auteurs, la moitié des articles de notre corpus (49%) ont été écrits par des journalistes d'information. Par contre, 17% des articles ne mentionnent pas de premier auteur ou le mentionnent par ses initiales. Les journalistes d'opinion ou chroniqueurs sont ensuite autant présents que les agences de presse, avec une apparition d'environ 13 à 14% chacun. Enfin, 7% des articles sont rédigés par des personnes non-professionnelles de l'information. La majorité des articles (87%) sont rédigés par un seul auteur. Seuls 52 articles comptent deux auteurs ou plus. La plupart d'entre eux sont secondairement écrits par des agences de presse (30 articles) ou par des journalistes d'information (16 articles). Enfin, 6 articles ont un deuxième auteur non-professionnel de l'information (3 articles) ou non spécifié (3 articles).

b) Par pays

En comparant les types de premiers auteurs entre la Belgique et le Québec, nous remarquons quelques similitudes, mais surtout des distinctions notables. Les ressemblances observées sont l'amplitude de la catégorie des journalistes d'information et celle de la catégorie des agences

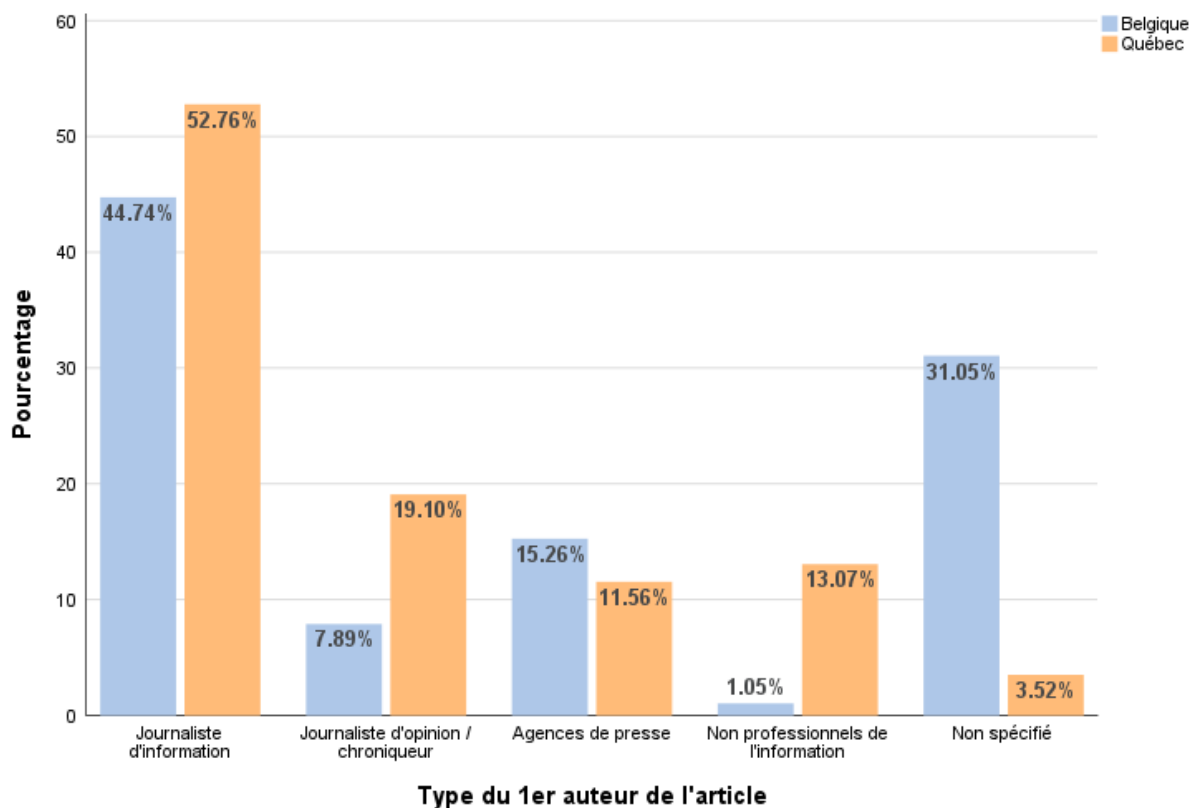


FIGURE 3 – Histogramme du type de 1^{er} auteur par pays

de presse. La première est légèrement plus grande au Québec, alors que la seconde est un peu plus large en Belgique.

La première différence que nous observons immédiatement entre les deux pays (Figure 3), c'est qu'un tiers des auteurs (31,05%) n'est pas directement spécifié en Belgique, alors que ce chiffre n'est que de 3,52% au Québec. De manière générale, le lecteur est donc plus à même d'identifier l'auteur québécois que l'auteur belge. Cette différence peut s'expliquer par la présence accrue d'initiales du côté belge. Même si la plupart de ces articles semblent se référer à des journalistes d'information, nous ne pouvons en avoir la certitude. La deuxième différence est le nombre d'articles écrits par des non-professionnels de l'information. Alors qu'il est en grande minorité en Belgique (de l'ordre de 1%), il concerne 13% des articles québécois. Ces derniers sont notamment écrits par des chercheurs et experts, des artistes, des juristes, ou encore des représentants d'organisations non gouvernementales. Les deux seuls articles belges correspondants sont l'avis d'un écrivain sur la guerre dans *Le Soir* et la rubrique "Courrier des lecteurs" dans *LLB*. La troisième différence qui attire notre attention et rejoint la précédente, est le taux d'articles écrits par des journalistes d'opinion ou par des chroniqueurs (19% côté québécois, 8% côté belge).

En réalisant la même analyse pour les deuxièmes auteurs (Figure 4), les différences entre les

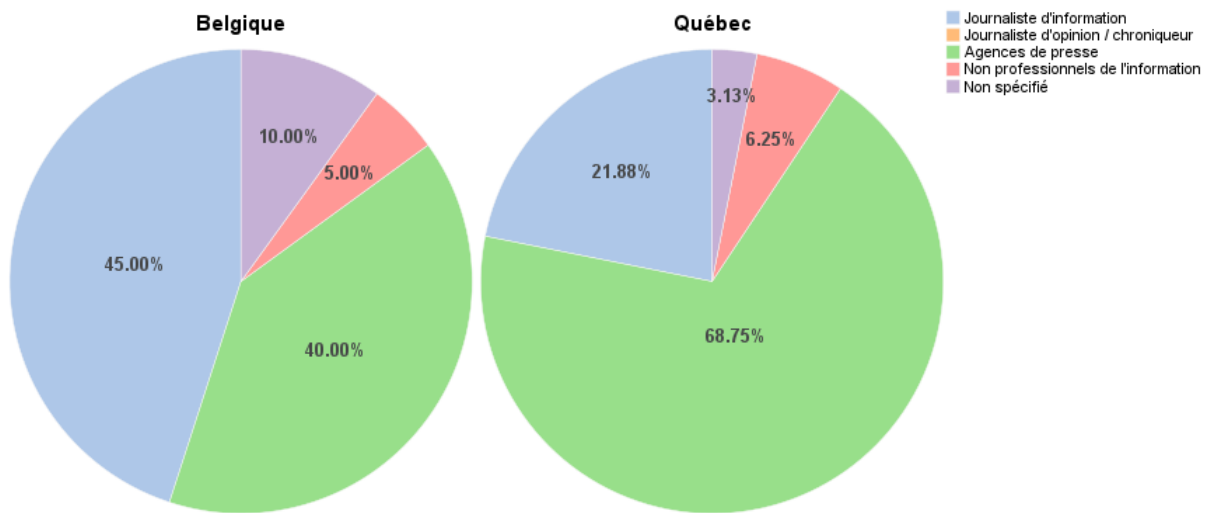


FIGURE 4 – Diagramme en camembert du type de 2^{ième} auteur par pays

deux pays sont moins marquées. Sur nos graphiques ci-dessus, nous avons isolé les 20 articles belges et les 32 articles québécois contenant un deuxième type d'auteur pour une meilleure visualisation. Le Québec a tendance à mentionner un peu plus d'auteurs secondaires (16%) que la Belgique (10,50%) dans ses articles. Les journalistes d'information et les agences de presse y sont les plus représentés. Bien que le nombre de journalistes d'information soit quasiment pareil et faible dans les deux pays, celui des agences de presse est en nette hausse du côté québécois (11%) comparé au belge (4%).

c) Par journal

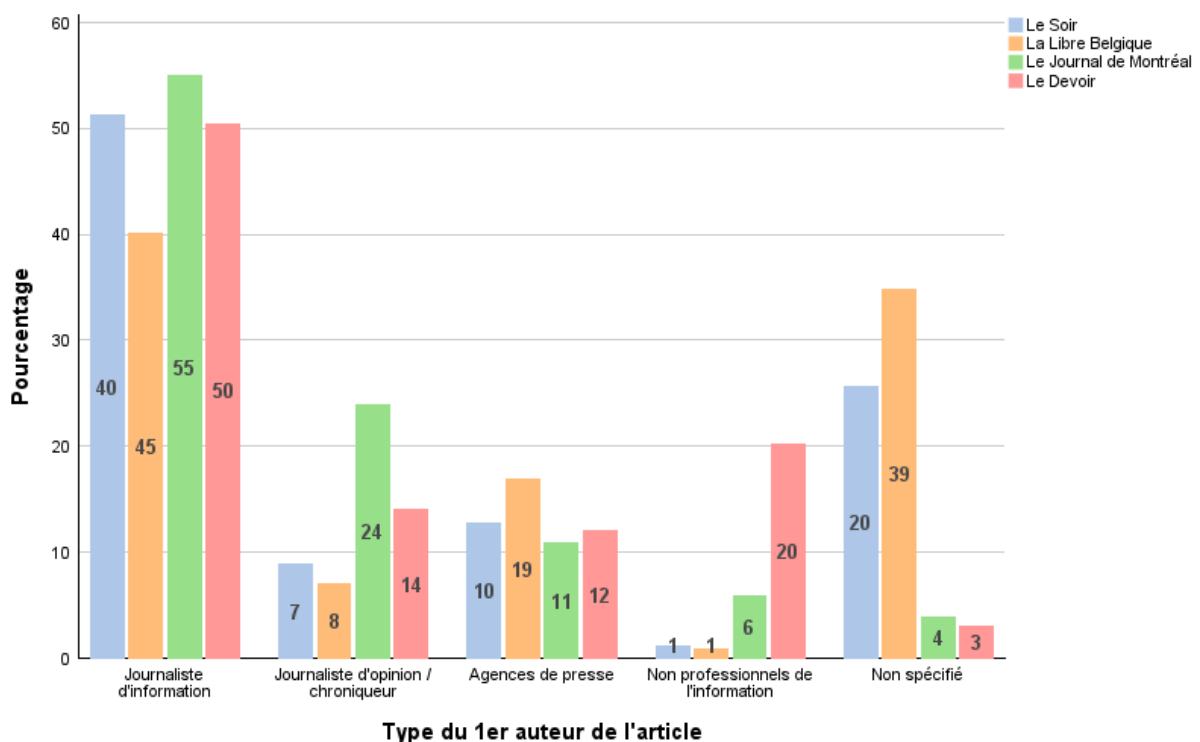


FIGURE 5 – Histogramme de type de 1^{er} auteur par journal

Creusons l'analyse afin de déterminer si des similitudes ou différences sont observables par journal (Figure 5). En Belgique, le journal *Le Soir* comprend un quart d'auteurs non spécifié. Ce pourcentage grimpe jusqu'à 35% pour *LLB*. Ce taux élevé peut s'expliquer par la présence de nombreuses initiales faisant office d'auteurs dans les articles belges et de certains documents sans mention. Plus de la moitié des auteurs sont des journalistes d'information au Soir tandis qu'ils sont 40% à *LLB*. Un peu plus d'agences de presse sont utilisées par *LLB* (17%) que par *Le Soir* (13%), un peu plus de chroniqueurs au Soir (9%) qu'à *LLB* (7%) et une similaire exception concernant les non-professionnels de l'information, avec 1,28% pour *Le Soir* et 0,89% pour *LLB*. De manière générale, les deux journaux belges se concentrent sur les professionnels de l'information et suivent les mêmes tendances en termes de répartition d'auteurs primaires.

Au Québec, la deuxième catégorie la plus présente après les journalistes d'information sont les journalistes d'opinion pour *JDM* (24%) et les non-professionnels de l'information pour *Le Devoir* (20%). Ils sont seulement 6% d'auteurs dans cette dernière catégorie pour *JDM*, ce qui crée une différence avec *Le Devoir*, qui compte lui 14% de journalistes d'opinion. La catégorie « agences de presse » suit les mêmes tendances dans les deux journaux, et il en est de même pour les auteurs non spécifiés avec un pourcentage ne dépassant pas les 4%. Globalement, les deux journaux québécois s'appuient davantage sur des journalistes d'opinion et des non-professionnels de l'information que leurs homologues belges. Leurs auteurs sont également largement plus identifiables au premier œil qu'en Belgique. Finalement, la proportion de journalistes d'information est semblable pour tous les journaux, sauf pour *LLB* qui perce un peu l'écart avec seulement 40% d'auteurs représentés.

En réalisant la même analyse pour les deuxièmes auteurs (Figure 6), nous constatons que *Le Soir* a tendance à mobiliser plus de seconds auteurs (14%) que *LLB* (8%). *LLB* utilise plus d'agences de presse que *Le Soir*, alors que ce dernier recourt davantage à des journalistes d'information que *LLB*. *JDM* et *Le Devoir* sont proches en termes de répartition d'auteurs secondaires. Le deuxième en utilise toutefois plus (18%) que le premier (14%). L'agence de presse est l'auteur secondaire le plus représenté pour les deux journaux.

De manière générale, nous observons que *Le Devoir* fait appel à plus d'auteurs secondaire que tout autre journal. *Le Soir* et *JDM* en utilisent le même taux (14%). *Le Soir* se distingue par les journalistes d'information secondaire, tandis que les trois autres journaux se penchent sur les agences de presse comme auteur secondaire principal.

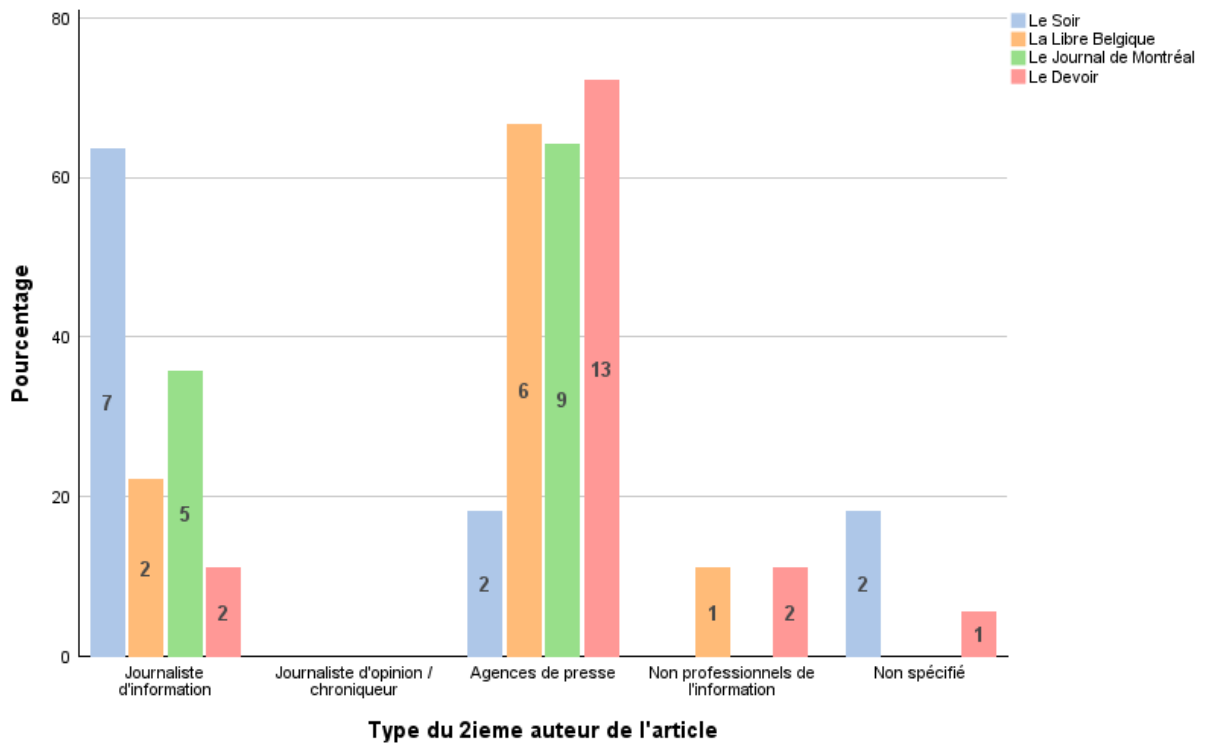


FIGURE 6 – Histogramme de type de 2^{ième} auteur par journal

5.2 Cadrage

5.2.1 Type de cadrage (épisodique/thématique)

a) Global

Sur l'ensemble de notre corpus, nous recensons un nombre d'articles plus élevé relevant d'un cadrage épisodique (219 articles, soit 56% du total) que d'un cadrage thématique (170 articles, soit 44% du total).

b) Par pays

En zoomant sur l'analyse du type de cadrage par pays, nous remarquons que les articles belges et québécois suivent la même tendance. Les premiers contiennent 59% d'épisodique et 41% de thématique, quand les deuxièmes comptent 54% d'épisodique et 46% de thématique. Ainsi, le caractère épisodique domine un peu plus dans les articles belges de notre corpus.

c) Par journal

En Belgique, les chiffres cités précédemment ne sont pas représentatifs des deux journaux du pays. En effet, *Le Soir* compte 46% d'articles épisodiques (et 54% de thématique) alors que *LLB* en compte 68% (et 32% de thématique). L'équilibre général du type de cadrage pour la Belgique est ainsi soumis aux différences entre les deux journaux. Bien qu'en proportion inférieure, *JDM* suit la même tendance de déséquilibre que *LLB*. *JDM* compte 62% d'articles épisodiques (et

38% de thématique) tandis que *Le Devoir* en compte 45% (et 55% de thématique). Globalement,

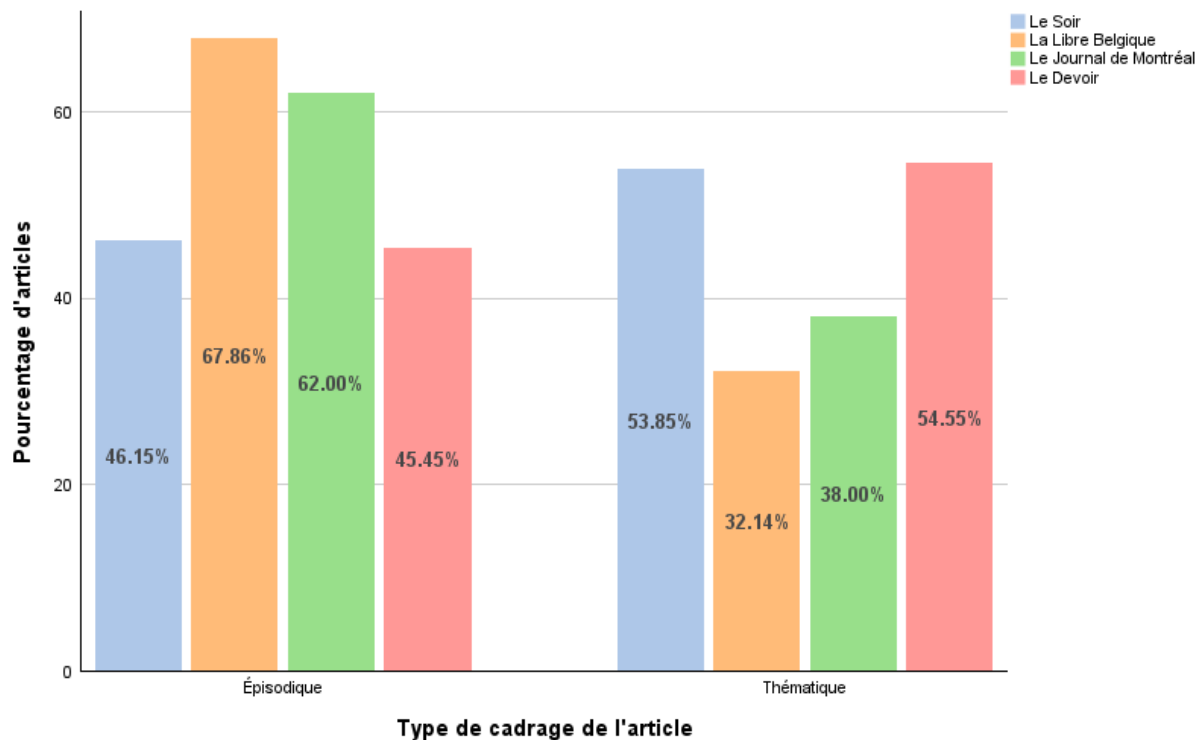


FIGURE 7 – Histogramme de type de cadrage par journal

nous observons que *Le Soir* et *Le Devoir* tendent à être plus équilibrés dans la répartition du type de cadrage, avec le caractère thématique qui devance. A contrario, *LLB* et *JDM* voient le caractère épisodique fortement dominer durant ces quinze premiers jours de guerre (Figure 7). Afin de déterminer s'il existe un lien entre le type de cadrage et le nombre de mots compris dans les différents journaux de notre corpus, nous avons soumis ces variables au coefficient de corrélation de Pearson. Nous découvrons sur le tableau 3 que la corrélation entre le type de cadrage et le nombre de mots est statistiquement significative ($p\text{-value} < 0,05$) pour *Le Soir*, *LLB* et *JDM*. Elle est d'ailleurs très forte pour *LLB*. Nous cherchions plus haut à comprendre les différences de types de cadrage entre journaux, et notamment pourquoi deux tiers des articles de *LLB* sont épisodiques. Le nombre de mots contenus dans les articles du journal est une partie de la réponse. A contrario, il n'existe pas de lien statistiquement significatif entre ces variables pour le journal du Devoir.

5.2.2 Cadrage principal et secondaire

a) Global

Près d'un tiers des articles de notre corpus se concentre principalement sur les aspects politiques de la guerre (28%). Les considérations humanitaires arrivent en deuxième position (23%) et les questionnements et éclairages économiques en troisième position (17%). Au cumul, ces trois

		Nombre de mots dans le document			
		Journal de l'article			
		Le Soir	La Libre Belgique	Le Journal de Montréal	Le Devoir
Type de cadrage	Corrélation de Pearson	.247	.315	.231	-.113
	Sig. (bilatérale)	.029	.001	.021	.264
	N	78	112	100	99

TABLE 3 – Tableau de corrélation de Pearson entre le type de cadrage et le nombre de mots

cadrages principaux représentent donc 68% des articles. Les thèmes militaires (10%), informationnels (8%) et judiciaires (2%) représentent 20% des articles. Les 12% restants se concentrent sur d'autres sujets qui ne sont pas détaillés dans notre grille d'analyse.

Pour suivre, 39% des articles constituant notre corpus se concentrent sur un seul cadrage. Observons maintenant la représentation globale des cadrages secondaires. Si le cadrage politique n'apparaît pas comme principal, il a 22% de chances d'apparaître comme thème secondaire de l'article. Il est suivi par le cadrage humanitaire à 13%. Les thèmes politiques et humanitaires restent donc les plus présents, ce qui confirme la tendance observée pour le cadrage principal. Une légère inversion de tendance est observée vis à vis du cadrage principal, le militaire étant le troisième cadrage secondaire le plus observé avec 11% et l'économique en quatrième position avec 8%. Les cadrages secondaires informationnels et judiciaires couvrent 4% des articles. Les autres sujets représentent 3%.

En sommant les cadrages principaux et secondaires, nous remarquons que 59 articles (15%) ont d'autres sujets comme thème principal ou secondaire. Les autres thèmes majoritairement observés lors de notre codage sont liés au monde artistique et au monde sportif. Ceux-ci pourraient relever d'une section "culture" dans une étude similaire.

Les thèmes de certains articles ont fait grandement écho à notre recherche. Certains consistaient en des "méta-reportages" dans lesquels les journalistes se mettent en scène pour raconter leurs vécus sur le terrain de guerre. D'autres évoquaient des thèmes tels que la désinformation, la cybersécurité et l'importance de l'angle médiatique. L'article 373 de notre corpus avait même pour thème le sujet de notre étude, la couverture médiatique internationale de la guerre en Ukraine (PARÉ, 2022). Finalement, l'article 120 donnaient des explications sur les sanctions européennes en terme de circulation de l'information, et sur le fait de revenir vers les médias professionnels avec leur déontologie et leurs règles. Celui-ci évoquait la potentialité d'une « première grande cyberguerre informationnelle du XXIème siècle ».

b) Par pays

	Cadrage principal de l'article							Total
	Politique	Militaire	Économique	Humanitaire	Informationnel	Judiciaire	Autre	
Belgique	56 29.5%	20 10.5%	36 18.9%	34 17.9%	18 9.5%	4 2.1%	22 11.6%	190 100.0%
Québec	53 26.6%	19 9.5%	30 15.1%	54 27.1%	15 7.5%	4 2.0%	24 12.1%	199 100.0%
Total	109 28.0%	39 10.0%	66 17.0%	88 22.6%	33 8.5%	8 2.1%	46 11.8%	389 100.0%

TABLE 4 – Tableau croisé du cadrage principale par pays

En Belgique, près d'un tiers des articles mettent principalement l'accent sur des questions politiques, suivis de 19% d'articles qui s'intéressent aux préoccupations économiques. Au Québec, les cadrages humanitaires et politiques se partagent la première place (27% chacun). Ensemble, ils couvrent plus de la moitié des articles québécois contenus dans notre corpus. À titre de comparaison, le cadrage humanitaire n'arrive qu'à la troisième place pour les articles belges (18%). Au Québec, c'est le cadrage économique qui vient en troisième position (15%). Les cadrages « autre », militaire, informationnel et judiciaire suivent ensuite dans le même ordre et avec des pourcentages similaires pour les deux pays. Du côté belge, ce sont les cadrages économiques et humanitaires qui sont presque équitablement couverts, et il en est de même pour les cadrages militaires et informationnels (Figure 4).

Nous ne pouvons pas réellement conclure que les auteurs rapportant aux journaux belges adoptent davantage un cadrage politique que leurs confrères québécois, puisque nos pourcentages ne représentent qu'une différence de 3 articles belges supplémentaires. Cependant, nous pouvons conclure que les journaux québécois se concentrent davantage sur le cadrage humanitaire. C'est la seule différence significative que l'on puisse noter entre les deux pays.

	Cadrage secondaire de l'article							Total	
	Aucun	Politique	Militaire	Économique	Humanitaire	Informationnel	Judiciaire		Autre
Belgique	89 46.8%	35 18.4%	18 9.5%	14 7.4%	24 12.6%	4 2.1%	1 0.5%	5 2.6%	190 100.0%
Québec	63 31.7%	49 24.6%	26 13.1%	16 8.0%	27 13.6%	6 3.0%	4 2.0%	8 4.0%	199 100.0%
Total	152 39.1%	84 21.6%	44 11.3%	30 7.7%	51 13.1%	10 2.6%	5 1.3%	13 3.3%	389 100.0%

TABLE 5 – Tableau croisé du cadrage secondaire par pays

Près de la moitié (47%) des articles belges ne contiennent pas de cadrage secondaire. En comparaison, un tiers (32%) des articles québécois n'en contiennent pas. L'ordre de représentation des thèmes secondaires suit exactement les mêmes tendances dans les deux pays, mais avec des pourcentages différents. La politique est le cadrage secondaire le plus répandu, avec près d'un cinquième des articles belges et près d'un quart des articles québécois. Dans l'ordre, viennent ensuite les cadrages humanitaires, militaires et économiques, qui ont des pourcentages relati-

vement proches pour les deux pays. Les catégories de cadrage « autre » et informationnel sont un peu moins présentes en Belgique qu’au Québec. Enfin, il n’y a qu’un seul article ayant un cadrage judiciaire secondaire en Belgique contre quatre articles au Québec (Figure 5).

c) Par journal

	Cadrage principal de l'article							Total
	Politique	Militaire	Économique	Humanitaire	Informationnel	Judiciaire	Autre	
Le Soir	24 30.8%	6 7.7%	16 20.5%	16 20.5%	4 5.1%	0 0.0%	12 15.4%	78 100.0%
La Libre Belgique	32 28.6%	14 12.5%	20 17.9%	18 16.1%	14 12.5%	4 3.6%	10 8.9%	112 100.0%
Le Journal de Montréal	23 23.0%	10 10.0%	16 16.0%	29 29.0%	7 7.0%	0 0.0%	15 15.0%	100 100.0%
Le Devoir	30 30.3%	9 9.1%	14 14.1%	25 25.3%	8 8.1%	4 4.0%	9 9.1%	99 100.0%
Total	109 28.0%	39 10.0%	66 17.0%	88 22.6%	33 8.5%	8 2.1%	46 11.8%	389 100.0%

TABLE 6 – Tableau croisé du cadrage secondaire par journal

Du côté belge, les têtes de listes sont identiques pour les deux journaux et dans des proportions assez similaires. Le cadrage politique domine, suivi du cadrage économique, lui-même suivi du cadrage humanitaire. Les différences entre les deux journaux concernent le cadrage militaire, qui est plus élevé du côté de *LLB* que du côté du Soir. Il en est de même pour le cadrage informationnel, qui est largement deux fois plus présent dans les articles de *LLB* (12,5%) que dans ceux du Soir (5%). Cette différence peut être expliquée par la section d’articles titrés “Toute la journée“ dans le journal *LLB*, qui font la promotion de la chaîne de télévision en continu *Les News 24 (LN24)* et que nous avons codés dans cette catégorie. *Le Soir* contient davantage d’articles (15%) appartenant à la catégorie « autre » que *LLB* (9%). Enfin, le corpus du Soir ne contient pas d’articles ayant un cadrage principal judiciaire, tandis que celui de *LLB* en compte 3,5%. Finalement, le cadrage général opéré par *LLB* semble davantage diversifié que celui du Soir. Toutefois, nous tenons à rappeler que le nombre d’articles provenant de ces deux journaux n’est pas identique dans notre corpus, ce qui pourrait influencer nos résultats.

Du côté québécois, la répartition des cadrages principaux n’est pas identique pour les deux journaux. Le cadrage politique est plus présent dans *Le Devoir* (30%) que dans *JDM* (23%), et à l’inverse, le cadrage humanitaire est plus présent dans *JDM* (29%) que dans *Le Devoir* (25%). Dans des proportions semblables, le cadrage économique se situe en troisième position pour les deux journaux. La suite d’apparition des cadrages pour les articles du Journal de Montréal est, dans l’ordre, « autre », militaire et informationnel. Les sujets évoqués dans ceux du *Devoir* se classent en militaire, « autre », informationnel et judiciaire. Comme pour *Le Soir*, le corpus du Journal de Montréal ne contient pas de cadrage principal judiciaire.

A l'image de notre analyse par pays, cette analyse par journal confirme la tendance qu'ont les deux journaux québécois à davantage se concentrer sur un cadrage humanitaire. Les journaux belges se concentrent quant à eux avant tout sur un cadrage politique, et dans une moindre mesure, un cadrage économique. Concernant le cadrage principal dans notre corpus, les revues d'un même pays ont donc tendance à converger vers des proportions de cadrage similaires (Figure 6).

	Cadrage secondaire de l'article								Total
	Aucun	Politique	Militaire	Économique	Humanitaire	Informationnel	Judiciaire	Autre	
Le Soir	39 50.0%	14 17.9%	5 6.4%	5 6.4%	12 15.4%	0 0.0%	0 0.0%	3 3.8%	78 100.0%
La Libre Belgique	50 44.6%	21 18.8%	13 11.6%	9 8.0%	12 10.7%	4 3.6%	1 0.9%	2 1.8%	112 100.0%
Le Journal de Montréal	36 36.0%	21 21.0%	14 14.0%	8 8.0%	12 12.0%	3 3.0%	2 2.0%	4 4.0%	100 100.0%
Le Devoir	27 27.3%	28 28.3%	12 12.1%	8 8.1%	15 15.2%	3 3.0%	2 2.0%	4 4.0%	99 100.0%
Total	152 39.1%	84 21.6%	44 11.3%	30 7.7%	51 13.1%	10 2.6%	5 1.3%	13 3.3%	389 100.0%

TABLE 7 – Tableau croisé du cadrage secondaire par journal

Du côté belge, 50% des articles du Soir ne contiennent pas de cadrage secondaire, contre 45% pour les articles de *LLB*. Nous retrouvons d'abord le cadrage politique pour les deux journaux et dans une proportion similaire. La répartition du cadrage secondaire dans les articles du Soir est suivie du cadrage humanitaire, militaire, économique et « autre ». Aucun article ne contient de cadrage secondaire informationnel ou judiciaire. Les articles de *LLB* suivent un ordre légèrement différent, avec le cadrage militaire en deuxième place, suivi de l'humanitaire, l'économique, l'informationnel, l'« autre » et enfin le judiciaire. Comme pour le cadrage principal, le cadrage secondaire opéré par *LLB* semble plus diversifié que celui réalisé par *Le Soir*.

Du côté québécois, 36% des articles du Journal de Montréal ne contiennent pas de cadrage secondaire, contre 28% des articles du Devoir. Le cadrage politique reste dominant pour les deux journaux (21% pour *JDM*, 28% pour *Le Devoir*). Les deuxièmes et troisièmes places sont inversées pour les deux, avec le cadrage militaire (14% pour *JDM*, 12% pour *Le Devoir*) et le cadrage humanitaire (15% pour *Le Devoir*, 12% pour *JDM*). Les cadrages secondaires suivent ensuite exactement la même répartition et les mêmes pourcentages dans les deux journaux. Nous remarquons ici une nette différence entre les deux pays. Les articles québécois de notre corpus ont tendance à avoir plus de cadrage secondaire que les articles belges. Le cadrage politique reste quant à lui dominant dans les quatre revues (Figure 7).

5.3 Sources et canaux

5.3.1 Sources

a) *Global*

La troisième catégorie de notre analyse se focalise sur les sources contenues dans les articles de notre corpus et sur les canaux d'information dont elles proviennent. Commençons par exposer les résultats des fréquences globales de ces sources. Pour rappel, nous les avons codés en 31 catégories distinctes mettant en évidence leurs domaines d'activités et leurs pays de provenance. Aussi, une source n'est pas mutuellement exclusive d'une autre, nous ne pouvons donc additionner leurs pourcentages d'observations (voir tableau d'analyse des fréquences 19).

Politiquement, 99 articles (25% de notre échantillon) se basent sur une source internationale, c'est-à-dire qui n'est ni ukrainienne, ni russe, ni du pays de la revue. Dans un contexte de conflit politique aux conséquences internationales, de nombreux pays y sont représentés. Voici divers exemples de sources citées : « Les ministres polonais », « Le gouvernement émirien », « La diplomatie iranienne », « Le Japon », Magdalena Andersson (Suède), Tsai Ing-wen (Taiwan), Antony Blinken (États-Unis), Boris Johnson (Royaume-Uni), Olaf Scholz (Allemagne), Xi Jinping (Chine), Recep Tayyip Erdoğan (Turquie), Emmanuel Macron (France).

A leurs côtés, les sources relevant d'organisations politiques européennes telles que des sources diplomatiques européennes, le Conseil des ministres européens, l'Agence Européenne de la Sécurité Aérienne (EASA), Ursula Von der Leyen (Commission Européenne) ou « Les 27 » sont présentes dans 36 articles (9%). Les organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le Groupe des sept (G7) et l'Organisation des Nations unies (ONU) notamment représentée par son secrétaire général António Guterres ou par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le sont dans 41 articles (10,5%).

Les sources politiques provenant du pays du journal sont mises de l'avant dans 69 articles (18%) et seront exemplifiées dans notre analyse par pays. La proportion de sources politiques russes et ukrainiennes est relativement équilibrée. Des sources russes telles que « La Douma », Dmitri Peskov et Vladimir Poutine sont impliquées dans 64 articles (16,5%), tandis que des sources ukrainiennes comme « le maire de Marioupol », « les députés ukrainiens » et Volodymyr Zelensky le sont dans 62 articles (16%). Les experts politiques tels qu'un professeur de géopolitique, un spécialiste des relations internationales et d'autres politologues apparaissent quant à eux dans 16% des articles.

Militairement, les sources d'origine ukrainiennes, russes ou du pays du journal comme un ex-officier des renseignements militaires ou l'état-major ukrainien sont chacune contenues dans 3 à 6 articles. La section internationale représente quant à elle 17 articles (4,4%), incluant la mention du Pentagone états-unien, ou encore le secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), Jens Stoltenberg. C'est la seule organisation politico-militaire classée dans la section militaire compte tenu du conflit armé. Les experts militaires sont présents dans 13 articles (3,3%), avec notamment un médecin militaire et un colonel, tous deux à la retraite, et l'Institute for the Study of War.

Les trois catégories supplémentaires d'experts sont les économiques (7,2%), y compris des analystes, un stratège de l'investissement et le groupe financier Bloomberg; les sociologiques (2,3%) avec par exemple un pédiatre social et un psychiatre; et les « autres » types d'experts (5,1%). Cette dernière section inclue entre autres des experts de la désinformation, des experts du droit international et des experts médicaux. L'article n° 323 de notre corpus, intitulé « Condamner la guerre en Ukraine » constitue notamment une lettre ouverte écrite par les professeurs de la Faculté de Droit de l'Université Laval, appuyée par « plus de 100 professeurs de différentes universités » (« Condamner la guerre en Ukraine », 2022). Journalistiquement, 74 articles (19%) utilisent une source internationale, 21 (5,4%) utilisent une source du pays d'origine du journal, 10 (2,6%) utilisent une source russe et 9 (2,3%) une source ukrainienne. Certains articles citent notamment les chaînes de télévision *Euronews*, *Europe 1*, *CNN*, *ESPN*; les journaux *Le Monde*, *New York Times*, *Novaïa Gazeta*; les journalistes Anna Politkovskaïa, Alexey Kovalev, Olga Rudenko; les magazines *Vogue Ukraine*, *Business Ukraine*, *Kommersant*, *Vedomosti*; ou encore les agences de presse *Reuters*, *Interfax-Ukraine*, *TAAS*.

Humanitairement du côté de la population mise de l'avant, 33 articles (8,5%) présentent des sources ukrainiennes, 16 articles (4,1%) des sources du pays d'origine, 13 articles (3,3%) des sources russes et 11 articles (2,8%) des autres populations touchées par la guerre, telle que la population biélorusse fuyant son pays ou la population géorgienne se rappelant de la guerre russo-géorgienne de 2008. Nous remarquons que la population ukrainienne est davantage exposée que la population russe, bien que nous nous attendions à un taux d'articles supérieur. Du côté des associations et organisations non gouvernementales, 22 articles (5,7%) mentionnent des sources internationales, 16 (4,1%) articles mentionnent des sources du pays d'origine, 5 (1,3%) des russes et 5 (1,3%) des ukrainiennes. Nous y retrouvons le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'association Promote Ukraine, l'ONG indépendante russe OVD-Info et l'Union des femmes ukrainiennes de Belgique.

D'autres sources n'apparaissant pas directement dans notre grille sont mentionnées dans 51 articles (13,1%) pour les internationales, 40 (10,3%) pour celles du pays d'origine, 14 (3,6%) pour les russes et 7 (1,8%) pour les ukrainiennes. En sont compris des sportifs tels qu'un pilote automobile allemand, la Ligue nationale de hockey (LNH) et le Comité International Olympique (CIO); ainsi que des artistes comme un pianiste québéco-ukrainien, le président de la Fédération Haute Couture et le CEO de Bozar (Belgique). D'autres personnes y sont classées, à l'image de pilotes d'avions, de brasseurs belges et du procureur de la Cour Pénale Internationale (CPI). Globalement, nous remarquons que le caractère international est fort présent dans les sources mises de l'avant dans les articles. Nous avons classé les sources provenant de tous les autres pays excepté l'Ukraine, la Russie et le pays d'origine du journal dans les catégories internationales, ce qui peut expliquer ce résultat.

Pour comprendre la variété de sources mises à disposition du lecteur, nous avons ensuite regroupé nos 31 types de sources en fonction de leur pays d'origine et en fonction de leur domaine d'activité. Comme nous obtenons un nombre par groupe, nous pouvons effectuer des analyses descriptives classiques. Pour rappel, un type de source peut représenter une diversité de sources provenant du même milieu.

Les articles en citant 9 et 10 types sont tous deux issus du *Devoir* (Figure 13). Le premier est l'article n° 304 de notre corpus comprenant 1069 mots, titré « Pourparlers en vue sur fond de tension nucléaire » d'Anne-Marie Provost en collaboration avec l'AFP (Anne-Marie Provost, 2022). Il comprend 14 sources réparties en 9 types différents :

Catégorie de sources	Exemple de sources
Politique ukrainienne	« le président Volodymyr Zelensky »; « le chef de la diplomatie ukrainienne Dmytro Kouleba »; « le ministère ukrainien de la Santé »
Politique russe	« Vladimir Poutine »; « le ministère russe de la défense »
Politique internationale	« Les Etats-Unis »; « les autorités polonaises »
Organisation politique européenne	« l'Union Européenne »
Organisation politique internationale	« les Nations unies »
Expert politique	« Michel Fortmann, professeur de science politique à l'Université de Montréal et spécialiste des questions nucléaires »; « Dominique Arel, professeur à l'Université d'Ottawa et titulaire de la Chaire en études ukrainiennes »
Militaire ukrainien	« l'état-major ukrainien »
Militaire autre	« le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg »
Autre international	« la pétrolière britannique BP »

TABLE 8 – Les sources cités dans l'article 304 (Anne-Marie Provost, 2022)

Le deuxième est l'article n° 378 de notre corpus comprenant 1169 mots, titré « Les Ukrainiens n'ont pas dit leur dernier mot », de Jean-Louis Bordeleau en collaboration avec l'AFP (l'Agence France-Presse, 2022). Il comprend 17 sources réparties en 10 types différents :

Catégorie de sources	Exemple de sources
Politique ukrainienne	« le ministère des Affaires étrangères ukrainiennes » ; « Volodymyr Zelensky »
Politique russe	« cellule responsable de ces questions au sein du gouvernement russe » ; « ministère russe de la Défense » ; « Moscou »
Politique internationale	« le ministère polonais des Affaires étrangères » ; « le secrétaire d'État américain Antony Blinken » ; « le porte-parole du département de la Défense des États-Unis John Kirby » ; « Un responsable du ministère de la Défense américaine »
Organisation politique internationale	« l'ONU »
Militaire russe	« l'armée russe »
Militaire autre	« Un haut responsable du Pentagone »
Expert militaire	« Pierre Jolicoeur, vice-recteur associé à la recherche au Collège militaire royal du Canada » ; « l'Institut pour l'étude de la guerre, un groupe de réflexion basé à Washington »
Journaliste russe	« l'agence TASS »
Journaliste international	« la chaîne américaine ABC »
Autre international	« groupe de surveillance Oryx »

TABLE 9 – Les sources citées dans l'article 378 (l'Agence France-Presse, 2022)

Pour éclaircir les catégories des « autres » sources, nous avons aussi séparé nos variables en deux parties, **les sources définies (non « autres »)** et **les sources non-définies (« autres »)**. Nos analyses ont montré que 82% des articles contiennent au moins un (1 ou plus) type de source qui correspond à l'une des catégories définies dans notre grille de codage. A contrario, 25% des articles contiennent au moins un (1 ou plus) type de source qui ne correspond à aucune des catégories de notre grille. Le groupe des sources « autres » englobe principalement les personnes issues du monde artistique et du monde sportif, ainsi des sources économiques non-expertes, des sources judiciaires et des sources n'étant pas identifiable à l'une des catégories de notre grille.

En regroupant nos types de sources par origine, nous constatons que 26% des articles mentionnent au moins un type de source ukrainienne, 22% pour les russes, 33% pour le pays de la revue et 48% pour les sources d'autres pays.

En rassemblant nos types de sources par domaine d'activité, nous observons que 58% des articles mentionnent au moins une source politique, 30% d'articles mentionnent un ou plusieurs types d'experts, 26% utilisent des sources journalistiques, 17% se concentrent sur au moins une

source provenant de la population , 11% citent des sources provenant d'une association sans but lucratif ou d'une organisation non gouvernementale. Seuls 7% des articles mentionnent une ou plusieurs sources militaires. Parmi ces derniers, un seul (0,77%) mentionne deux sources militaires de nationalité différente. Il s'agit de l'article n° 304 détaillé ci-dessus.

b) Par pays

L'analyse des fréquences de sources par pays (Tableau 20) nous indique que le type de sources qui apparait le plus dans les deux pays sont les sources politiques provenant d'autres pays (12% en Belgique, 10% au Québec).

Du côté belge, viennent ensuite les sources politiques russes (8,5%), du pays du journal (8%) et ukrainiennes (7%), puis les sources journalistiques internationales (6%), les autres sources internationales (5,5%), les experts politiques (5%) et les experts économiques (4%). Les sources politiques belges incluent notamment le premier ministre Alexander De Croo, sa majesté le Roi Philippe, la ministre de la Défense Ludivine Dedonder, le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, Sammy Mahdi, et la ministre de l'intérieur, Annelies Verlinden. Les experts économiques interrogés comprennent des institutions belges telles que la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB), la Banque Nationale de Belgique (BNB) et l'Union Wallonne des Entreprises (UWE).

Du côté québécois, viennent ensuite les sources journalistiques internationales (9,5%), les experts politiques (8%), les sources politiques du pays du journal (7%) et ukrainiennes (7%), les autres sources du pays du journal (6%), les sources politiques russes (5,5%) et les organisations politiques internationales. Les sources politiques canadiennes incluent notamment le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, la vice-première ministre du Canada, Chrystia Freeland, le chef du Parti Vert du Québec, Alex Tyrell, le premier ministre du Québec, François Legault, et Eric Girard, ministre des Finances du Québec.

En conclusion, nous remarquons que la Belgique met davantage de l'avant des sources politiques russes que le Québec, tandis que ce dernier s'appuie plus sur des sources journalistiques internationales que la Belgique. Les experts politiques sont quant à eux plus cités dans les articles québécois que les articles belges.

Si nous nous focalisons sur l'aspect humanitaire, nous voyons que les quatre catégories « population » sont toutes plus élevées au Québec, surtout la catégorie ukrainienne (5% en Belgique, 12% au Québec). Ces résultats suivent ceux de l'analyse des cadrages où le cadrage humanitaire

prépondérerait dans les articles québécois.

Regardons à présent **la variété du nombre de type de sources par pays**. D'abord, nous remarquons que les articles québécois (10,55% sans sources) sont légèrement plus sourcés que les articles belges (12,63% sans sources). Entre 27% (Québec) et 28% (Belgique) d'articles contiennent un seul type de source. Dans l'ensemble, 62% des articles québécois comptent 2 types de sources différentes ou plus contenues dans notre grille (incluant les "autres") contre 59% des articles belges. Le nombre maximum de types de sources dans le même article en Belgique est de 7 contre 10 au Québec.

En séparant ensuite nos données en **variables « sources définies »** et **« sources non-définies »**, nous observons que la proportion d'articles citant un seul type de sources définies est proche entre les deux pays (27% en Belgique, 29% au Québec), et grimpe aux alentours de 54% d'articles citant au moins 2 types de sources définies différentes pour chacun.

Nos analyses ont montré que 83% des articles québécois et 80,5% des articles belges contiennent au moins un (1 ou plus) type de source qui correspond à l'une des catégories définies dans notre grille de codage. A contrario, 28% des articles québécois contre 22% des articles belges contiennent au moins un (1 ou plus) type de source qui ne correspond à aucune des catégories de la grille. Enfin, le nombre d'articles ayant uniquement mentionné des sources non-définies par notre grille (aucune source définie en présence) est identique dans les deux pays (7%). Nous obtenons ce pourcentage en soustrayant le nombre d'articles sans sources au nombre de types de sources définies.

En regroupant les types de sources par origine (Tableau 27), nous remarquons que 22% des articles belges contre 30% d'articles québécois mentionnent des sources d'origine ukrainienne. A l'inverse, 26% des articles belges contre 19% des articles québécois mentionnent des sources d'origine russe. Les articles québécois (38%) citent davantage des sources de la même origine de leur journal que les articles belges (28%). Enfin, des sources internationales sont citées dans 47% des articles belges et dans 50% des articles québécois. Nous venons effectivement de voir dans notre analyse des fréquences que les sources politiques internationales étaient les plus mentionnées dans les deux pays.

En rassemblant les types de sources par domaine d'activité (Tableau 29), nous observons que près de deux tiers des articles belges (62%) contiennent au moins une source politique, alors qu'il en est de 54% pour les articles québécois. Plus de la moitié (37% en Belgique, 33% au Québec) de ces articles ne citent qu'un type de source politique, c'est-à-dire d'une seule

origine. Nous en concluons que les articles québécois contiennent légèrement moins de sources politiques que les articles belges. Ces résultats suivent les analyses menées pour le cadrage, qui nous annonçaient que 29,5% des articles belges sont politiquement cadrés, contre 27% pour les québécois.

Le nombre d'articles contenant des sources militaires est assez similaires entre les deux pays. Seuls 7% d'articles belges en citent un seul type, c'est-à-dire provenant d'une même origine (ukrainienne, russe, du pays du journal, internationale). Au Québec, 5% d'articles en citent un seul type, et 1,51% (2 articles) en citent 2 types dans le même article. Il s'agit à nouveau de l'article n° 304 du *Devoir* cité précédemment, ainsi que de l'article n° 296 du même journal, titré « Une invasion brutale par la Russie » écrit par Fabien Deglise avec l'AFP. Celui-ci cite « un responsable militaire américain » ; « le Pentagone » ; et « un responsable ukrainien » (ce dernier relatant l'état des installations de la centrale nucléaire de Tchernobyl).

Une similitude est également observée entre les deux pays concernant le nombre d'articles qui mobilisent des experts, avec environ 30% d'articles impliqués. Le regroupement des sources journalistiques nous indique quant à lui une différence entre les articles belges et québécois, dont respectivement 22% et 31% citent un ou plusieurs types de sources journalistiques. Les articles québécois ont visiblement tendance à davantage s'appuyer sur ce type de source.

En ce qui concerne les sources issues de la population, 14% des articles belges en citent, contre 20% pour les québécois. En Belgique, la quasi-totalité de ces articles ne cite qu'un seul type de source, c'est-à-dire d'une seule origine. Au Québec, la grande majorité des articles en cite également un seul type, bien que 2% citent des sources de 2 origines différentes et un seul article cite des sources de 3 origines différentes. Il s'agit de l'article n° 303 du *Devoir*, titré « Je ne peux pas rester à ne rien dire » écrit par Jean-Louis Bordeleau avec l'AFP (France-Press, 2022). Celui-ci rapporte les propos de manifestants ayant participé à un évènement à Montréal pour dénoncer la guerre, et cite des personnes d'origines russes, ukrainiennes, tchéco-chènes et polonaises. Nous pouvons en conclure que les articles québécois citent davantage de sources provenant de la population. Ce résultat suit notre analyse de cadrage qui démontrait une concentration plus élevée autour des sujets humanitaires du côté québécois.

Les sources associatives et les organisations non gouvernementales sont quant à elles présentes dans 9,5% des journaux belges contre 12% des articles québécois. Dans chaque pays, un seul article cite des associations de deux origines différentes et un article en cite de trois origines différentes. Les deux articles belges concernés font référence au même évènement. L'article n°

42 de notre corpus provenant du Soir, titré « Des ONG appellent au boycott du pétrole et du gaz russes » est écrit par un auteur non spécifié et met en lumière une coalition de 25 ONG environnementales issues de 15 pays européens, dont une ONG ukrainienne et une ONG belge (M.D.M., 2022). L'article n° 136 provenant de *LLB*, faisant partie des « Brèves » dont l'auteur n'est pas spécifié, parle également de la coalition de ces ONG en précisant l'appartenance d'associations belges, mais n'indique pas celle de l'association ukrainienne (« Brèves », 2022). L'article québécois citant des associations de trois origines différentes est le n° 385 du Devoir, titré « Face à l'enfer en Ukraine, l'impuissance des soignants - L'alarme d'une crise humanitaire sonne » de Marie-Eve Cousineau (Cousineau, 2022). Celui-ci relate les propos de représentants d'associations humanitaires issus de différents pays : MSF Suisse ; l'Association of Nurses of Ukraine ; et l'Association des infirmières et infirmiers autorisés de l'Ontario et de la Canadian Medical Assistance Team.

c) Par journal

Le Soir compte respectivement 30% et 22% d'articles qui s'appuient sur des sources politiques du pays du journal et sur des sources politiques d'autres pays. 16 à 18% des articles du journal belge font référence soit à une autre source internationale, soit à une source journalistique internationale, soit à une source provenant d'une organisation politique européenne. 15% des articles citent des sources politiques russes et 13% citent des experts politiques.

LLB dénombre 30% de ses articles qui mettent de l'avant une source politique d'un autre pays. 22% d'articles référencent des sources politiques russes, alors que 19% référencent des sources politiques ukrainiennes. Les organisations politiques européennes et les sources journalistiques internationales sont toutes deux mentionnées dans 13% des articles, des proportions qui ne sont pas très éloignées de celles du Soir.

En Belgique, les deux journaux s'appuient à parts égales sur des sources politiques d'autres pays, des organisations politiques européennes et des sources journalistiques internationales. Alors que *Le Soir* utilise davantage des sources politiques belges et d'autres types de sources internationales, *LLB* recourt en plus grande proportion à des sources politiques russes et ukrainiennes.

JDM comprend 28% d'articles qui s'appuient sur des sources journalistiques internationales, une proportion nettement supérieure à celle des articles belges. Cette revue ne contient aucune source issue d'organisation politique européenne. Comme *Le Soir*, 21% des articles du journal québécois se consacrent à des sources politiques d'autres pays. Enfin, il est intéressant de noter

que les sources politiques, les sources de la population ukrainiennes et les « autres » sources canadiennes occupent chacune 15% des articles publiés. À l'image de *LLB*, 15% des articles du Journal de Montréal ne contiennent pas de source.

Le Devoir suit les autres journaux en termes de sources politiques d'autres pays (27% d'articles concernés). En revanche, c'est le seul journal de notre corpus qui s'appuie fortement sur des experts politiques (26% d'articles). Les sources politiques ukrainiennes et russes ainsi que les sources journalistiques internationales sont toutes trois référencées dans 18% des articles. Ce journal québécois se distingue des trois autres revues par la présence dans 17% de ses articles de sources provenant d'organisations politiques internationales, alors que les autres en comptent entre 7 et 10%. Enfin, les autres sources internationales se situent à 15% et les autres sources canadiennes à 14%.

Au Québec, les sources politiques d'autres pays, les sources politiques ukrainiennes et d'autres types de sources du pays de la revue sont les facteurs communs pour les deux journaux. Toutefois, nous remarquons certaines différences marquées entre eux, avec *Le Devoir* qui mobilise davantage des experts politiques et *JDM* qui s'appuie plutôt sur des sources journalistiques d'autres pays.

Nous constatons que notre analyse des fréquences de sources par journal confirme les similitudes observées par pays. Tous les journaux s'appuient fortement sur des sources politiques provenant d'autres pays. Dans la même continuité, les articles belges ont tendance à davantage se référer aux organisations politiques européennes, tandis que les articles québécois (et en particulier ceux du *Devoir*) s'en remettent aux organisations politiques internationales. Ceci peut facilement s'expliquer par le fait que la Belgique se trouve sur le continent européen et est membre de l'Union Européenne.

Si nous nous penchons sur la **variété de types de sources par journal** en Belgique, il nous est important de spécifier que 15% des articles publiés par *LLB* ne citent pas de sources, contre 9% pour *Le Soir*. Les sources du *Soir* sont également légèrement plus diversifiées que celles de *LLB*, avec 65% d'articles contenant deux types de sources ou plus, contre 54% des articles pour *LLB*.

Au Québec, 15% des articles du Journal de Montréal ne sont également pas sourcés, contre seulement 6% des articles du *Devoir*. Cependant, la diversification des sources est similaire dans les deux revues, avec 61% d'articles contenant deux types de sources ou plus dans *JDM* et 64% des articles pour *Le Devoir*.

En conclusion, le taux de mention des sources penche en faveur du Québec grâce au *Devoir* qui mentionne fréquemment ses sources. La diversification des sources est également légèrement plus élevée au Québec avec des pourcentages similaires pour les deux revues.

En séparant nos données en sources définies et non-définies, nous remarquons que le taux d'articles contenant au moins une source définie par notre grille est similaire pour les deux revues belges (81% pour *Le Soir*, 80% pour *LLB*). En ce qui concerne les articles contenant au moins une source non définie, ils représentent 30% des articles du *Soir* et 17% des articles de *LLB*. Enfin, le nombre d'articles belges ayant uniquement mentionné des sources non-définies par notre grille (aucune source définie en présence) est de 10% pour *Le Soir* et seulement 4% pour *LLB*.

Du côté des revues québécoises, 80% des articles du *Journal de Montréal* contiennent au moins une source définie, contre 86% des articles du *Devoir*. En ce qui concerne les articles contenant au moins une source non définie, ils représentent 27% des articles du *Journal de Montréal* et 30% des articles du *Devoir*. Enfin, le nombre d'articles québécois ayant uniquement mentionné des sources non-définies par notre grille (aucune source définie en présence) est de 5% pour *JDM* et de 8% pour *Le Devoir*. Pour l'ensemble des journaux, cela nous indique que notre classification des sources est bonne.

Pour conclure, au moins 80% des articles (indépendamment de la revue) comptent au moins un type de source définie dans notre grille, au moins 70% des articles ne contiennent pas d'autres types de sources, tandis que moins de 10% des articles contiennent au moins un autre type de source non classé dans notre grille et aucune source définie en présence.

En séparant les types de sources par origine (Tableau 28), nous remarquons du côté belge que *LLB* (25%) mentionne des sources ukrainiennes dans davantage d'articles que *Le Soir* (17%). Le premier journal mentionne également plus de sources russes que le deuxième (28% pour *LLB*, 23% pour *Le Soir*). Ainsi, *Le Soir* influence les résultats de l'analyse par pays. Dans l'ensemble, les deux journaux mentionnent plus de sources russes que de sources ukrainiennes. Des sources belges sont mobilisées dans 40% des articles du *Soir*, alors que celles-ci ne représentent que 20% des articles de *LLB*, une différence énorme entre les deux journaux qui creuse également l'écart dans notre analyse précédente. Enfin, *LLB* mentionne des sources internationales dans 49% de ses articles, alors que c'est le cas dans 44% des articles du *Soir*.

Du côté québécois, *JDM* et *Le Devoir* mentionnent tous les deux des sources ukrainiennes dans 30% de leurs articles. Le deuxième journal mentionne plus de sources russes que le premier

(21% pour *Le Devoir*, 17% pour *JDM*). Nous observons que *JDM* a tendance à mobiliser beaucoup plus de sources ukrainiennes que de sources russes. Il en est de même pour *Le Devoir*, mais dans une moindre proportion. Des sources canadiennes sont mobilisées dans 40% des articles du Journal de Montréal et dans 35% des articles du Devoir, des proportions plutôt similaires. Pour finir, *Le Devoir* mentionne des sources internationales dans 52% de ses articles, alors que c'est le cas dans 47% des articles du Journal de Montréal.

En définitive, nous observons qu'en Belgique, *Le Soir* influence les résultats par pays concernant les sources russes, alors que *LLB* les influence pour les sources du pays du journal. Particulièrement, *Le Soir* est le journal parmi les 4 qui mentionne le moins de sources internationales mais l'un de ceux qui mentionne le plus de sources du pays. Au Québec, les deux journaux suivent les mêmes tendances, bien que *JDM* marque une différence de proportion entre sources ukrainiennes et russes. Les sources internationales restent elles prépondérantes partout, comme observé précédemment.

Domaine d'activité des sources	N	Journal de l'article							
		Le Soir		La Libre Belgique		Le Journal de Montréal		Le Devoir	
		N	Pourcentage	N	Pourcentage	N	Pourcentage	N	Pourcentage
Nombre de type de sources politiques	0	30	38.5%	42	37.5%	56	56.0%	35	35.4%
	1	29	37.2%	41	36.6%	30	30.0%	36	36.4%
	2	10	12.8%	18	16.1%	9	9.0%	19	19.2%
	3	6	7.7%	7	6.3%	3	3.0%	3	3.0%
	4	1	1.3%	3	2.7%	1	1.0%	4	4.0%
Nombre de type de sources militaires	0	2	2.6%	1	0.9%	1	1.0%	2	2.0%
	0	75	96.2%	102	91.1%	96	96.0%	90	90.9%
	1	3	3.8%	10	8.9%	4	4.0%	6	6.1%
Nombre de type de sources expertes	2	0	0.0%	0	0.0%	0	0.0%	3	3.0%
	0	53	67.9%	81	72.3%	81	81.0%	56	56.6%
	1	21	26.9%	29	25.9%	18	18.0%	37	37.4%
Nombre de type de sources journalistiques	2	4	5.1%	2	1.8%	1	1.0%	6	6.1%
	0	60	76.9%	89	79.5%	61	61.0%	77	77.8%
	1	17	21.8%	20	17.9%	35	35.0%	18	18.2%
Nombre de type de sources population	2	1	1.3%	3	2.7%	4	4.0%	4	4.0%
	0	67	85.9%	97	86.6%	75	75.0%	84	84.8%
	1	11	14.1%	14	12.5%	22	22.0%	13	13.1%
Nombre de type de sources associatives	2	0	0.0%	1	0.9%	3	3.0%	1	1.0%
	3	0	0.0%	0	0.0%	0	0.0%	1	1.0%
	0	73	93.6%	99	88.4%	92	92.0%	83	83.8%
	1	4	5.1%	12	10.7%	8	8.0%	14	14.1%
	2	0	0.0%	1	0.9%	0	0.0%	1	1.0%
	3	1	1.3%	0	0.0%	0	0.0%	1	1.0%

TABLE 10 – Tableau de fréquence de nombre de type de source (par journal)

En rassemblant les types de sources par domaine d'activité (Tableau 10), nous remarquons en Belgique que *Le Soir* et *LLB* mentionnent au moins une source politique respectivement dans 65% et 63% de leurs articles. Alors que *LLB* compte 9% de ses articles citant une source militaire, seuls 4% des articles du Soir sont concernés. Les taux de présence de sources expertes (32% des articles du Soir, 28% pour *LLB*), de sources journalistiques (23% du corpus du Soir, 21% pour celui de *LLB*) et de sources issues de la population (14% pour *Le Soir*, 13% pour *LLB*) sont assez similaires pour les deux journaux. Enfin, *LLB* mentionne des sources associatives dans 12% de ses articles, alors que la moitié (6%) seulement est concernée dans les articles du *Soir*.

Au Québec, *JDM* mentionne au moins une source politique dans 44% de ses articles, alors que 65% d'articles du *Devoir* sont concernés. Des sources militaires apparaissent dans 9% des articles du *Devoir* (comme *LLB*), contre 4% des articles du Journal de Montréal (comme *Le Soir*). Les sources expertes sont invitées dans 43% des articles du *Devoir*, alors que seuls 19% des articles du Journal de Montréal en contiennent. À l'inverse, 39% des articles du Journal de Montréal utilisent des sources journalistiques, contre 22% des articles du *Devoir*. En ce qui concerne les sources issues de la population, la différence est à nouveau marquée entre les deux journaux (25% des articles du Journal de Montréal, 15% de ceux du *Devoir*). Pour finir, *Le Devoir* mentionne des sources associatives dans 16% de ses articles, contre la moitié (8%) pour *JDM*.

Globalement, *JDM* se distingue pour quatre des six types de sources classées par domaine d'activité. Pour les sources politiques, il se distancie des trois autres journaux et diminue leur pourcentage des résultats par pays pour le côté québécois. Bien que *Le Devoir* compte davantage de sources expertes que ses homologues belges, *JDM* en compte plus de deux fois moins que *Le Devoir*, ce qui constitue aussi un écart entre journaux influençant les analyses par pays. Les sources journalistiques et les sources issues de la population sont près de deux fois plus présentes dans les articles du Journal de Montréal que dans ceux des trois autres journaux qui montrent des taux similaires. Ces résultats suivent ceux obtenus plus tôt pour les cadrages, où nous avons observé un cadrage humanitaire plus élevé dans *JDM* que dans les autres journaux. Enfin, nous observons pour les sources militaires et les sources associatives que chaque pays contient un journal qui contient deux fois plus de sources que l'autre journal, mais que ces pourcentages s'équilibrent si l'on se place du point de vue d'analyse par pays. Toutefois, les sources associatives sont un peu moins présentes en Belgique.

5.3.2 Canaux

a) Global

Passons maintenant à l'analyse des fréquences des canaux d'informations explicitement mentionnés par les auteurs dans leurs articles. À l'instar des sources, un canal d'information n'est pas exclusif d'un autre et nous ne pouvons donc additionner leurs pourcentages d'observations.

D'abord, nous observons que plus de deux tiers des articles de notre corpus contient certaines informations dont la provenance n'est pas explicitement écrite. Ensuite, 42% des articles indiquent que des informations ont été obtenues par le biais d'un entretien, réalisé ou relayé par l'auteur. Ceux-ci se déroulent en face à face, par appel téléphonique, en visioconférence ou par

le biais d'échanges de courriels. Les conférences de presse et événements officiels sont les seconds moyens de communication présents dans notre corpus (23% des articles). Les allocutions et discours télévisuels, les messages vidéo officiels ainsi que les points de presse en font partie. Les médias sociaux numériques tels que Facebook, Twitter (devenu X) et Telegram sont indiqués en tant que provenance d'informations dans 18% des articles. Pour suivre, 15% d'articles comprennent des informations provenant de documents écrits officiels ou de sites web officiels relayés par l'auteur. Nous y retrouvons par exemple un appel public publié par des ONG, une « lettre aux Français » de la part d'Emmanuel Macron ou encore le journal officiel de l'Union Européenne. Les communiqués de presse sont quant à eux mentionnés dans 8% du corpus. Enfin, 17% des articles mentionnent de l'information provenant d'autres types de canaux qui ne sont pas inclus dans notre grille, tels que des livres, des podcasts, une biographie et l'observation directe sur le terrain.

En réalisant des statistiques descriptives pour déterminer la variété du nombre de types de canaux par articles, nous constatons d'abord que 23% des articles ne mentionnent aucun canal de provenance d'information du tout. Au moins un type de canal est donc mentionné dans 77% des articles (incluant la possibilité d'"autres" types de canaux), dont 2% qui mentionnent jusqu'à 4 types simultanément.

En séparant nos données en canaux définis et non-définis, nous remarquons que 70% des articles contiennent au moins un canal d'information clairement défini dans notre grille de codage. Par contre, 17% des articles mentionnent au moins un "autre" type de canal non repris dans notre grille.

b) Par pays

Plongeons-nous à présent dans la comparaison entre Belgique et Québec des fréquences de canaux d'information mentionnés dans les articles.

	Pays du journal			
	Belgique		Québec	
	N	Pourcentage	N	Pourcentage
Canal non spécifié	121	63.7%	145	72.9%
Canal communiqué de presse	15	7.9%	15	7.5%
Canal documents écrits ou sites web officiels	28	14.7%	30	15.1%
Canal médias sociaux numériques	37	19.5%	33	16.6%
Canal conférence de presse ou événement officiel	46	24.2%	43	21.6%
Canal entretien	76	40.0%	88	44.2%
Autres type de canaux	32	16.8%	34	17.1%
Total	355	186.8%	388	195.0%

TABLE 11 – Tableau de fréquence des canaux (par pays)

D’abord, 34% des articles belges et 37% des articles québécois contiennent de l’information dont la provenance n’est pas directement spécifiée. Les entrevues sont le moyen le plus utilisé pour accéder à l’information dans les deux pays, suivies des conférences de presse et événements officiels. Nous constatons ensuite que les articles belges s’appuient un peu plus sur les médias sociaux que les articles québécois. Avec des taux identiques dans les deux pays, viennent enfin les autres types de canaux non répertoriés dans notre grille, les écrits et sites web officiels et les communiqués de presse. Globalement, nous ne distinguons pas de grandes différences de tendances entre les deux pays.

En réalisant des statistiques descriptives sur la **variété du nombre de type de canaux d’information**, nous observons que 22% des articles belges et 24% des articles québécois ne mentionnent aucun canal du tout. Au moins un type de canal (incluant “autre”) est donc mentionné dans respectivement 78% et 76% des articles.

En séparant nos données en canaux définis et non-définis, nous voyons que 70% des articles dans les deux pays contiennent au moins un canal défini et 17% des articles dans les deux pays contiennent au moins un canal “autre”. Avec leurs résultats identiques, aucun pays n’influence donc l’analyse globale.

c) Par journal

	Journal de l'article							
	Le Soir		La Libre Belgique		Le Journal de Montréal		Le Devoir	
	N	Pourcentage	N	Pourcentage	N	Pourcentage	N	Pourcentage
Canal non spécifié	46	59.0%	75	67.0%	73	73.0%	72	72.7%
Canal communiqué de presse	5	6.4%	10	8.9%	6	6.0%	9	9.1%
Canal documents écrits ou sites web officiels	15	19.2%	13	11.6%	10	10.0%	20	20.2%
Canal médias sociaux numériques	15	19.2%	22	19.6%	18	18.0%	15	15.2%
Canal conférence de presse ou événement officiel	20	25.6%	26	23.2%	15	15.0%	28	28.3%
Canal entretien	39	50.0%	37	33.0%	43	43.0%	45	45.5%
Autres type de canaux	16	20.5%	16	14.3%	11	11.0%	23	23.2%
Total	156	200.0%	199	177.7%	176	176.0%	212	214.1%

TABLE 12 – Tableau de fréquence des canaux (par journal)

En creusant l’analyse des fréquences par journal pour chaque pays, nous distinguons quelques particularités. En Belgique, 59% des articles du Soir contiennent au moins une information dont la provenance n’est pas explicitement écrite, tandis que ce taux est de 67% pour *LLB*. Les entretiens sont présents dans 50% des articles du Soir, alors qu’ils ne le sont que pour 33% des articles de *LLB*. Les conférences de presse et événements officiels sont ensuite mentionnés dans une proportion similaire pour les deux journaux (25% dans *Le Soir*, 23% dans *LLB*), et il en est de même pour les médias sociaux (19% pour *Le Soir*, 20% pour *LLB*). *Le Soir* (21%) s’appuie davantage sur d’autres types de canaux d’information que *LLB* (14%). *Le Soir* (19%) utilise également plus de documents et sites web officiels que *LLB* (12%). Enfin, les communiqués de presse occupent 6% des articles du Soir et 9% de ceux de *LLB*. En somme, les canaux

d'information mentionnés dans les articles du Soir semblent être un peu plus diversifiés que ceux de *LLB*.

Au Québec, les deux journaux comptent autant d'articles dont la provenance d'au moins une information n'est pas écrite (73%) et affichent un taux semblable d'articles contenant une ou plusieurs entrevues (43% pour *JDM*, 46% pour *Le Devoir*). *JDM* (18%) relaie davantage d'informations provenant des médias sociaux que *Le Devoir* (15%). A contrario, *Le Devoir* s'appuie deux fois plus sur des conférences de presse et évènements officiels (28%), sur d'autres types de canaux d'information (23%) et sur des documents et sites web officiels (20%) que *JDM* (15%, 11%, 10%). Enfin, les communiqués de presse montrent des proportions similaires (6% pour *JDM* et 9% pour *Le Devoir*). De manière générale, nous découvrons que *JDM* semble soit moins mentionner la provenance de ses informations, soit avoir des canaux d'informations moins diversifiés que *Le Devoir*.

Pour conclure, malgré quelques différences par journal, les tendances générales observées dans nos analyses globales et par pays restent similaires pour les quatre journaux. Les entrevues sont le moyen d'aller chercher l'information le plus observé dans les revues. Alors que certaines de ces dernières s'appuient davantage sur les médias sociaux, d'autres préfèrent relayer des discours de conférences de presse ou des comptes-rendus d'évènements officiels. Les communiqués de presse est le canal d'information le moins manifesté dans tous les journaux.

En réalisant des statistiques descriptives sur la **variété du nombre de type de canaux d'information**, nous apercevons du côté belge que 7% des articles du Soir ne mentionnent aucun canal du tout, contre 32% des articles de *LLB*, ce qui est une différence notable. Du côté québécois, ce sont 29% des articles du Journal de Montréal et 19% de ceux du *Devoir* qui n'en contiennent pas du tout.

En séparant nos données en canaux définis et non-définis, nous voyons du côté belge que 82% des articles du Soir mentionnent un canal défini par notre grille, contre 61% des articles de *LLB*. Il en est de 67% pour ceux du Journal de Montréal et 73% pour ceux du *Devoir*. Pour ce qui en est des "autres" types de canaux, *Le Soir* en contient au moins un dans 21% de ses articles, *LLB* 14%, *JDM* 11% et *Le Devoir* 23%.

5.4 Acteurs

a) Global

La dernière catégorie de notre grille porte sur les acteurs dont les actions ou les histoires sont mises de l'avant dans les articles de notre corpus. A nouveau, un acteur n'est pas exclusif d'un autre et nous ne pouvons donc additionner leurs pourcentages d'observations.

D'abord, 78% de ceux-ci mettent en scène au moins un acteur politique. En raison de la nature politique de la guerre en Ukraine, ce résultat ne nous surprend pas et va de pair avec notre analyse des cadrages, où le caractère politique domine également. Les acteurs issus de la population sont présents dans 61% des articles, les acteurs militaires le sont dans 33% des articles et les acteurs économiques dans 30% des articles. Nous constatons d'emblée que les acteurs politiques, issus de la population, militaires et économiques sont les plus présents et reflètent la tendance observée dans les statistiques obtenues lors de notre analyse des cadrages, dans lesquelles les thèmes politiques, humanitaires, militaires et économiques dominent. Des journalistes sont mentionnés en tant qu'acteurs dans 15% des articles, ce qui rappelle notre observation des articles aux thèmes communicationnels et de méta-reportages évoqués plus haut. Seulement 5% des articles parlent des actions des associations ou des organisations non gouvernementales en tant qu'acteurs. Enfin, une minorité d'articles mentionne des experts comme acteurs (4%). D'autres types d'acteurs inclassables dans notre grille sont mentionnés dans 9% des articles.

En réalisant des statistiques descriptives sur la variété du nombre de type d'acteurs, nous remarquons que 82% des articles mentionnent plus d'un type d'acteur à la fois. En fait, plus de deux tiers de ces articles font état de deux (34%) ou trois (34%) types d'acteurs au sein du même papier. En séparant nos données en acteurs définis et non-définis, nous voyons que 98% des articles contiennent au moins type d'acteur défini dans notre grille. Un seul article contient jusqu'à 6 types en même temps : exemple. Pour ce qui en est de la présence d'autres type d'acteurs, 22% des articles sont concernés.

b) Par pays

En analysant les fréquences d'acteurs, nous observons que les acteurs politiques dominent dans les deux pays. Les acteurs issus de la population et les acteurs militaires sont plus mentionnés au Québec qu'en Belgique. Les articles belges mentionnent quant à eux plus d'acteurs économiques que les québécois. Le taux d'autres types d'acteurs est identique pour les deux pays. Cependant, davantage d'articles belges mentionnent des journalistes et des associations en tant

	Pays du journal			
	Belgique		Québec	
	N	Pourcentage	N	Pourcentage
Acteur(s) politique(s)	149	78.4%	153	76.9%
Acteur(s) militaire(s)	52	27.4%	76	38.2%
Acteur(s) économique(s)	64	33.7%	50	25.1%
Acteur(s) expert(s)	6	3.2%	11	5.5%
Acteur(s) journalistique(s)	34	17.9%	23	11.6%
Acteur(s) population(s)	99	52.1%	137	68.8%
Acteur(s) associatif(s)	15	7.9%	6	3.0%
Autre(s) type d'acteur(s)	43	22.6%	43	21.6%
Total	462	243.2%	499	250.8%

TABLE 13 – Tableau de fréquence des acteurs (par pays)

qu'acteurs que les québécois. Enfin, les experts sont deux fois plus mis de l'avant au Québec qu'en Belgique.

La différence de tendance observée pour les acteurs entre les deux pays correspond à la différence constatée pour les cadrages. Les acteurs de la population et les acteurs militaires sont davantage mentionnés au Québec. En comparaison, la Belgique a plus d'acteurs politiques et économiques. Nous avons précédemment remarqué que les articles québécois sont plus axés sur un cadrage humanitaire, que les articles belges le sont plus sur un cadrage économique, et que les deux pays ont un pourcentage semblable d'articles cadrés politiquement.

En réalisant des statistiques descriptives sur la **variété du nombre de type d'acteurs**, nous voyons qu'en Belgique, 23% des articles comptent un seul type d'acteur, que deux tiers des articles en comptent 2 (31%) ou 3 (31%) types différents. Un article comprend 6 types d'acteurs en même temps, et un autre en comprend même 7 (incluant la catégorie « autre ») simultanément. Ces deux articles sont issus du journal *LLB*. Le premier est le n° 92 de notre corpus, comprend 2091 mots et s'intitule « Vladimir Poutine, itinéraire d'un va-t-en-guerre ». C'est un portrait du dirigeant russe réalisé par Sabine Verhest. Seule la catégorie d'acteurs « experts » n'est pas incluse dans son article (« Vladimir Poutine, itinéraire d'un va-t-en-guerre », 2022). Le deuxième est le n° 97, comprend 607 mots et s'intitule « Trois niveaux de fragilité - Les discordances russes ». C'est un entretien de Anna Colin-Lebedev, une chercheuse de l'Université Paris-Nanterre réalisé par Sébastien Gobert. Plusieurs sujets sont abordés, et seuls les acteurs associatifs et d'« autres acteurs » ne sont pas évoqués. (discordances russes, 2022).

Au Québec, les articles ont tendance à couvrir davantage de types d'acteurs en même temps qu'en Belgique. Le nombre le plus élevé de types d'acteurs au sein d'un même article est de 3 (38%), suivi de 2 (36%) et de 1 (14%). Un seul article contient 6 types d'acteurs en même temps. Il s'agit de l'article n°298 du *Devoir*, comprenant 1318 mots et intitulé « Les frères ennemis -

Le conflit entre l'Ukraine et la Russie expliqué par l'histoire et relayé dans la fiction ». C'est un entretien de Stephen Norris, professeur américain de l'Université de Miami interrogé par Stéphane Baillargeon. Il contient tous les types d'acteurs sauf les économiques et les associatifs. (« Les frères ennemis », 2022).

En séparant nos données en acteurs définis et non-définis, nous voyons que 97% d'articles belges et 99% d'articles québécois contiennent au moins un acteur défini dans notre grille. Pour ce qui en est de la présence d'acteurs "autres", les taux sont similaires dans les deux pays (23% Belgique, 22% Québec).

c) Par journal

	Journal de l'article							
	Le Soir		La Libre Belgique		Le Journal de Montréal		Le Devoir	
	N	Pourcentage	N	Pourcentage	N	Pourcentage	N	Pourcentage
Acteur(s) politique(s)	61	78.2%	88	78.6%	70	70.0%	83	83.8%
Acteur(s) militaire(s)	16	20.5%	36	32.1%	34	34.0%	42	42.4%
Acteur(s) économique(s)	26	33.3%	38	33.9%	27	27.0%	23	23.2%
Acteur(s) expert(s)	1	1.3%	5	4.5%	1	1.0%	10	10.1%
Acteur(s) journalistique(s)	9	11.5%	25	22.3%	11	11.0%	12	12.1%
Acteur(s) population(s)	40	51.3%	59	52.7%	67	67.0%	70	70.7%
Acteur(s) associatif(s)	5	6.4%	10	8.9%	2	2.0%	4	4.0%
Autre(s) type d'acteur(s)	24	30.8%	19	17.0%	26	26.0%	17	17.2%
Total	182	233.3%	280	250.0%	238	238.0%	261	263.6%

TABLE 14 – Tableau de fréquence des acteurs (par journal)

L'analyse des fréquences d'acteurs par journal nous indique que les deux revues belges comptent autant d'articles qui mettent de l'avant des acteurs politiques. Les acteurs de la population sont également presque autant présents dans les deux journaux. Pour *Le Soir*, viennent ensuite les acteurs économiques et les autres types d'acteurs qui occupent chacun un tiers des articles. Pour *LLB*, ce sont les acteurs militaires et économiques qui sont ensuite les plus représentés, avec un tiers des articles. Les acteurs militaires sont moins référencés dans *Le Soir* que dans *LLB*, alors que d'autres types d'acteurs sont plus présents dans *Le Soir* que dans *LLB*. Les acteurs journalistiques sont près de deux fois plus référencés dans *LLB* que dans *Le Soir*, ce qui influence nos résultats par pays pour la Belgique. Les acteurs associatifs et acteurs experts sont aussi davantage mentionnés dans *LLB* que dans *Le Soir*.

Les deux revues québécoises se distinguent entre elles en ce qui concerne les acteurs politiques, avec une présence de ceux-ci dans 70% des articles du Journal de Montréal et 84% dans ceux du Devoir. Des pourcentages similairement élevés sont constatés pour les acteurs de la population (67% pour *JDM*, 71% pour *Le Devoir*). L'ordre de fréquences est ensuite identique pour les deux journaux (acteurs militaires, économiques et autres types d'acteurs). *Le Devoir* compte plus d'acteurs militaires (42%) que *JDM* (34%), alors que ce dernier compte plus d'autres types d'acteurs (26%) que *Le Devoir* (17%). Ainsi, *Le Devoir* compte deux fois plus d'acteurs

militaires que le journal belge *Le Soir*. La présence d'acteurs économiques (27% pour *JDM*, 23% pour *Le Devoir*) et celle d'acteurs journalistiques (11% pour *JDM*, 12% pour *Le Devoir*) est quasi similaire entre les deux journaux. L'écart se creuse cependant pour la mise en avant d'experts en tant qu'acteurs (1% pour *JDM*, 10% pour *Le Devoir*). C'est une particularité du *Devoir*, car c'est la seule revue parmi les quatre qui en contient autant. Ils sont le plus souvent représentés sous forme de groupe, avec des mots tels que « les analystes », « les experts », « les observateurs » et « les commentateurs ». Enfin, les acteurs associatifs apparaissent dans 2% des articles du Journal de Montréal et dans 4% de ceux du *Devoir*.

Comme nous l'avons vu dans notre analyse par pays, les acteurs politiques et les acteurs de la population sont les plus représentés dans les quatre journaux. Les journaux belges ont tendance à davantage parler des actions des acteurs associatifs et à un peu plus mettre en avant les acteurs économiques que les journaux québécois.

En réalisant des statistiques descriptives sur la **variété du nombre de type d'acteurs**, nous remarquons du côté belge que 69% des articles du *Soir* mentionnent deux types d'acteurs ou plus. Ce chiffre grimpe à 75% d'articles pour *LLB*. Du côté québécois, 75% des articles du Journal de Montréal mentionnent deux types d'acteurs ou plus, et ce chiffre grimpe à 79% pour les articles du *Devoir*. Pour les deux journaux, plus d'un tiers des articles (entre 37 et 38%) mettent de l'avant deux types d'acteurs.

En séparant nos données en acteurs définis et non-définis, nous voyons que 94% des articles du *Soir* contiennent au moins un acteur défini, et il en est de 99% des articles de *LLB*. Au Québec, 98% des articles du Journal de Montréal sont concernés et 100% des articles du *Devoir*. Pour ce qui en est des articles qui contiennent au moins un acteur "autre", ils sont 31% dans *Le Soir*, 17% dans *LLB*, 26% dans *JDM* et 17% dans *Le Devoir*.

5.5 Conclusion générale des résultats

Premièrement, nos résultats concernant les informations relatives au document médiatique nous indiquent deux pics en termes de nombres de mots, situés à 500 et à 1000, avec des chiffres plus étalés autour de la moyenne en Belgique et plus concentrés autour de celle-ci au Québec. L'analyse par date de publication met en évidence quelques pics, mais nous n'avons rien de spécifique à en retirer. Les auteurs les plus présents sont les journalistes d'information et les agences de presse dans les deux pays. Nous notons le taux élevé d'auteurs non spécifiés en Belgique dû à la présence d'initiales, et la nette différence entre les deux pays du nombre d'articles écrits par des non-professionnels et des journalistes d'opinion / chroniqueurs, qui est beaucoup plus élevé

au Québec.

Deuxièmement, nous constatons que les articles de notre corpus sont globalement plus cadrés épisodiquement, et ils le sont davantage en Belgique qu'au Québec. Cependant, des différences entre les journaux de chaque pays déséquilibrent les résultats, les articles du *Soir* et du *Devoir* contenant davantage de cadrage thématique. Nous notons la présence d'une corrélation entre le nombre de mots et le type de cadrage pour tous les journaux sauf *Le Devoir*. L'analyse des cadrages nous indique que les cadrages politiques et économiques sont les plus présents dans les articles belges, et les cadrages humanitaires et politiques (dans l'ordre) le sont au Québec.

Troisièmement, les sources les plus représentées dans les articles sont les sources politiques d'autres pays. Classées par origine, nous remarquons que les articles belges citent davantage des sources russes, tandis que les québécois citent davantage des sources ukrainiennes. Nous notons que des sources d'origine du pays sont plus présentes dans les articles québécois. Classées par domaine d'activité, les sources politiques ressortent le plus dans les deux pays avec les organisations politiques européennes qui sont plus présentes en Belgique et les internationales au Québec. Les sources issues de la population et du milieu journalistique ressortent le plus au Québec. *JDM* se distingue sur plusieurs caractéristiques. Les canaux les plus mentionnés dans les articles sont les entrevues et les conférences de presse, et le moins mentionné est le communiqué de presse. Bien que les réseaux sociaux soient un peu plus présents en Belgique, peu de différences sont constatées entre les deux pays.

Quatrièmement, l'analyse des acteurs nous indique que plus de trois quarts des articles mentionnent au moins un acteur politique. Les acteurs issus de la population et militaires sont plus présents au Québec qu'en Belgique. Les journalistes sont eux-mêmes mentionnés dans 15% des articles de notre corpus.

6. Discussion

Notre recherche, s'inscrivant dans l'approche sociologique du concept de cadrage (Lemarier-Saulnier, 2016), avait pour objectif de décrire les pratiques journalistiques opérées dans la présentation de l'information, et ce afin de répondre à la question : « Quel cadrage médiatique les quotidiens belges et québécois donnent à voir à leurs lecteurs pendant les deux premières semaines de la guerre en Ukraine ? ». Bien que notre échantillon de 389 articles ne nous permette pas d'émettre des conclusions définitives sur l'ensemble de la population des quotidiens belges et québécois, notre étude va dans le même sens que certaines observations scientifiques précitées, et en questionne d'autres.

Pour situer les médias étudiés dans une dimension socio-économique et politique particulière, citons d'abord la typologie de Hallin et Mancini (2004), qui répartit les systèmes médiatiques mondiaux en trois modèles souples. Le système médiatique belge est relié à un modèle « démocratique-corporatiste » caractérisé selon les auteurs par des médias historiquement affiliés à des idéologies et sur la voie de la dépolitisation, par un professionnalisme élevé et une forte intervention de l'Etat dans la régulation de la presse. Le système médiatique canadien est relié à un modèle « libéral » caractérisé par une presse historiquement peu politisée et davantage orientée sur les logiques de marchés, par un professionnalisme élevé et une autorégulation (Neveu, 2005). Précisons que quelques années après la recherche de ces auteurs, la Belgique francophone s'est dotée d'un organe d'autorégulation des médias, le Conseil de déontologie journalistique. Comme l'indique Erik Neveu (2005), ce modèle amène à réfléchir aux « interdépendances entre politique, économie et médias » (p.282). Sur base des hypothèses de Hallin et Mancini (2004), Simon Thibault et ses collaborateurs examinent l'existence ou non d'un sous-système médiatique au Québec. Les auteurs révèlent que les médias québécois ne sont pas plus politisés que les médias d'autres provinces du Canada, et soulignent l'absence d'une ligne éditoriale clairement reliée à la politique (Thibault et al., n.d.). Ils notent néanmoins que les entreprises médiatiques canadiennes affichent une variété d'orientations idéologiques, ce qui pose des questions d'impartialité et d'objectivité du journaliste.

6.1 Des logiques de production différentes

Notre analyse révèle des spécificités de production pour chacun des quatre journaux analysés. La quantité d'information disponible sur le sujet durant la même période nous donne déjà des indications sur leurs logiques médiatiques. Les résultats de l'étude de Aalberg et al. (2013) nous montrent que l'information internationale est davantage présente dans les systèmes télévisés orientés vers le public que dans les systèmes orientés vers le marché. Bien que nous ayons délimité notre corpus par des mots-clés précis, nous remarquons ici pour la presse écrite que le taux d'articles écrits par le *JDM* est nettement supérieur à celui du *Devoir* sur la même période. Ces deux journaux se trouvent dans un système médiatique davantage axé vers le marché, mais le nombre d'articles du *Devoir* est plutôt équivalent à celui des journaux belges. Bien que la différence soit moins marquée avec *Le Soir*, dont le nombre de mots contenus dans les articles est assez étalé autour de sa moyenne, *JDM* et *LLB* semblent être plus axés sur une logique économique de production, avec des articles plus courts mais plus nombreux. Ceux du *Journal de Montréal* ont tendance à avoir un nombre de mots stable, ce qui pourrait relever de règles rédactionnelles.

A la vue de ces résultats, nous sommes à mêmes d'explorer les caractéristiques qui différencient la structure de fonctionnement des quatre médias. Les groupes auxquels appartiennent les deux journaux belges de notre corpus sont détenus par des familles fortunées, et leurs conseils d'administration se composent de certains entrepreneurs empreints d'intérêts et d'influences économiques (« RSF Belgique », 2025). *Le Soir* se déclare indépendant, tandis que *LLB* se positionnerait au centre-droit de l'échiquier politique sur les sujets socio-économiques (« La Presse : Infos sur les journaux », 2025). *JDM* appartient également à une grande famille, mais à la différence des deux journaux belges, le groupe *Québécor* est coté en bourse. *le Devoir* se différencie des trois autres journaux, puisque ces revenus sont majoritairement issus de son lectorat, c'est-à-dire des abonnements (« Le Devoir : Pourquoi contribuer ? », 2025). Tenant compte de la cotation en bourse du *JDM*, nous pourrions imaginer que celui-ci se trouve davantage dans une logique de marché que *le Devoir*.

Si l'on observe la place laissée au commentaire dans notre cas d'étude, nous découvrons qu'elle est beaucoup plus large dans la couverture médiatique québécoise que dans la belge, avec davantage d'articles écrits par des journalistes d'opinions, des chroniqueurs et des personnes non-professionnelles de l'information. Cette observation pourrait être reliée à l'autorégulation à laquelle Hallin et Mancini réfèrent, et montre une liberté plus grande accordée aux journalistes québécois par leurs rédactions. Le nombre d'auteurs non spécifiés est élevé en Belgique, et se reflète par la présence de nombreuses initiales. Ceci peut être lié à une volonté informelle de différenciation entre un travail réalisé entièrement par un journaliste, qui indique alors son nom complet sur l'article, d'un relai d'information provenant d'autres confrères sans apport de plus-value (« Qui sont ces anonymes qui signent des articles sur notre site ? », 2025).

6.2 Une proximité sociale plus que géographique

Pour répondre à la sous-question « avec quels types de sujets les quotidiens de presse écrite cadrent-ils leurs récits ? », nous avons d'abord repris la théorie des cadres épisodiques et thématiques de Iyengar (1994) en l'ajustant à notre cas d'étude. Celle-ci a révélé de fortes différences entre journaux d'un même pays. Alors que *LLB* et *JDM* mettent beaucoup plus l'accent sur les cadres épisodiques, *Le Soir* et *le Devoir* connaissent une répartition de cadres plus équilibrée, mais contiennent toutefois plus de thématiques. L'idée de la logique économique de production est ici renforcée, avec des articles plus courts relatant des faits isolés dans *LLB* et *JDM*. Nous avons d'ailleurs découvert l'existence d'une relation entre le nombre de mots et le type de cadrage, pour tous les journaux sauf *le Devoir*.

Ensuite, nous avons mis en pratique le lien évoqué par M. McCombs (2005) entre l'agenda médiatique et le cadrage, qui consiste en l'analyse des attributs de chaque paragraphe pour déterminer les cadres dominants dans un article. Des particularités de couverture médiatique s'établissent par région. Alors que la couverture médiatique belge couvre plus de sujets politiques et économiques, la couverture médiatique québécoise est davantage axée sur les questions humanitaires et ensuite également sur les questions politiques.

Avec un cadrage humanitaire dominant au Québec, nous remarquons que la « loi du mort kilométrique » n'est pas qu'une question de proximité géographique. Les auditeurs occidentaux se sentent assez concernés par la guerre en Ukraine et un « effet d'identification des auditoires » survient (Le Devoir, 2022). D'autres facteurs expliquent cette proximité, tels que les liens sociaux et économiques entre pays. Nous l'avons vu, le Québec accueille l'une des plus grandes diasporas ukrainiennes. D'autres conflits armés contemporains, tels que les affrontements au Yémen ou encore au Soudan, n'ont pas reçu la même attention médiatique (Sauce, 2023). La distance et les différences culturelles, sociétales et religieuses mènent à un déficit d'attention télévisuelle de la part des Nord-Américains et Européens (le Devoir, 2022).

De manière générale, nous percevons toutefois peu de reportages humanitaires dans notre corpus, ce qui pourrait marquer une volonté accrue de partager des faits objectifs moins axés sur l'émotionnel. Nous avons d'ailleurs vu dans l'étude psychologique de Valkenburg et al. (1999) une influence négative de leur cadre « d'intérêt humain » sur la mémorisation des lecteurs, une exploration qui pourrait indirectement expliquer la tendance de nos résultats.

Le moment de collecte de nos données, qui s'apparente à une éclipse médiatique, pourrait influencer nos résultats (Lalancette & Lamy, 2020). Si nous étudions la couverture médiatique de la guerre en Ukraine de ses débuts jusqu'à maintenant, nous observerions probablement des fluctuations dans les thèmes abordés par les journalistes. Lors de son analyse sur la guerre au Nigéria, Valérie Gorin (2013) avait notamment découvert des changements de cadrage au cours des quatre années de guerre.

Dans leur étude, Aalberg et al. (2013) distinguent les « hard » news, désignant les actualités politiques, économiques et sociales, des « soft news », incluant des actualités sur les célébrités, le sport et le divertissement. Nous aurions pu appliquer cette catégorisation à notre corpus, surtout que les articles que nous avons catégorisés comme ayant un « autre » cadrage sont majoritairement axés sur le monde sportif ou le monde artistique. La plupart parlent néanmoins des conséquences de la guerre subies par ces secteurs.

Enfin, nous pourrions tenter d'appliquer une partie de la typologie d'Adams (1987) à notre sujet afin de voir quels types de récits internationaux est transmis au lecteur national. Si nous en reprenons les trois composantes, nous établissons d'abord que l'intensité médiatique de la guerre en Ukraine est élevée, ce qui fait que les quatre premiers types d'histoires s'appliquent potentiellement. Pour les différencier, il faut tenir compte de l'affinité thématique, qui semble élevée, et de la continuité de l'image, que nous imaginons mitigée ou manquante, tenant compte de la médiatisation beaucoup moins grande qu'a connu le conflit touchant précédemment l'Ukraine en 2014. Ces hypothèses demanderaient à être analysées scientifiquement.

6.3 Plusieurs types de sources se côtoient

Les sous-questions « *quels types de sources sollicitent-ils pour construire leurs récits ? Quelle est leur origine ?* » nous ont ensuite préoccupée. Dans les deux régions analysées, près de la moitié des articles cite des sources internationales, et les sources politiques internationales représentent le type de source le plus présent dans les deux couvertures médiatiques. Ces résultats convergent avec la teneur internationale du conflit étudié, qui retentit un peu partout dans le monde et connaît un mouvement médiatique inédit. Les organisations politiques européennes sont davantage citées en Belgique que les organisations politiques internationales le sont au Québec. Une particularité ressort toutefois du côté du *JDM* qui ne cite aucune organisation politique européenne. Est-ce un choix rédactionnel ? Ce journal choisit-t-il de ne pas relayer de discours européen ?

Une nouvelle convergence entre *LLB* et *JDM* ressort de notre analyse, montrant que ces deux journaux sollicitent moins de sources politiques issues de leur pays que leurs deux confrères. Ces résultats sont-ils le résultat d'une logique de marché plus forte pour ces deux journaux, ou montrent-ils des intérêts nationaux plus forts dans *Le Soir* et *le Devoir* lorsqu'il est question de couvrir des actualités internationales ? A ce sujet, Aalberg et al. (2013) ont constaté que la couverture médiatique d'événements internationaux est significativement influencée par les intérêts nationaux d'un pays, ce qui peut biaiser la compréhension du lecteur des enjeux mondiaux.

En ce qui a trait aux sources officielles qualifiées autrefois de « définisseurs primaires » par Stuart Hall, comme étant la seule source d'information du journaliste, notre analyse du nombre de type de sources révèle ici que près de deux tiers des articles mentionnent deux types de sources ou plus. Ainsi, bien que les sources politiques soient fortement présentes dans notre corpus, elles sont souvent mises en parallèle de sources provenant d'autres domaines d'activité.

Nous observons également que davantage de types de sources russes sont citées en Belgique,

alors que les sources ukrainiennes le sont plus au Québec. Ces résultats nous donnent des indications sur la provenance des discours politiques relayés par les journalistes et des populations contactées. Les sources militaires se font rares dans les articles étudiés, ce qui pourrait indiquer un lien avec les stratégies de communication des armées mises en place au fil du temps. Les sources issues de la population et du milieu journalistique ressortent le plus au Québec, comme nous l'avons également constaté pour le cadrage humanitaire.

La corrélation positive que nous observons entre les cadrages principaux et secondaires et les sources confirme les écrits du double processus qui relie les journalistes et leurs sources, dans lesquels Serrano (2013, p.152) nous parle de « co-construction de l'information ». Finalement, nous sommes à même de nous demander également si ce sont les sources à disposition du journaliste qui influencent les cadrages, ou si ce sont les cadrages, influencés par des logiques médiatiques, qui dirigent le choix des sources ?

Découlant des sources, nous nous sommes par la suite demandés « *par quel moyen de communication est-ce que les journalistes sollicitent leurs sources ?* ». Pour l'ensemble de notre corpus, nous remarquons que les entrevues et les conférences de presse et événements officiels sont les outils les plus utilisés par les journalistes. Ces résultats représentent les canaux d'information visibles dans les articles de presse, que les professionnels des médias choisissent probablement d'illustrer pour asseoir la crédibilité de leur propos. Nous observons néanmoins que de nombreuses informations écrites ne sont pas accompagnées d'une précision sur le canal d'information, ce qui nous amène à nous questionner sur le caractère commun ou non de cette constatation, en dehors du contexte étudié. Bien sûr, les journalistes ne sont pas tenus de divulguer, ni leurs sources, ni la provenance de leurs informations, et la loi garantit la protection de leurs sources dans les deux pays étudiés. Le communiqué de presse est à l'inverse le canal le moins utilisé. Nous avons vu que les relations entre les journalistes et les autres acteurs de la scène informationnelle en temps de conflit évoluent, et la reprise du discours direct n'est plus vraiment à l'ordre du jour dans les médias.

6.4 Conscients de leur rôle

Notre analyse qui tente de répondre à la question « « quels acteurs sont représentés ? » a révélé peu de dimensions particulières à l'une ou l'autre région de couverture médiatique, si ce n'est que les acteurs relevés suivent les tendances des cadrages, avec beaucoup plus d'acteurs issus de la population au Québec et un peu plus d'acteurs économiques en Belgique. Enfin, nous avons eu l'occasion de lire une dizaine d'articles traitant de la désinformation, de la couverture

médiatique internationale et des conditions des journalistes sur le terrain. Certains consistaient en des « méta reportages », les journalistes se mettant en scène et racontant leur histoire. Bien que ce ne soit pas l'objectif de notre recherche, cet éventail d'articles touchant directement à notre sujet d'étude montre que les professionnels de l'information ont conscience de leur rôle et de l'impact de leur travail dans ce contexte de conflit international.

Finalement, nous discernons des différences de cadrage et de sollicitation des sources dans les deux couvertures médiatiques, mais nous retenons que la comparaison entre deux systèmes médiatiques ne peut se limiter à leur géographie vis-à-vis des pays en conflit. Des facteurs d'intérêts économiques et sociaux, ainsi que les logiques de production médiatique de chaque journal est à prendre en compte. Bien qu'aucun des deux systèmes médiatiques ne soit clairement identifié comme directement lié à sa politique, la couverture médiatique du conflit que nous venons d'étudier montre une présence accrue des discours officiels, au travers des cadrages politiques, des sources politiques et des conférences de presse et événements officiels. Ceux-ci sont cependant souvent présentés en même temps que d'autres types de sources, ce qui assure une certaine diversité dans la sélection.

7. Conclusion

La littérature scientifique nous a éclairé sur l'importance de continuer à étudier la couverture médiatique des conflits internationaux au sein de différents systèmes médiatiques mondiaux. Nous avons démontré l'impact de la presse sur les opinions publiques internationales, à l'heure où ces dernières sont confrontées à une multiplication des discours et des plateformes de diffusion. Les concepts de cadrage et d'agenda médiatique ont guidé notre recherche.

La couverture médiatique de la guerre en Ukraine qui représente notre cas d'étude s'inscrit dans la continuité des évolutions technologiques et des relations stratégiques que les acteurs de la scène informationnelle opèrent entre eux en temps de conflit. Nous avons cherché à comprendre la manière dont les événements d'un même conflit sont encadrés dans deux systèmes médiatiques qui présentent des ressemblances culturelles et linguistiques, mais dont les intérêts nationaux et la proximité géographique avec le terrain de guerre diffèrent.

Au travers du développement de notre propre catégorisation, provenant à la fois de nos lectures et de nos données empiriques, la classification des sources par leur domaine d'activité et par leur origine nous a donné la possibilité d'en ressortir une analyse détaillée. Le calcul du nombre de type de sources a montré que les journalistes ont plutôt tendance à mobiliser des sources issues de différents domaines ou de diverses origines au sein d'un même article. La mise en

relation des cadrages avec les sources renforce le processus, évoqué dans les apports théoriques, qui se produit entre le journaliste et ses sources. Comparativement, un cadrage politique et économique a été identifié en Belgique, tandis qu'il est humanitaire et ensuite politique au Québec. Les cadrages épisodiques et thématiques sont divisés entre les quatre journaux, mais sur la totalité de notre corpus, le caractère épisodique ressort. De manière générale, la dimension politique est fortement présente, que ce soit dans les cadrages, les sources ou les acteurs.

Notre recherche comprend ses propres limites en matière de représentativité et de périodicité. Un corpus plus large et une comparaison des quinze premiers jours de la guerre avec une période actuelle permettrait d'élargir nos observations. Bien que nous ayons appliqué un modèle de grille systématique, la subjectivité que nous aurions pu émettre lors du codage est une autre frontière à notre analyse quantitative. Aussi, notre étude s'intéresse aux pratiques journalistiques, mais ne les met pas en relief de l'opinion publique nationale des journaux. Dans de futures recherches, nos résultats pourraient être mis en regard d'une analyse relevant de la dimension psychologique du cadrage, qui déterminerait par exemple la perception des Belges et des Québécois face aux récits véhiculés par leurs médias nationaux sur la guerre en Ukraine. A la vue de l'abondance des sources politiques, d'autres pourraient analyser les stratégies discursives et de persuasion (ethos, logos, pathos) utilisées par les journalistes afin d'examiner le degré de ressemblance entre le discours des journalistes et celui des autorités politiques.

Références

- Aalberg, T., Papathanassopoulos, S., Soroka, S., Curran, J., Hayashi, K., Iyengar, S., & Tiffen, R. (2013). International TV news, foreign affairs interest and public knowledge : A comparative study of foreign news coverage and public opinion in 11 countries. *Journalism Studies, 14*(3), 387-406.
- Adams, W. C. (1987). Mass media and public opinion about foreign affairs : A typology of news dynamics. *Political Communication, 4*(4), 263-278.
- Anne-Marie Provost, A. F.-P. (2022, février 28). Pourparlers en vue sur fond de tension nucléaire. *Le Devoir*. https://nouveau.eureka.cc/PdfLink/e3DxDCUeZ09hXGUrqc2rb2S_d32HQXsIJwa0_aAeBZQmi4oEpmJS0WUi5G6pLbZEGkUCoP_CsNyZJTEPTK11pA2
- Assous, S. (2022, juin 9). Conflit en Ukraine : les médias sociaux canadiens ciblés par une désinformation structurée. *Radio-Canada, ICI Alberta*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1889579/fausse-nouvelle-twitter-canad-guerre-ukrain>
- Audinet, M. (2018). *Diplomaties publiques concurrentielles dans la crise ukrainienne : Le cas de RT et Ukraine Today*.
- Audinet, M., & Marangé, C. (2021). La Russie : « l'espace informationnel » comme terrain de conflictualité. In C. Marangé (Éd.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique* (p. 115-136). Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.maran.2021.01.0115>
- Audureau, W., Maad, A., David, P., & Breteau, P. (2022, avril 12). Massacre de Boutcha : ce que l'on sait sur la découverte des corps de civils. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2022/04/05/guerre-en-ukraine-ce-que-l-on-sait-du-massacre-de-boutcha_6120745_4355770.html
- BAnQ. (s.d.). Eureka [Accédé : 2024-12-15].
- Boulanger, P. (2014). Médias et conflits armés. In *Géopolitique des médias : Acteurs, rivalités et conflits* (p. 225-262). Armand Colin.
- Brèves. (2022, mars 4). *La Libre Belgique*. https://nouveau.eureka.cc/PdfLink/e3DxDCUeZ09hXGUrqc2rb2S_d32HQXsIJwa0_aAeBZRb_hy_YgUvzOIro1ArvCslkA87b5AAhyA1479U5BDDdzE3CEQnTNnAcwlsXophiksNSzdCYGRjyg2
- Campion, B. (2022). L'Occident face à la propagande russe. *La Revue Nouvelle, 5*, 54-61. <https://doi.org/10.3917/rn.223.0054>

- Chong, D., & Druckman, J. N. (2007). A theory of framing and opinion formation in competitive elite environments. *Journal of Communication*, 57(1), 99-118.
- Chopin, T., & Lequesne, C. (2022). L'Union européenne dans un continent en guerre. *Politique étrangère*, 75-87. <https://doi.org/10.3917/pe.223.0075>
- Clément, J. (2010). Une influence plutôt indirecte sur la politique. *Revue internationale et stratégique*, 78, 75-79. <https://doi.org/10.3917/ris.078.0075>
- CNews, Le Monde, Libération, LCI... La Russie annonce bloquer l'accès à 81 médias européens sur son territoire. (2024). *Le Figaro*. <https://www.lefigaro.fr/medias/cnews-le-monde-liberation-lci-la-russie-annonce-bloquer-l-acces-a-81-medias-europeens-sur-son-territoire-20240625>
- collectif d'Acrimed, U. (2022, avril 14). *Médias et Ukraine : la guerre en continu*. <https://www.acrimed.org/Medias-et-Ukraine-la-guerre-en-continu>
- Coman, R., Crespy, A., Louault, F., Morin, J., Pilet, J., & Van Haute, É. (2022). Chapitre 7. L'analyse de discours et de contenu [<https://shs.cairn.info/methodes-de-la-science-politique--9782807337756-page-145?lang=fr>]. In *Méthodes de la science politique : De la question de départ à l'analyse des données* (p. 145-173). De Boeck Supérieur.
- Comment la communication de Volodymyr Zelensky agit sur le plan émotionnel*. (2023). <https://www.lapresse.ca/international/europe/2023-02-15/comment-la-communication-de-volodymyr-zelensky-agit-sur-le-plan-emotionnel.php>
- Condamner la guerre en Ukraine. (2022, mars 2). *Le Devoir*. https://nouveau.eureka.cc/PdfLink/e3DxDCUeZ09hXGUrqc2rb2S_d32HQXsIJwa0_aAeBZSM1h4FmVJejY3YPeo2edXJt2gPyWD_ySQYtVHAkjrVBg2
- Cousineau, M.-E. (2022, mars 10). Face à l'enfer en Ukraine, l'impuissance des soignants. *Le Devoir*. https://nouveau.eureka.cc/PdfLink/e3DxDCUeZ09hXGUrqc2rb2S_d32HQXsIJwa0_aAeBZS2XIUuhP9DxWE54FANJEfXZwStG5-qSRIOtDnXkIfSyw2
- De Bonville, J. (2006). *L'analyse de contenu des médias : De la problématique au traitement statistique*. De Boeck Université. <https://doi.org/10.3917/dbu.bonvi.2006.01>
- Décryptage : Guerre en Ukraine, à Bakhmout "il y a de la propagande côté russe mais aussi côté ukrainien". (2023). *La Dépêche.fr*. <https://www.ladepeche.fr/2023/05/23/decryptage-guerre-en-ukraine-a-bakhmout-il-y-a-de-la-propagande-cote-russe-mais-aussi-cote-ukrainien-11211858.php>

- Deglise, F. (2023, mars 17). La Cour pénale internationale lance un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/monde/europe/785762/la-cour-penale-internationale-emet-un-mandat-d-arret-contre-vladimir-poutine>
- Delcambre, I. (2004). Cadre et cadrage discursifs : problèmes d'écriture théorique. *Pratiques : linguistique, littérature, didactique*, 121-122, 45-57. <https://doi.org/10.3406/prati.2004.2031>
- Derville, G. (2013). *Le pouvoir des médias* (4^e éd.). Presses universitaires de Grenoble.
- discordances russes, L. (2022, février 26). Trois niveaux de fragilité. *La Libre Belgique*. https://nouveau.eureka.cc/PdfLink/e3DxDCUeZ09hXGUrqc2rb2S_d32HQXsIJwa0_aAeBZQ4pUUgYaor2aJLhss40u6vLMRQQZLUCcAxQ-g59m4CffbuwwaVVeeA_o6eTLUFia6MMH7A2HRn4duGx15Hbr0
- Entman, R. M. (1993). Framing : Toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51-58.
- Fontanel, J. (2023). La guerre et la menace de guerre nucléaire comme instruments diplomatiques et stratégiques d'une Russie autocratique en quête de sécurité et de puissance. *Cahiers de l'Espace Europe*, 27, 1-28. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-04140130>
- France-Presse, J.-L. B. A. (2022, février 28). « Je ne peux pas rester à ne rien dire ». *Le Devoir*. https://nouveau.eureka.cc/PdfLink/e3DxDCUeZ09hXGUrqc2rb2S_d32HQXsIJwa0_aAeBZQmi4oEpmJS0WUi5G6pLbZEebcb6w6WPeRRTS2rQGuBpw2
- Gemenne, F., & Thiollet, H. (2022). L'accueil des réfugiés ukrainiens et l'universalité du droit d'asile. *Hommes & Migrations*, 1337, 180-184. <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.14062>
- Gorin, V. (2013). La couverture médiatique de la guerre civile du Biafra au regard des enjeux humanitaires dans les médias français, suisses et américains (1967-1970). *Le Temps des médias*, 21, 176-195. <https://doi.org/10.3917/tm.021.0176>
- Grasland, C., Lamarche-Perrin, R., Loveluck, B., & Pecout, H. (2016). L'agenda géomédiatique international : analyse multidimensionnelle des flux d'actualité. *L'Espace géographique*, 45(1), 25-43. <https://doi.org/10.3917/eg.451.0025>
- Guerre en Ukraine*. (s. d.). <https://www.courrierinternational.com/sujet/guerre-en-ukraine>
- Hanley, H. W., Kumar, D., & Durumeric, Z. (2023). "A Special Operation" : A Quantitative Approach to Dissecting and Comparing Different Media Ecosystems' Coverage of the

- Russo-Ukrainian War. *Proceedings of the International AAAI Conference on Web and social media*, 17, 339-350.
- Hayes, D., & Guardino, M. (2010). Whose views made the news? Media coverage and the march to war in Iraq. *Political Communication*, 27(1), 59-87.
- Herbecq, J.-F. (2023, février 6). Vers une Troisième guerre mondiale ? Quels scénarios possibles pour la guerre en Ukraine à presque un an de l'invasion russe ? *RTBF*. <https://www.rtbf.be/article/vers-une-troisieme-guerre-mondiale-quels-scenarios-possibles-pour-la-guerre-en-ukraine-a-presque-un-an-de-linvasion-russe-11147111>
- Horten, G. (2011). The mediatization of war : A comparison of the American and German media coverage of the Vietnam and Iraq Wars. *American Journalism*, 28(4), 29-53.
- Iyengar, S. (1994). *Is Anyone Responsible ? : How Television Frames Political Issues*. University of Chicago Press.
- Janvier, A. (2007). *Les grands reporters – Du mythe à la (parfois) triste réalité*. L'Harmattan.
- Jean, S., & Jégourel, Y. (2022). Les effets de la guerre en Ukraine sur les marchés mondiaux de matières premières. *Revue d'économie financière*, 147, 243-255. <https://doi.org/10.3917/ecofi.147.0243>
- Klen, M. (2023). Les reporters de guerre. *Revue Défense Nationale*, 858, 104-108. <https://doi.org/10.3917/rdna.858.0104>
- Koch, S. (2024). Russie-Ukraine : la ligne de front cybernétique ou la guerre sans restriction à l'ère numérique. *Revue Défense Nationale*, 867, 54-59. <https://doi.org/10.3917/rdna.867.0054>
- Konohovs, A. (2022). Censure en temps de guerre : Les médias russes à l'heure de l'invasion de l'Ukraine. *La Revue Nouvelle*, 5, 48-53. <https://doi.org/10.3917/rn.223.0048>
- La Libre Belgique. (2005). Quelle est la ligne éditoriale de La Libre Belgique ? [Accédé : 2024-12-15].
- La Presse : Infos sur les journaux*. (2025, janvier 5). [%5Curl%7Bhttps://www.lapresse.be/ressources-pedagogiques/infos-sur-les-journaux/%7D](https://www.lapresse.be/ressources-pedagogiques/infos-sur-les-journaux/)
- l'Agence France-Presse, J.-L. B. (2022, mars 9). Les Ukrainiens n'ont pas dit leur dernier mot. *Le Devoir*. https://nouveau.eureka.cc/PdfLink/e3DxDCUeZ09hXGUrqc2rb2S_d32HQXsIJwa0_aAeBZShO2AXQhXrHfIDj8WD7yiSJYGw5z_fKLQ6ousCX9SufQ2

- Lagneau, E., Nicey, J., Palmer, M., & Rebillard, F. (2013, avril 15). La dynamique sociale des sources et flux des nouvelles. *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo*, 2(1). <http://surlejournalisme.com/rev>
- Lalancette, M., & Lamy, M. (2020, avril 3). Enjeux de l'éclipse médiatique provoquée par la COVID-19. *Options Politiques*. <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/avril-2020/enjeux-de-leclipse-mediatique-provoquee-par-la-covid-19/>
- Lartigue, A. (2024, février 24). Guerre en Ukraine : les médias face à un conflit qui dure. *Radio France Internationale*. <https://www.rfi.fr/fr/europe/20240223-guerre-en-ukraine-les-m%C3%A9dias-au-d%C3%A9fi-de-la-lassitude-de-l-opinion>
- Le Devoir : Pourquoi contribuer ?* (2025, janvier 5). [%5Curl%7Bhttps://www.jesoutiensledevoir.com/fr/pourquoi-contribuer/%7D](https://www.jesoutiensledevoir.com/fr/pourquoi-contribuer/)
- Le Soir. (2022). Le Belge lit moins de journaux sauf Le Soir [Accédé : 2024-12-15].
- Leconte, R., Toureille, É., & Grasland, C. (2020, janvier 8). La production médiatique d'une « crise migratoire ». *Socio-anthropologie*, 40, 181-199. <https://doi.org/10.4000/socio-anthropologie.6235>
- Lefebvre, M. (2023, janvier 9). L'Union européenne face à la guerre en Ukraine : la puissance libérale et ses limites. *Fondation Robert Schuman, Question d'Europe*, (651). <https://server.www.robert-schuman.eu/storage/fr/doc/questions-d-europe/qe-651-fr.pdf>
- Lemarier-Saulnier, C. (2016). Cadrer les définitions du cadrage : une recension multidisciplinaire des approches du cadrage médiatique. *Canadian Journal of Communication*, 41(1). <https://doi.org/10.22230/cjc.2016v41n1a3010>
- Les frères ennemis. (2022, février 26). *Le Devoir*. https://nouveau.eureka.cc/PdfLink/e3DxDCUeZ09hXGUrqc2rb2S_d32HQXsIJwa0_aAeBZTopN2UiSHb48t1nWc92nq8YtR6AKhGD1Feqq6fpfGK3g2
- M. F., A. (2022, mars 29). Guerre en Ukraine : Les 3.000 journalistes sur place se livrent aussi « une guerre de l'information ». *20minutes.fr*. <https://www.20minutes.fr/monde/3261767-20220329-guerre-ukraine-3000-journalistes-place-livrent-aussi-guerre-information>
- Maillard, A. (2022, novembre). Guerre en Ukraine : le traitement médiatique en trois questions. *Site Romand de l'éducation aux médias*. https://bdper.plandetudes.ch/uploads/ressources/14582/Guerre_en_Ukraine_le_traitement_mediatique_en_3_questions.pdf
- Marthoz, J. (2018a, septembre). *Journalisme international*. De Boeck Supérieur.
- Marthoz, J. (2018b, octobre). *En première ligne : Le journalisme au cœur des conflits*. Mardaga.

- Martinez, M., Ruellan, D., & Yaméogo, L. (2022). Reportages de guerre : Introduction. *Sur Le Journalisme, About Journalism, Sobre Jornalismo*, 11(1), 6-9. <https://doi.org/10.25200/SLJ.v11.n1.2022.470>
- Mazzucchi, N. (2021). L'arme de l'information dans les conflits armés. In C. Marangé (Éd.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique* (p. 35-54). Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.maran.2021.01.0035>
- McCombs, M. (2005). A look at agenda-setting : Past, present and future. *Journalism studies*, 6(4), 543-557.
- McCombs, M. E., & Shaw, D. L. (1972). The Agenda-Setting Function of Mass Media. *Public opinion quarterly*, 36, 176-187. <https://doi.org/10.1086/267990>
- M.D.M. (2022, mars 4). Des ONG appellent au boycott du pétrole et du gaz russes. *Le Soir*. https://nouveau.eureka.cc/PdfLink/e3DxDCUeZ09hXGUrqc2rb2S_d32HQXsIJwa0_aAeBZSkA6DcPhW6Uqa1yvu4cwRAkYe7y5XUgPVVMdm1qSDNCg2
- Ménard, I. (2022, mars 16). La couverture médiatique de la guerre en Ukraine est-elle disproportionnée ? *Radio-Canada, Dans la mosaïque*. <https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/dans-la-mosaïque/segments/entrevue/394441/guerre-russie-ukraine-media-couverture-magali-deleuze>
- Mercier, A. (2005). Quelle place pour les médias en temps de guerre ? *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, 87, 233-243. https://international-review.icrc.org/sites/default/files/irrc_860_mercier.pdf
- Neveu, E. (2005). Comparing Media Systems. *Réseaux*, 6(134), 280-283. <https://shs.cairn.info/revue-reseaux1-2005-6-page-280?lang=fr>
- Nygren, G., Glowacki, M., Hök, J., Kiria, I., Orlova, D., & Taradai, D. (2018). Journalism in the crossfire : Media coverage of the war in Ukraine in 2014. *Journalism Studies*, 19(7), 1059-1078.
- Oleinik, A. (2024). War propaganda effectiveness : a comparative content-analysis of media coverage of the two first months of Russia's invasion of Ukraine. *Atlantic Journal of Communication*, 32(4), 526-544.
- PARÉ, É. (2022, mars 9). Variations sur une même guerre. *Le Devoir*. https://nouveau.eureka.cc/PdfLink/e3DxDCUeZ09hXGUrqc2rb2S_d32HQXsIJwa0_aAeBZShO2AXQhXrHfIDj8WD7yiSxeZcH6FFLocBDWxw8Hx66Q2

- Pettineo, C. (2023, décembre 13). ÉTUDE INA – Le conflit israélo-palestinien a-t-il « détourné l'attention » de la guerre en Ukraine? *La Revue des médias*. <https://larevuedesmedias.ina.fr/conflit-israel-hamas-detourne-attention-guerre-ukraine>
- Québec prolonge jusqu'en 2028 la couverture des réfugiés ukrainiens par la RAMQ. (2024). *Radio Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2127015/ukrainiens-guerre-ramq-refugies-ministre-dube>
- Qui sont ces anonymes qui signent des articles sur notre site? (2025, janvier 5). <https://www.rtf.be/article/qui-sont-ces-anonymes-qui-signent-des-articles-sur-notre-site-info-10844002%7D>
- Ringoot, R. (2014). *Chapitre IV. Le discours des sources*. Armand Colin.
- Rossel, G. (s. d.). *Le Soir* [Accédé : 2024-12-15].
- Roumanos, R., & Deuff, O. L. (2022). Les défis de l'investigation journalistique en sources ouvertes. *Multitudes*, 89(4), 67-74. <https://doi.org/10.3917/mult.089.0067>
- RSF Belgique. (2025, janvier 5). <https://rsf.org/fr/pays/belgique%7D>
- Ruellan, D. (2016). Reportères de guerre. *Travail, genre et sociétés*, 36, 61-78. <https://doi.org/10.3917/tgs.036.0061>
- Ruiz, S. R. (2024, mars 7). La Suède rejoint officiellement l'Otan ce jeudi : comprendre les enjeux en 5 questions. *L'Echo*. <https://www.lecho.be/economie-politique/europe/general/la-suede-rejoint-officiellement-l-otan-ce-jeudi-comprendre-les-enjeux-en-5-questions/10531802.html>
- Sauce, P. (2023). Raconter la guerre sur BFMTV, un défi en continu. *Revue Défense Nationale*, 2(857), 61-65. <https://doi.org/10.3917/rdna.857.0061>
- Serrano, Y. (2013). Journalisme par temps de guerre civile : Aux frontières discursives de la production d'information. *Politiques de communication*, 1, 151-180. <https://doi.org/10.3917/pdc.001.0151>
- Serrano, Y. (2018). Guerre et post-conflit en Colombie : une réflexion sur la neutralité journalistique. *Les cahiers du journalisme*, 2(1), R65-R77. <https://cahiersdujournalisme.org/V2N1/CaJ-2.1-R065.pdf>
- Tardis, M. (2023). La guerre en Ukraine et la politique européenne de l'asile (N. Sarthou-Lajus, Éd.). *Études*, 7-16. <https://doi.org/10.3917/etu.4305.0007>
- Teisseire, L. (2010). Place et rôle des médias dans les conflits. *Revue internationale et stratégique*, 78, 91-95. <https://doi.org/10.3917/ris.078.0091>

- Thibault, S., Bastien, F., Gosselin, T., Brin, C., & Scott, C. (n.d.). Is There a Distinct Quebec Media Subsystem in Canada? Evidence of Ideological and Political Orientations among Canadian News Media Organizations. *Canadian Journal of Political Science*, 53(3), 638-657. <https://doi.org/10.1017/S0008423920000189>
- Tumber, H. (2009). Covering war and peace. In K. W.-J. Hanitzsch (Éd.), *The Handbook of Journalism Studies*. Taylor & Francis Group. <https://doi.org/10.4324/9780203877685>
- Ukraine : la guerre de communication du président Zelensky*. (2022). <https://information.tv5monde.com/international/ukraine-la-guerre-de-communication-du-president-zelensky-1264811>
- Valkenburg, P. M., Semetko, H. A., & de Vreese, C. H. (1999). The effects of news frames on readers' thoughts and recall. *Communication Research*, 26(5), 550-569. <https://doi.org/10.1177/009365099026005002>
- Vladimir Poutine, itinéraire d'un va-t-en-guerre. (2022, février 26). *La Libre Belgique*. http://nouveau.eureka.cc/PdfLink/e3DxDCUeZ09hXGUrqc2rb2S_d32HQXsIJwa0_aAeBZQ4pUUgYaor2WFNQ7M6zY8gFXhhNNddlYr5Hf0_8rv7b3O9ExxQQkZ65mIMWOfBdxVziGqQ7Ue9pnU5SdtK0wjO0
- What is the Doppelganger operation? List of resources. (2024). *EU Disinfo Lab*. <https://www.disinfo.eu/doppelganger-operation/>
- Yates, J. (2022, mars 6). La guerre de l'information, façon ukrainienne. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1866800/analyse-guerre-information-facon-ukrainienne>

A. Grille d'analyse

A.1 Catégorie 1 : Informations relatives au document médiatique

No	Variable	Valeurs	Explications
1.1	No du document	<i>Indiquer le n° du document</i>	Utiliser le n° indiqué dans le titre du fichier
1.2	Nb de mots	<i>Indiquer le nombre de mots</i>	Utiliser le nombre de mots indiqué dans le fichier
1.3	Date de publication	<ol style="list-style-type: none">1. 24 février2. 25 février3. 26 février4. 27 février5. 28 février6. 1er mars7. 2 mars8. 3 mars9. 4 mars10. 5 mars11. 6 mars12. 7 mars13. 8 mars14. 9 mars15. 10 mars	Se baser sur les informations présentées avant le titre de l'article.
1.4	Journal	<ol style="list-style-type: none">1. Le Soir2. La Libre Belgique3. Le Journal de Montréal4. Le Devoir	Inscrire le nom du média indiqué dans le titre du fichier.

1.5	1 ^{er} auteur	<ol style="list-style-type: none"> 1. Journaliste d'information 2. Journaliste d'opinion / Chroniqueur 3. Agences de presse 4. Non professionnels de l'information 5. Non spécifié 	<p>Inscrire le type d'auteur de l'article. Parfois, l'information se trouve en dessous du titre ou au début de l'article. Mais souvent, il est nécessaire de rechercher plus d'informations externes sur le profil de l'auteur (Site du média, LinkedIn...).</p> <p><u>Précisions sur les catégories :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Journaliste d'information : Les auteurs considérés comme des journalistes d'information regroupent l'ensemble des journalistes en rédaction, des envoyés spéciaux et des journalistes de terrain*. <i>Exemples d'informations trouvées</i> : « Rédacteur en chef » ; « Généraliste » ; « Journaliste surnuméraire » ; « Cheffe du pôle international » ; « Correspondant à Kiev depuis 2013 » ; « Pôle Monde » ; « Business Reporter » ... 2. Journaliste d'opinion / Chroniqueur : Les auteurs considérés comme des journalistes d'opinion ou des chroniqueurs regroupent les professionnels de l'information qui mettent de l'avant leur opinion sur un sujet d'actualité. La mention « Opinion » ou « Édito » ** peut parfois figurer sous le titre de l'article, et dans certains cas être le seul indice de cette catégorisation. 3. Agences de presse : La ou les agence(s) d'où sont issus les auteurs du texte peuvent être mentionnée(s) sous le nom de l'auteur principal de l'article ou entre parenthèses à la fin de l'article. <i>Exemples</i> : L'AFP, l'Agence QMI, Belga, la Presse Canadienne... 4. Non professionnels de l'information : Les auteurs considérés comme non professionnels de l'information englobent les lettres ouvertes de citoyens, de personnes relevant du domaine académique ou artistique. Leurs articles se trouvent parfois dans des sections nommées "débats" ou "opinions". <i>Exemples</i> : professeur d'université, chercheur, politologue, senior fellow d'un institut diplomatique, chanteuse... 5. Non spécifié : L'auteur de l'article pourrait ne pas être spécifié, si aucune information sur celui-ci n'est trouvée, ou s'il est représenté par des initiales non reconnaissables. <p>* Les journalistes travaillant en rédaction et les journalistes travaillant sur le terrain ont été regroupés sous la même catégorie « journaliste d'information », car leur possible différenciation repose sur des indices trouvés dans le texte ou sur Internet, mais ne sont pas des marqueurs systématiques. Ceux-ci pourraient ne plus être à jour ou ne pas fidèlement représenter le lieu de production de l'article. De plus, le terme « journaliste de terrain » ne renvoie pas forcément au terrain de guerre en Ukraine, mais peut par exemple renvoyer à un journaliste indépendant basé à Varsovie menant des interviews de terrain en Pologne et en Lituanie (article n° 297).</p> <p>** « Article de fond, commentaire, signé ou non, qui exprime, selon le cas, l'opinion d'un journaliste ou celle de la direction ou de la rédaction du journal, de la radio ou de la télévision. (Abréviation familière : édito.) » (Larousse, s.d.)</p>
-----	------------------------	---	---

1.6	2 ^{ème} auteur	<ul style="list-style-type: none"> 0. Aucun 1. Journaliste d'information 2. Journaliste d'opinion / Chroniqueur 3. Agences de presse 4. Non professionnels de l'information 5. Non spécifié 	<p>Cette catégorie est seulement utilisée dans le cas d'une mention de deux auteurs. Autrement, elle correspondra à (0).</p> <p><u>Précisions sur les catégories</u> : Idem que 1.5 (section précédente).</p> <ul style="list-style-type: none"> — Dans le cas où l'article mentionne en tant qu'auteurs « Le Journal et l'AFP », nous codons « Non spécifié » en 1er auteur et « Agences de presse » en 2ème, car le nom du journaliste n'est pas spécifié. — Dans le cas où le nom de deux journalistes du journal sont mentionnés ainsi que l'AFP, nous codons « Journaliste d'information » en 1er auteur et « Agences de presse » en 2ème auteur. — Dans le cas où l'article mentionne le nom d'un journaliste appartenant au journal « en collaboration spéciale », nous codons « Journaliste d'information » en 1er auteur et « Non spécifié » en 2ème auteur. — Dans le cas où l'article mentionne un ou plusieurs journalistes de l'AFP plus le terme « AFP », nous regroupons simplement cette précision sous « Agences de presse » en tant que 1er auteur.
-----	-------------------------	---	---

A.2 Catégorie 2 : Cadrage opéré par l'auteur dans le texte

No	Variable	Valeurs	Explications
----	----------	---------	--------------

2.1	Type de cadrage	<p>1. Épisodique</p> <p>2. Thématique</p>	<p>1. Le cadrage épisodique fait ici référence à un focus réalisé</p> <ul style="list-style-type: none"> — sur un ou plusieurs évènements précis (concernant parfois un lieu particulier, des chiffres); — et/ou sur l’histoire récente d’une seule ou de quelques personnes. <i>Exemple : la majorité des citations de l’article proviennent de la même source ;</i> — et/ou sur le récit détaillé des évènements se déroulant sur le terrain de guerre. <i>Exemples : « la Russie attaque l’Ukraine »; « en fin de soirée »; « sont en train d’être attaquées »; « pleuvent dans le ciel depuis maintenant 2 jours »;</i> — et/ou avec des marqueurs de temporalité au présent. <i>Exemples : « maintenant », « survenu tôt ce matin », « nous publions aujourd’hui », « dimanche » (veille de la sortie de l’article) mentionné 11 fois mais évoquant divers évènements précis et récents.</i> <p>2. Le cadrage thématique fait ici référence à un focus réalisé</p> <ul style="list-style-type: none"> — sur une thématique de manière générale avec diverses temporalités, différents évènements <i>Exemple : l’histoire de l’OTAN depuis 70 ans;</i> — et/ou sur l’histoire générale d’une seule personne <i>Exemple : le portrait de Zelensky ;</i> — et/ou avec des réflexions, des pensées philosophiques. <i>Exemple : un poème sur le thème de la guerre et de l’humanité ;</i> — et/ou avec des liens et comparaisons avec le passé, avec d’anciens dirigeants : on cherche à comprendre les racines, les causes... — et/ou avec des prédictions axées sur le futur — et/ou avec des explications de concept <i>Exemple : concepts de science politique</i> <p>L’angle utilisé par l’auteur de l’article doit être pris en compte dans l’analyse du type de cadrage. <i>Exemple : Un article met en garde les parents concernant les photos de terrain de guerre publiées dans le journal un jour précis. Le marqueur de temporalité au présent nous indique un cadrage épisodique : « Certaines photos que nous publions aujourd’hui »</i></p> <p>Le type de cadrage est calculé par la représentation de chacun en termes de nombre de paragraphes. Dans le cas où l’espace serait également réparti entre un cadrage épisodique et thématique, c’est celui qui apparaît en premier qui est pris en compte. <i>Exemple : Un article relate des faits historiques sur le thème « les amis de la Russie » afin d’introduire un évènement précis : le vote à l’ONU réalisé à une date précise. Le nombre de paragraphes (4 concernant les « amis de la Russie » et 7 concernant le vote à l’ONU) nous indique un cadrage épisodique.</i></p>
-----	-----------------	---	--

2.2	Cadrage principal	<ol style="list-style-type: none"> 1. Politique 2. Militaire 3. Économique 4. Humanitaire 5. Informationnel 6. Judiciaire 7. Autre 	<p>Inscrire le cadrage principal de l'article en utilisant l'information fournie dans le texte analysé.</p> <p><u>Précisions sur les catégories :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Politique : Le cadrage politique renvoie <ul style="list-style-type: none"> — A la politique du pays du journal (belge ou canadienne) ou internationale (pays en guerre ou autre) ; — A la politique interne (ex : réflexions sur la politique aux USA) ou externe ; — Aux motivations, stratégies et objectifs de guerre ; — Aux actions des dirigeants (y compris les sanctions) ; — Aux idéologies et réflexions autour de la manière de caractériser la guerre ; — Aux réflexions autour de la situation des relations entre les États (ex : « amis de Moscou ») ; — Au caractère historique (ex : Holodomor, article 291) ou à la comparaison entre chefs d'États actuels et anciens ; — Aux liens entre l'Église orthodoxe et le pouvoir politique russe. 2. Militaire : Le cadrage militaire renvoie <ul style="list-style-type: none"> — Aux évènements, stratégies et actions concernant le terrain de guerre — A la gestion du conflit armé (ex : déclarations de guerre, livraisons d'armes) — A des éléments tangibles : le territoire, la zone aérienne... , et du vocabulaire de combat utilisé dans ce cadre (ex : soldats, troupes, militaires, "se battre"...) 3. Économique : Le cadrage économique renvoie <ul style="list-style-type: none"> — A l'économie nationale du pays ou l'économie internationale — A la thématique des équipements militaires : coûts, dépendances, fabrications locales, revendications territoriales... — A la thématique de l'énergie (pétrole, gaz...) : ressources énergétiques de chaque pays, dépendances, approvisionnements... — A l'industrie du voyage 4. Humanitaire : Le cadrage humanitaire renvoie à tout ce qui a attrait à l'humain, aux populations et à leur sensibilité <ul style="list-style-type: none"> — Le contexte des civils : l'adaptation quotidienne, les difficultés administratives (359), leur point de vue, la santé mentale, la résilience (ex : témoignages d'ukrainiens, de belges expatriés), la question des réfugiés, les conséquences de l'appauvrissement, la discrimination à l'égard de certaines communautés — Les victimes de la guerre
-----	-------------------	---	--

- Les réflexions philosophiques sur la guerre (ex : imagination d'un dialogue entre une mère et son fils au sujet de la guerre et des humains – 335 ; pensée sur la guerre et ses victimes – 379..)
- Les réflexions sur la guerre et les enfants (ex : article qui met en garde sur les images du terrain de guerre diffusées par le journal – 237 ; lettre ouverte sur la manière de parler de la guerre aux enfants – 247)
- L'art et le soutien aux populations (ex : artiste québécoise – 193 ; artistes québécois qui se questionnent sur le maintien de leurs futures prestations en Russie - 308)

5. **Informationnel** : Le cadrage informationnel renvoie à des articles centrés sur la circulation de l'information :

- La désinformation (281)
- La propagande Ex : blocage de la chaîne Russia Today en Occident (302)
- Le renseignement occidental (381)
- La cybersécurité
- La promotion de la chaîne de télévision LN24 (La Libre).

6. **Judiciaire** : Le cadrage judiciaire renvoie par exemple

- Au droit international humanitaire
- Aux crimes de guerre

7. **Autre** : La catégorie « autre » renvoie à tous les autres sujets de cadrages présents pouvant se retrouver dans le corpus d'articles. Exemples :

- Environnement (ex : article hors sujet mentionnant le focus sur la guerre réalisé par les médias, mais dont le cadrage principal est le rapport du GIEC (343) ; question du nucléaire en Belgique (56))
- Sport
- Spatial
- Expérience journalistique sur le terrain (368)
-

Le **cadrage principal** d'un article renvoie au sujet principal sur lequel il est axé par l'auteur. Il est calculé par **la représentation de chacun en termes de nombre de paragraphes**. Dans le cas où l'espace serait également réparti entre deux cadrages, c'est celui qui apparaît en premier qui est pris en compte.

2.3	Cadrage secondaire	<ul style="list-style-type: none"> 0. Aucun 1. Politique 2. Militaire 3. Économique 4. Humanitaire 5. Informationnel 6. Judiciaire 7. Autre 	<p>Cette catégorie est seulement utilisée dans le cas de la présence d'un cadrage secondaire. Autrement, elle correspondra à (0). Le cadrage secondaire est le cadrage qui est moins présent que le cadrage principal dans le texte.</p> <p><u>Précisions sur les catégories :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 0. Aucun : Absence de cadrage secondaire si l'article n'est cadré que sur un seul sujet principal <p><i>Idem que 2.2 (section précédente)</i></p>
-----	--------------------	---	--

A.3 Catégorie 3 : Sources citées par l’auteur dans le texte

No	Variable	Valeurs	Explications
3.1	3.1.0 Aucune source citée	0. Absence 1. Présence	<p>3.1. Sources : Inscrire la présence ou l’absence de chaque type de source (personne ou organisme) citée en utilisant l’information fournie dans le texte. Les citations, qu’elles soient directes (recours aux guillemets) ou indirectes (reformulation des propos), permettent de différencier une source d’un acteur.</p> <p>(1); (2); (3); (4) Sources politiques : Les sources politiques incluent toute personne actuellement ou anciennement active en politique citées en tant que source (<i>exemples</i> : (ex-)ministres, (ex-) chefs d’État, (ex-) députés, (ex-) membres du gouvernement, (ex-) ambassadeurs. . .), tout organisme politique cité en tant que source (ex : autorités locales, conseil municipal, administration régionale, ministère, « sources gouvernementales » . . .), diplomates, ou militants politique.</p> <ol style="list-style-type: none"> Exemple : Volodymyr Zelensky Exemple : Vladimir Poutine, parfois cité sous divers appellations (« le maître du Kremlin », « individu halluciné »); Medvedev; militant politique : Alexeï Navalny. . . Exemples : Charles Michel, Justin Trudeau, Alexander De Croo; « malgré les appels du Devoir, le ministère Affaires mondiales Canada a préféré rester silencieux » Exemples : Donald Trump, Joe Biden, « Maison-Blanche »; Emmanuel Macron, Ursula von der Leyen; politiciens ou instances ministérielles d’Italie, d’Allemagne, d’Angleterre, du Japon, de la Pologne, de la Moldavie, de la Biélorussie. . . « Conseiller politique de la principale opposante biélorusse » ; <p>Dans le cas de la personnification des pays, la différenciation entre sources et acteurs se réalisera grâce à des prépositions ou des verbes :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Source = le pays communique un point de vue, une prise de position : Ex= « Selon Moscou et Minsk » ; « La Russie a réclamé » ; « Téhéran disait lundi » (prépositions/verbes de communication) — Acteur = le pays réalise une action concrète : « Moscou a signé » (verbes d’action). <p>Dans certains cas, la différenciation peut s’avérer plus subtile. Prenons par exemple la phrase « La Russie considère que. . . » suivie de « La France et l’Allemagne affichent. . . » : Le verbe afficher est un verbe d’action, mais est utilisé dans ce contexte par le journaliste pour éviter la répétition et introduire le point de vue de chaque pays, l’un à la suite de l’autre. Tous ces pays sont donc considérés comme des sources.</p>
	3.1.1 Sources politiques ukrainiennes	0. Absence 1. Présence	
	3.1.2 Sources politiques russes	0. Absence 1. Présence	
	3.1.3 Sources politiques du pays d’origine	0. Absence 1. Présence	
	3.1.4 Sources politiques d’autres pays	0. Absence 1. Présence	

3.1.5 Organisations politiques européennes	0. Absence 1. Présence	<p>(5) Organisations politiques européennes : Les sources d'organisations européennes incluent toute personne représentant l'Europe ou toute institution européenne citée en tant que source.</p> <ul style="list-style-type: none"> — Exemples « personnes » : Haut responsable de l'UE, diplomates européens, source diplomatique européenne à l'OTAN... : anonymes — Exemples « institution » : Conseil ministres européens ; Institutions européennes ; L'Union Européenne ; L'Europe ; l'Agence Européenne de la Sécurité Aérienne (EASA)
3.1.6 Organisations politiques internationales	0. Absence 1. Présence	<p>(6) Organisations politiques internationales : Les sources d'organisations internationales incluent toute personne représentant les organisations intergouvernementales (<i>ex : ambassadeur ukrainien ONU ; OMS ; OPEP ; GIEC...</i>) ou autres organisations internationales (<i>ex : OSCE</i>) ou groupement de pays internationaux (<i>ex : les pays du G7</i>)</p>
3.1.7 Militaires ukrainiens	0. Absence 1. Présence	<p>(7) ; (8) ; (9) ; (10) : Militaires : Les sources militaires sont toutes personnes reliées au domaine militaire ou organisation politico-militaire. Ex : Secrétaire général de l'OTAN ; Pentagone.</p>
3.1.8 Militaires russes	0. Absence 1. Présence	
3.1.9 Militaires pays d'origine	0. Absence 1. Présence	
3.1.10 Militaires autres pays	0. Absence 1. Présence	

3.1.11 Expert politique	0. Absence 1. Présence	<p>(11); (12); (13); (14); (15) Experts : Les personnes expertes sont tout experts ou analystes cités en tant que source.</p> <ul style="list-style-type: none"> — (11) Exemples : Politologue (professeur spécialiste des conflits armés); Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris; Thucydide; Spécialiste de l'espace post-soviétique; historien et expert sur la théologie politique... — (12) Exemple : Incluant la mention « selon les observateurs occidentaux » inscrite dans un paragraphe décrivant des actions militaires. — (13) Exemple : Analyste d'une société de services financiers du Royaume-Uni — (14) Exemples : Pédiatre social; Sociologue; Psychiatre — (15) Exemples : Expert de la sécurité et de la souveraineté de l'Arctique; Spécialiste (ou ancien) du renseignement; Expert de la désinformation; du droit international.
3.1.12 Expert militaire	0. Absence 1. Présence	
3.1.13 Expert économique	0. Absence 1. Présence	
3.1.14 Expert sociologique	0. Absence 1. Présence	
3.1.15 Autre type d'expert	0. Absence 1. Présence	

3.1.16 Milieu journalistique ukrainien	0. Absence 1. Présence	<p>(16); (17); (18); (19) Milieu journalistique : Le milieu journalistique inclut tout journaliste, groupe de médias ou porte-parole de chaîne de télévision cités en tant que source.</p> <ul style="list-style-type: none"> — (16) Exemple : Journaliste d'Interfax Ukraine (agence de presse) — (17) Exemple : Directrice chaîne de télé russe — (18) Exemple : Journaliste issu d'un média étudié ; journaliste pour « Les News 24 » ; pour TV5Monde. . . « NOUS » = le journal, les journalistes, la rédaction (237) — (19) Exemple : Photojournaliste du New York Times ; « Selon Forbes » ; « a dit à France Info » ; « interrogé par l'AFP » ; Porte-parole BBC <p><u>Si le pays du journal d'une source du milieu journalistique n'est pas spécifié = Milieu journalistique international</u></p>
3.1.17 Milieu journalistique russe	0. Absence 1. Présence	
3.1.18 Milieu journalistique du pays d'origine	0. Absence 1. Présence	
3.1.19 Milieu journalistique international	0. Absence 1. Présence	

3.1.20 Population ukrainienne	0. Absence 1. Présence	<p>(20); (21); (22), (23) Population : La population inclut les civils, réfugiés, citoyens. . .</p> <ul style="list-style-type: none"> — (20) Exemples : « ont raconté des témoins à l'AFP » ; employés ayant fui en Roumanie dans des chalets loués par leur entreprise. . . — (21) Exemples : « employé grande banque publique » ; « employée dans un groupe privé » ; « jeune mère de famille » — (22) Exemple : « Ressortissants belges » — (23) Exemple : Population biélorusse qui fuit son pays
3.1.21 Population russe	0. Absence 1. Présence	
3.1.22 Population du pays d'origine	0. Absence 1. Présence	
3.1.23 Autre population touchée	0. Absence 1. Présence	

3.1.24 Association et ONG ukrainienne	0. Absence 1. Présence	<p>(24); (25); (26); (27) Associations et ONG : Les sources associatives et les organisations non gouvernementales (ONG) regroupent toute personne ou nom d'organisations citées en tant que source.</p> <ul style="list-style-type: none"> — (24) Exemple : association ukrainienne locale — (25) Exemple : OVD Info (ONG indépendante russe des droits de l'Homme) — (26) Exemple : Présidente de l'Union des femmes ukrainiennes de Belgique — (27) Exemple : Président du Comité International de la Croix Rouge ; Reporters Sans Frontières ; Amnesty International ; « 25 ONG de 15 pays » ; Mouvement international Croix Rouge et Croissant Rouge
3.1.25 Association et ONG russe	0. Absence 1. Présence	
3.1.26 Association et ONG du pays d'origine	0. Absence 1. Présence	
3.1.27 Association et ONG internationales	0. Absence 1. Présence	

	3.1.28 Autre source ukrainienne	0. Absence 1. Présence	<p>(28); (29); (30); (31) Autres sources : La catégorie « autres sources » regroupe toutes les sources, que ce soient des personnes ou des organisations, ne se retrouvant pas dans les catégories précédentes.</p> <ul style="list-style-type: none"> — (28) Exemples : « Au moins vingt personnes ont été tuées dans des bombardements au centre-ville, selon des sources ukrainiennes »; « Selon les Ukrainiens, plus de 350 civils ont été tués depuis le début de l'offensive »; « Devant les terribles images et témoignages venant de l'Ukraine, et devant la répression vécue par les Russes qui s'opposent à la guerre menée par leur pays » (On ne sait pas de qui il s'agit précisément) Autre exemple : PDG d'une entreprise avec filiale en Ukraine — (29) Exemples : Le parquet général de Russie; homme d'affaires russe — (30) Exemples : directeurs d'agences de voyage; porte-parole CAA Québec; Bell; recensement; troupe de cirque; équipe metteur en scène — (31) Exemples : Ancienne procureure et procureur actuel de la Cour Pénale Internationale; Rapport Mythos Labs; ancien responsable services de renseignement israéliens; Utilisateur Twitter ayant 29 000 abonnés
	3.1.29 Autre source russe	0. Absence 1. Présence	
	3.1.30 Autre source pays d'origine	0. Absence 1. Présence	
	3.1.31 Autre source internationale	0. Absence 1. Présence	

3.2	3.2.1. Non spécifiée	0. Absence 1. Présence	<p>3.4 : Collecte des informations : Inscrire le type de collecte d'informations (c'est-à-dire les canaux par lesquels l'auteur va chercher l'information à la source), d'une ou de plusieurs informations sur base des mentions indiquées dans l'article.</p> <ol style="list-style-type: none"> Non spécifiée : La provenance d'une seule ou de plusieurs informations n'est pas indiquée dans l'article. <i>Ex : un article contient les propos d'une entrevue, d'un bilan RSF, et de 5 autres sources dont on ne connaît pas le processus de recherche d'information. La présence sera cochée pour les points 1,3 et 6.</i> Cette catégorie inclut les avis personnels (d'édito) et les points de vue (lettre ouverte d'historiens, de politologue) dont le processus de recherche d'information n'est pas spécifié. Communiqué de presse (<i>ex : « a indiqué le CA dans un communiqué »</i>) Document écrit ou site web d'une source officielle (<i>ex : bilan RSF ; site web du gouvernement ; lettre publique</i>) Médias sociaux numériques (<i>ex : Facebook, Twitter, Telegram</i>) Conférence de presse ou évènement officiel (<i>ex : « allocution » ; « lors de sa prestation de serment », « appel public »</i>). Entrevue : inclut tout type d'entrevue (sur le terrain, par téléphone, par vidéoconférence, à la télévision. . .) réalisée par le journal ou par une source relayée. (<i>Exemples de marqueurs : « rencontrée par le Devoir » ; « Le Devoir l'a joint lundi » ; les verbes « décode », « reprend », « tempère », « précise » dans le même article</i>) Autre : tout autre type de collecte de données non précédemment citée. <i>Ex : livre écrit par un journaliste célèbre</i>
	3.2.2. Communiqué de presse	0. Absence 1. Présence	
	3.2.3 Document écrit ou site web d'une source officielle	0. Absence 1. Présence	

	3.2.4 Médias sociaux numériques	0. Absence 1. Présence	
	3.2.5 Conférence de presse ou évènement officiel	0. Absence 1. Présence	
	3.2.6 Entrevue	0. Absence 1. Présence	
	3.2.7 Autre	0. Absence 1. Présence	

A.4 Catégorie 4 : Acteurs mis de l'avant par l'auteur dans le texte

No	Variable	Valeurs	Explications
4.1	Politiciens	0. Absence 1. Présence	Les acteurs « politiciens » incluent toute personne issue du milieu politique ou diplomatique ; toute institution politique ou diplomatique ; ou tout nom de pays réalisant une action (considérant que pour les noms de pays, ce sont leurs dirigeants qui mettent en œuvre les décisions politiques). <i>Exemples :</i> <ul style="list-style-type: none"> — <i>Staline, « gouvernement pro-occidental d'Ukraine », ambassade...</i> — <i>Les récits historiques : « les dirigeants ont toujours promu que... »</i> — <i>« les nations qui se font la guerre » ; « Une des rares modifications apportées par les Etats membres »</i> ...
4.2	Militaires	0. Absence 1. Présence	Les acteurs « militaires » incluent toute personne liée au domaine militaire ou organisation politico-militaire. <i>Exemples : OTAN (« alliance militaire ») ; « Insurgés pro-russes »</i>
4.3	Domaine économique	0. Absence 1. Présence	Les acteurs du « domaine économique » incluent tous les acteurs du monde économique. <i>Exemples :</i> <ul style="list-style-type: none"> — oligarques, hommes d'affaires, PDG d'une entreprise — banque centrale, agence de notation financière, banques ukrainiennes — géant pétrolier russe Loukoil — compagnies aériennes
4.4	Experts; Analystes	0. Absence 1. Présence	Les acteurs « experts » ou « analystes » incluent toute personne experte dans un domaine ou groupe de personnes expertes. <i>Exemples : article qui mentionne les sources ouvertes ('open source intelligence'); auteur qui dit « nous » donc il s'inclut dans les acteurs...</i>
4.5	Milieu journalistique	0. Absence 1. Présence	Les acteurs du « milieu journalistique » incluent tout professionnel de l'information ou tout média/groupe de média. <i>Exemples : l'auteur lui-même (auteur=acteur=source) dans le cas d'un « méta-reportage » ; le « nous » renvoyant aux journalistes de la rédaction (237) ; « la chaîne d'information russe RT » ; les groupes Bell et Rogers ; la BBC ; les médias indépendants russes...</i>

4.6	Civils; réfugiés; citoyens	0. Absence 1. Présence	<p>Les acteurs « civils », « réfugiés » ou « citoyens » englobent toute personne de la population civile. <i>Exemples :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> — « <i>peuple ukrainien</i> »; « <i>les Ukrainiens</i> »; « <i>nombre massif de victimes</i> »; « <i>manifestants</i> »; <i>employés en Ukraine</i>; <i>demandeurs d’asile</i>; « <i>100 000 Berlinois rassemblés</i> »... — <i>Parents, enfants, lecteurs québécois, clients des agences de voyage; histoire d’un hockeyeur québécois (acteur et source en même temps)</i> — <i>Quand l’auteur inclut le lecteur : « nous aurions dû » cocher Présence 4.5, 4.6</i>
4.7	ONG et organisations humanitaires	0. Absence 1. Présence	<p>Les acteurs « ONG » et organisations humanitaires regroupent toutes les organisations non gouvernementales et autres organismes ayant pour mission d’aider les personnes touchées par la guerre. <i>Ex : le président du Comité International Croix-Rouge; Amnesty Lab. . .</i></p>
4.7	Autre type d’acteur	0. Absence 1. Présence	<p>Les autres types d’acteurs sont toutes les autres personnes ou organismes mis de l’avant dans un article qui ne rentrent pas dans les catégories précédentes. <i>Exemples :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> — <i>le monde artistique : chanteur, metteur en scène, troupe de cirque, chef d’orchestre ;</i> — <i>le monde sportif;</i> — <i>la Cour Pénale Internationale;</i> — <i>le patriarche de Moscou; l’église orthodoxe d’Ukraine;</i> — <i>les forces de l’ordre (la police).</i>

B. Résultats

B.1 Date de publication

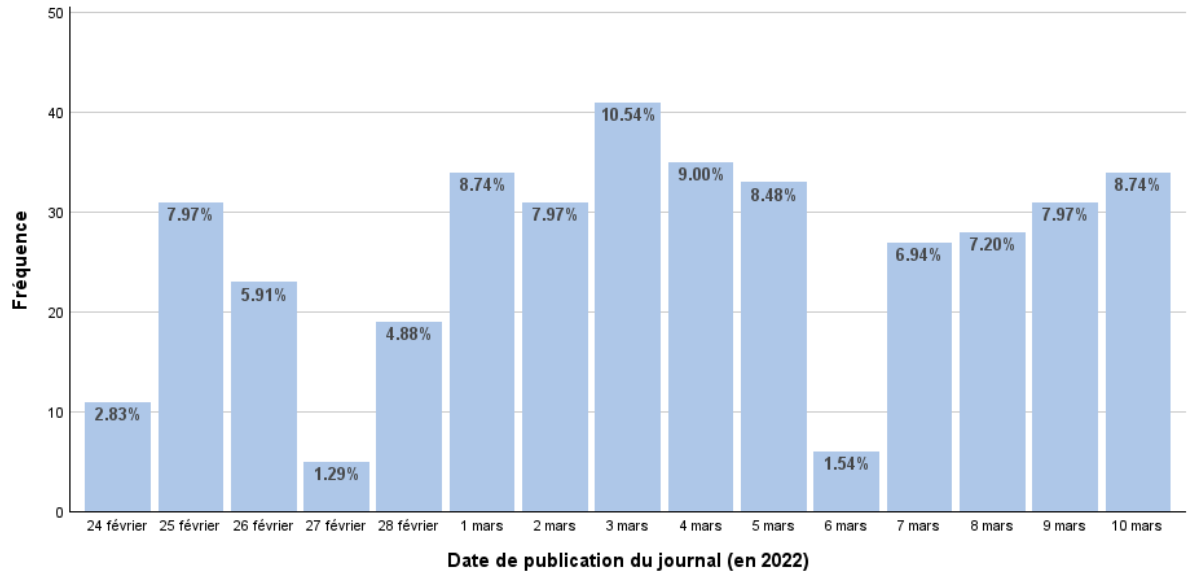


FIGURE 8 – Histogramme de la date de publication des articles

Moins de 3%

B.2 Fréquences des 31 sources

	N	Pourcentage
Absence de source	45	11.6%
Source politique ukrainienne	62	15.9%
Source politique russe	64	16.5%
Source politique du pays du journal	69	17.7%
Source politique d'autres pays	99	25.4%
Source organisation politique européenne	36	9.3%
Source organisation politique internationale	41	10.5%
Source militaire ukrainienne	6	1.5%
Source militaire russe	3	0.8%
Source militaire du pays du journal	3	0.8%
Source militaire internationale	17	4.4%
Source expert politique	61	15.7%
Source expert militaire	13	3.3%
Source expert économique	28	7.2%
Source expert sociologique	9	2.3%
Source autre type d'expert	20	5.1%
Source journalistique ukrainienne	9	2.3%
Source journalistique russe	10	2.6%
Source journalistique du pays du journal	21	5.4%
Source journalistique internationale	74	19.0%
Source population ukrainienne	33	8.5%
Source population russe	13	3.3%
Source population du pays du journal	16	4.1%
Source population internationale	11	2.8%
Source associative ukrainienne	5	1.3%
Source associative russe	5	1.3%
Source associative du pays du journal	16	4.1%
Source associative internationale	22	5.7%
Autre source ukrainienne	7	1.8%
Autre source russe	14	3.6%
Autre source du pays du journal	40	10.3%
Autre source internationale	51	13.1%
Total	923	237.3%

TABLE 19 – Tableau de fréquence des 31 sources (global)

	Pays du journal			
	Belgique		Québec	
	N	Pourcentage	N	Pourcentage
Absence de source	24	12.6%	21	10.6%
Source politique ukrainienne	29	15.3%	33	16.6%
Source politique russe	37	19.5%	27	13.6%
Source politique du pays du journal	35	18.4%	34	17.1%
Source politique d'autre pays	51	26.8%	48	24.1%
Source organisation politique européenne	28	14.7%	8	4.0%
Source organisation politique internationale	16	8.4%	25	12.6%
Source militaire ukrainienne	2	1.1%	4	2.0%
Source militaire russe	1	0.5%	2	1.0%
Source militaire du pays du journal	1	0.5%	2	1.0%
Source militaire internationale	9	4.7%	8	4.0%
Source expert politique	23	12.1%	38	19.1%
Source expert militaire	4	2.1%	9	4.5%
Source expert économique	19	10.0%	9	4.5%
Source expert sociologique	7	3.7%	2	1.0%
Source autre type d'expert	9	4.7%	11	5.5%
Source journalistique ukrainienne	5	2.6%	4	2.0%
Source journalistique russe	6	3.2%	4	2.0%
Source journalistique du pays du journal	6	3.2%	15	7.5%
Source journalistique internationale	28	14.7%	46	23.1%
Source population ukrainienne	10	5.3%	23	11.6%
Source population russe	5	2.6%	8	4.0%
Source population du pays du journal	7	3.7%	9	4.5%
Source population internationale	5	2.6%	6	3.0%
Source associative ukrainienne	3	1.6%	2	1.0%
Source associative russe	2	1.1%	3	1.5%
Source associative du pays du journal	6	3.2%	10	5.0%
Source associative internationale	10	5.3%	12	6.0%
Autre source ukrainienne	1	0.5%	6	3.0%
Autre source russe	11	5.8%	3	1.5%
Autre source du pays du journal	11	5.8%	29	14.6%
Autre source internationale	24	12.6%	27	13.6%
Total	435	228.9%	488	245.2%

TABLE 20 – Tableau de fréquence des 31 sources (par pays)

	Journal de l'article							
	Le Soir		La Libre Belgique		Le Journal de Montréal		Le Devoir	
	N	Pourcentage	N	Pourcentage	N	Pourcentage	N	Pourcentage
Absence de source	7	9.0%	17	15.2%	15	15.0%	6	6.1%
Source politique ukrainienne	8	10.3%	21	18.8%	15	15.0%	18	18.2%
Source politique russe	12	15.4%	25	22.3%	9	9.0%	18	18.2%
Source politique du pays du journal	23	29.5%	12	10.7%	13	13.0%	21	21.2%
Source politique d'autre pays	17	21.8%	34	30.4%	21	21.0%	27	27.3%
Source organisation politique européenne	13	16.7%	15	13.4%			8	8.1%
Source organisation politique internationale	8	10.3%	8	7.1%	8	8.0%	17	17.2%
Source militaire ukrainienne			2	1.8%	1	1.0%	3	3.0%
Source militaire russe			1	0.9%			2	2.0%
Source militaire du pays du journal			1	0.9%	2	2.0%		
Source militaire internationale	3	3.8%	6	5.4%	1	1.0%	7	7.1%
Source expert politique	10	12.8%	13	11.6%	12	12.0%	26	26.3%
Source expert militaire	4	5.1%			2	2.0%	7	7.1%
Source expert économique	7	9.0%	12	10.7%	3	3.0%	6	6.1%
Source expert sociologique	2	2.6%	5	4.5%	1	1.0%	1	1.0%
Source autre type d'expert	6	7.7%	3	2.7%	2	2.0%	9	9.1%
Source journalistique ukrainienne	3	3.8%	2	1.8%	1	1.0%	3	3.0%
Source journalistique russe	1	1.3%	5	4.5%	2	2.0%	2	2.0%
Source journalistique du pays du journal	2	2.6%	4	3.6%	12	12.0%	3	3.0%
Source journalistique internationale	13	16.7%	15	13.4%	28	28.0%	18	18.2%
Source population ukrainienne	4	5.1%	6	5.4%	15	15.0%	8	8.1%
Source population russe	2	2.6%	3	2.7%	5	5.0%	3	3.0%
Source population du pays du journal	3	3.8%	4	3.6%	6	6.0%	3	3.0%
Source population internationale	2	2.6%	3	2.7%	2	2.0%	4	4.0%
Source associative ukrainienne	2	2.6%	1	0.9%			2	2.0%
Source associative russe	1	1.3%	1	0.9%			3	3.0%
Source associative du pays du journal	2	2.6%	4	3.6%	4	4.0%	6	6.1%
Source associative internationale	2	2.6%	8	7.1%	4	4.0%	8	8.1%
Autre source ukrainienne	1	1.3%			3	3.0%	3	3.0%
Autre source russe	6	7.7%	5	4.5%	2	2.0%	1	1.0%
Autre source du pays du journal	5	6.4%	6	5.4%	15	15.0%	14	14.1%
Autre source internationale	14	17.9%	10	8.9%	12	12.0%	15	15.2%
Total	183	234.6%	252	225.0%	216	216.0%	272	274.7%

TABLE 21 – Tableau de fréquence des 31 sources (par journal)

B.3 Fréquences des acteurs

	N	Pourcentage
Acteur(s) politique(s)	302	77.6%
Acteur(s) militaire(s)	128	32.9%
Acteur(s) économique(s)	114	29.3%
Acteur(s) expert(s)	17	4.4%
Acteur(s) journalistique(s)	57	14.7%
Acteur(s) population(s)	236	60.7%
Acteur(s) associatif(s)	21	5.4%
Autre(s) type d'acteur(s)	86	22.1%
Total	961	247.0%

TABLE 22 – Tableau de fréquence des acteurs (global)

B.4 Nombre de mots

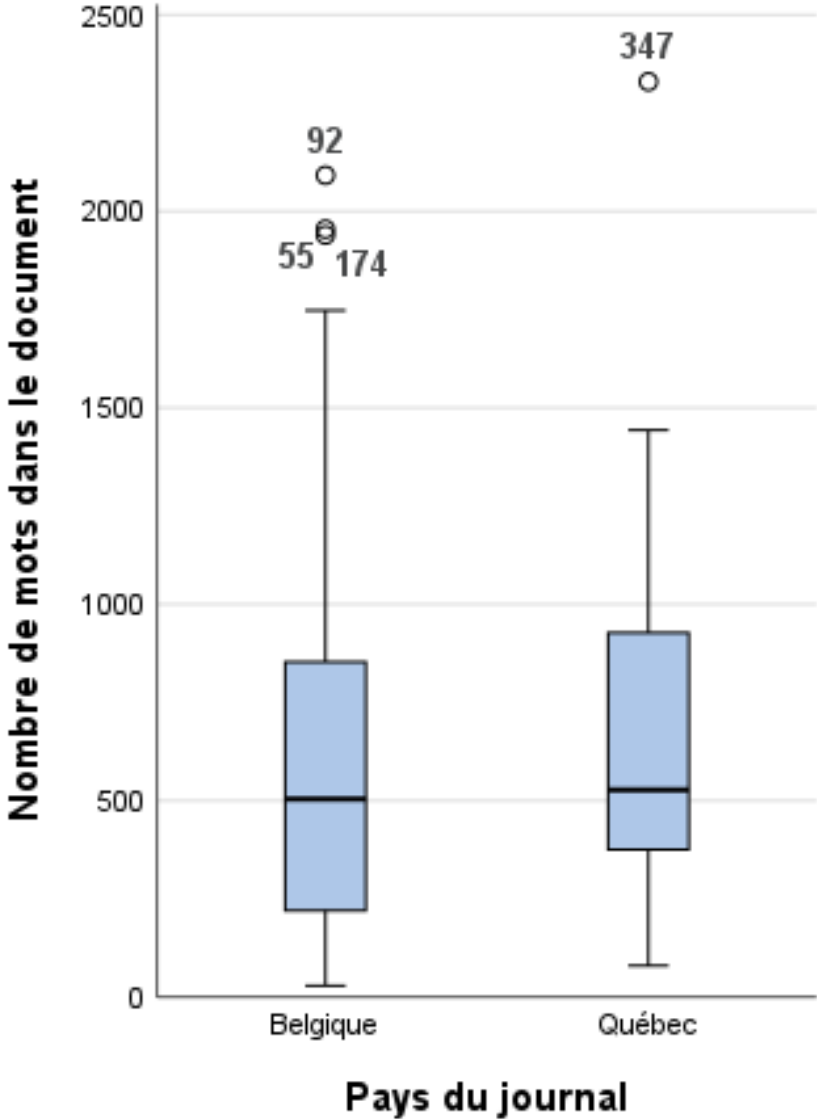


FIGURE 9 – Boite à moustache de nombre de mots (par pays)

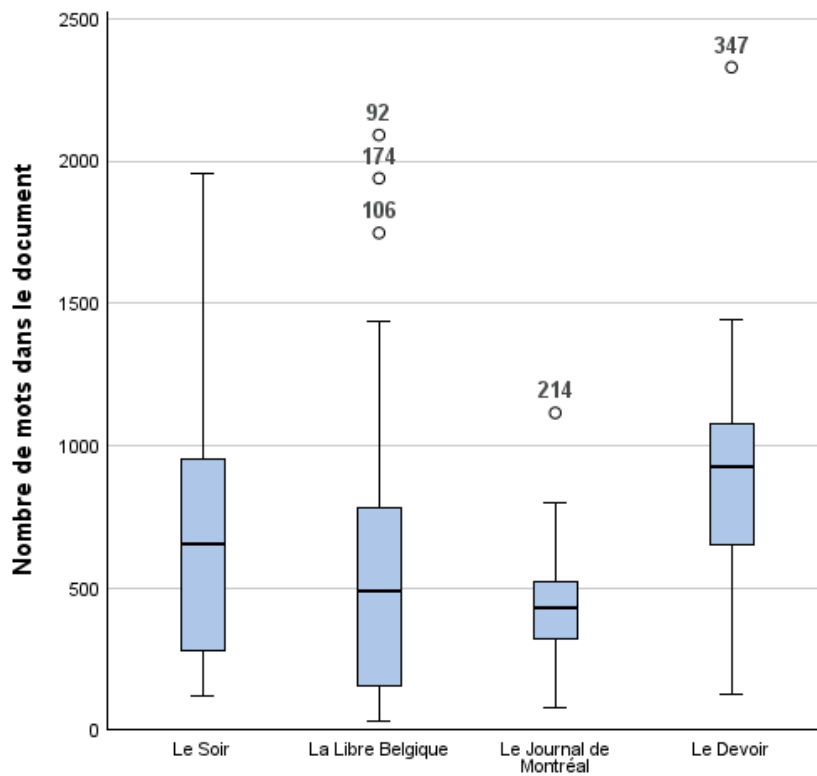


FIGURE 10 – Boîte à moustache de nombre de mots (par journal)

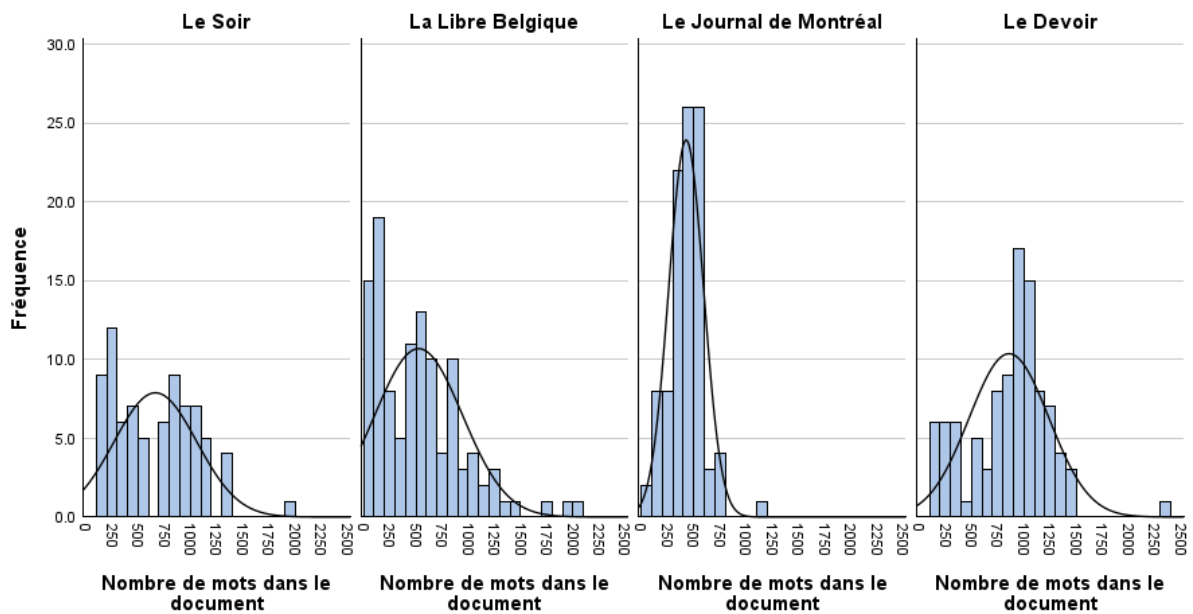


FIGURE 11 – Histogramme de nombre de mots (par journal)

B.5 Date de publication

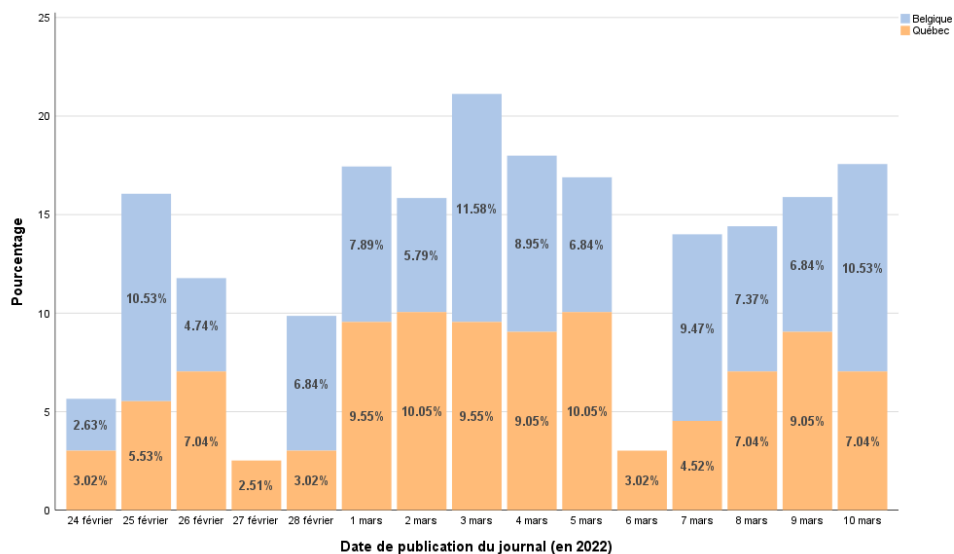


FIGURE 12 – Histogramme de date de publication (par pays)

B.6 Auteurs

	Fréquence	Pourcentage
Journaliste d'information	154	39.6
Autre ou non spécifié	55	14.1
Journaliste d'opinion / chroniqueur	53	13.6
Agences de presse	49	12.6
Non professionnels de l'information	26	6.7
Journaliste d'information et agences de presse	20	5.1
Deux journalistes d'information	14	3.6
Autre ou non spécifié et agences de presse	9	2.3
Agences de presse et journaliste d'information	2	.5
Deux non professionnels de l'information	2	.5
Deux autres ou non spécifié	2	.5
Deux agences de presse	1	.3
Journaliste d'information et non professionnels de l'information	1	.3
Journaliste d'information et autre	1	.3
Total	389	100.0

TABLE 23 – Tableau de fréquence de 1^{er} et 2^{ème} auteurs (global)

Pays du journal		Fréquence	Pourcentage
Belgique	Journaliste d'information	76	40.0
	Autre ou non spécifié	50	26.3
	Agences de presse	28	14.7
	Journaliste d'opinion / chroniqueur	15	7.9
	Deux journalistes d'information	9	4.7
	Autre ou non spécifié et agences de presse	7	3.7
	Deux autres ou non spécifié	2	1.1
	Deux agences de presse	1	.5
	Deux non professionnels de l'information	1	.5
	Non professionnels de l'information	1	.5
	Total	190	100.0
Québec	Journaliste d'information	78	39.2
	Journaliste d'opinion / chroniqueur	38	19.1
	Non professionnels de l'information	25	12.6
	Agences de presse	21	10.6
	Journaliste d'information et agences de presse	20	10.1
	Deux journalistes d'information	5	2.5
	Autre ou non spécifié	5	2.5
	Agences de presse et journaliste d'information	2	1.0
	Autre ou non spécifié et agences de presse	2	1.0
	Journaliste d'information et non professionnels de l'information	1	.5
	Deux non professionnels de l'information	1	.5
	Journaliste d'information et autre	1	.5
	Total	199	100.0

TABLE 24 – Tableau de fréquence de 1^{er} et 2^{ème} auteurs (par pays)

Journal de l'article		Fréquence	Pourcentage
Le Soir	Journaliste d'information	33	42.3
	Autre ou non spécifié	17	21.8
	Agences de presse	9	11.5
	Deux journalistes d'information	7	9.0
	Journaliste d'opinion / chroniqueur	7	9.0
	Deux autres ou non spécifié	2	2.6
	Deux agences de presse	1	1.3
	Autre ou non spécifié et agences de presse	1	1.3
	Non professionnels de l'information	1	1.3
	Total	78	100.0
La Libre Belgique	Journaliste d'information	43	38.4
	Autre ou non spécifié	33	29.5
	Agences de presse	19	17.0
	Journaliste d'opinion / chroniqueur	8	7.1
	Autre ou non spécifié et agences de presse	6	5.4
	Deux journalistes d'information	2	1.8
	Deux non professionnels de l'information	1	.9
	Total	112	100.0
Le Journal de Montréal	Journaliste d'information	45	45.0
	Journaliste d'opinion / chroniqueur	24	24.0
	Agences de presse	9	9.0
	Journaliste d'information et agences de presse	7	7.0
	Non professionnels de l'information	6	6.0
	Deux journalistes d'information	3	3.0
	Agences de presse et journaliste d'information	2	2.0
	Autre ou non spécifié et agences de presse	2	2.0
	Autre ou non spécifié	2	2.0
	Total	100	100.0
Le Devoir	Journaliste d'information	33	33.3
	Non professionnels de l'information	19	19.2
	Journaliste d'opinion / chroniqueur	14	14.1
	Journaliste d'information et agences de presse	13	13.1
	Agences de presse	12	12.1
	Autre ou non spécifié	3	3.0
	Deux journalistes d'information	2	2.0
	Journaliste d'information et non professionnels de l'information	1	1.0
	Deux non professionnels de l'information	1	1.0
	Journaliste d'information et autre	1	1.0
Total	99	100.0	

TABLE 25 – Tableau de fréquence de 1^{er} et 2^{ème} auteurs (par journal)

	Réponses	
	N	Pourcentage
Canal non spécifié	266	35.8%
Canal communiqué de presse	30	4.0%
Canal documents écrits ou sites web officiels	58	7.8%
Canal médias sociaux numériques	70	9.4%
Canal conférence de presse ou événement officiel	89	12.0%
Canal entretien	164	22.1%
Canal autres type de canaux	66	8.9%
Total	743	100.0%

TABLE 26 – Tableau de fréquence des canaux

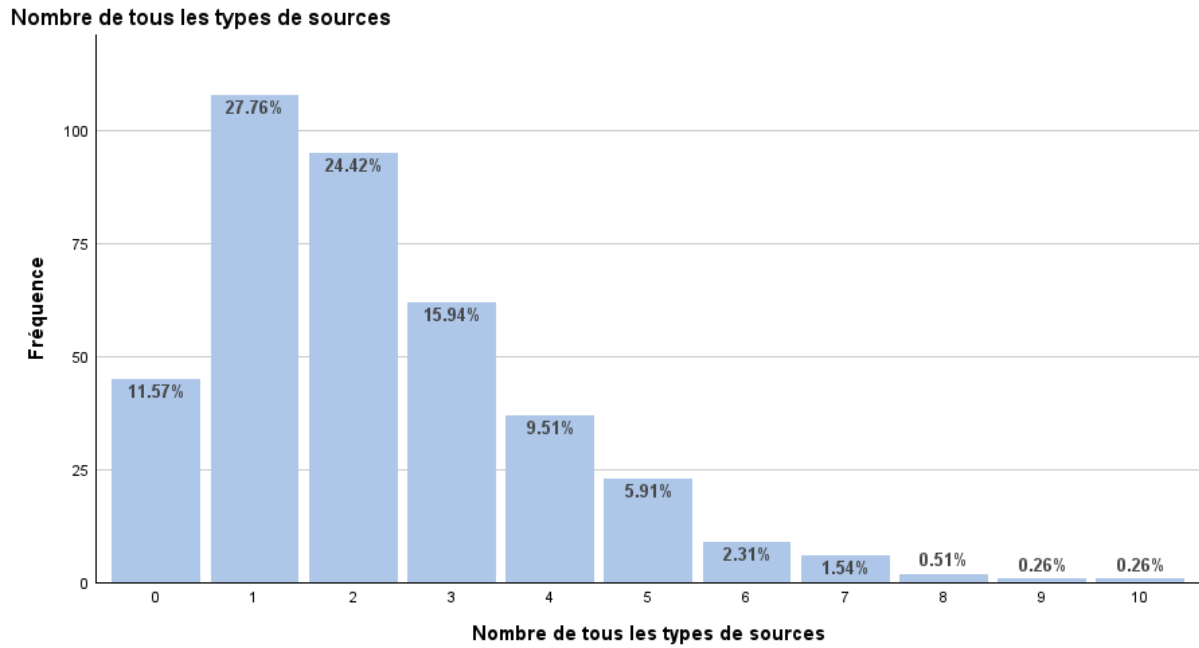


FIGURE 13 – Histogramme du nombre de tous les types de sources

B.7 Canaux

B.8 Type de sources

		Pays du journal			
		Belgique		Québec	
		N	Pourcentage	N	Pourcentage
Nombre de type de sources d'origine ukrainienne	0	149	78.4%	140	70.4%
	1	34	17.9%	47	23.6%
	2	5	2.6%	11	5.5%
	3	2	1.1%	1	0.5%
Nombre de type de sources d'origine russe	0	141	74.2%	161	80.9%
	1	41	21.6%	32	16.1%
	2	5	2.6%	3	1.5%
	3	1	0.5%	3	1.5%
	4	2	1.1%	0	0.0%
Nombre de type de sources d'origine pays du journal	0	137	72.1%	124	62.3%
	1	42	22.1%	56	28.1%
	2	9	4.7%	15	7.5%
	3	2	1.1%	3	1.5%
	4	0	0.0%	1	0.5%
Nombre de type de sources d'origine internationale	0	101	53.2%	101	50.8%
	1	48	25.3%	54	27.1%
	2	28	14.7%	37	18.6%
	3	10	5.3%	4	2.0%
	4	2	1.1%	2	1.0%
	5	1	0.5%	1	0.5%

TABLE 27 – Tableau de fréquence de nombre d'origine de source (par pays)

		Journal de l'article							
		Le Soir		La Libre Belgique		Le Journal de Montréal		Le Devoir	
		N	Pourcentage	N	Pourcentage	N	Pourcentage	N	Pourcentage
Nombre de type de sources d'origine ukrainienne	0	65	83.3%	84	75.0%	70	70.0%	70	70.7%
	1	10	12.8%	24	21.4%	25	25.0%	22	22.2%
	2	1	1.3%	4	3.6%	5	5.0%	6	6.1%
	3	2	2.6%	0	0.0%	0	0.0%	1	1.0%
Nombre de type de sources d'origine russe	0	60	76.9%	81	72.3%	83	83.0%	78	78.8%
	1	16	20.5%	25	22.3%	16	16.0%	16	16.2%
	2	1	1.3%	4	3.6%	1	1.0%	2	2.0%
	3	0	0.0%	1	0.9%	0	0.0%	3	3.0%
Nombre de type de sources d'origine pays du journal	0	47	60.3%	90	80.4%	60	60.0%	64	64.6%
	1	27	34.6%	15	13.4%	29	29.0%	27	27.3%
	2	4	5.1%	5	4.5%	10	10.0%	5	5.1%
	3	0	0.0%	2	1.8%	1	1.0%	2	2.0%
Nombre de type de sources d'origine internationale	0	44	56.4%	57	50.9%	53	53.0%	48	48.5%
	1	19	24.4%	29	25.9%	32	32.0%	22	22.2%
	2	9	11.5%	19	17.0%	13	13.0%	24	24.2%
	3	4	5.1%	6	5.4%	2	2.0%	2	2.0%
	4	1	1.3%	1	0.9%	0	0.0%	2	2.0%
5	1	1.3%	0	0.0%	0	0.0%	1	1.0%	

TABLE 28 – Tableau de fréquence de nombre d'origine de source (par journal)

		Pays du journal			
		Belgique		Québec	
		N	Pourcentage	N	Pourcentage
Nombre de type de sources politiques	0	72	37.9%	91	45.7%
	1	70	36.8%	66	33.2%
	2	28	14.7%	28	14.1%
	3	13	6.8%	6	3.0%
	4	4	2.1%	5	2.5%
	5	3	1.6%	3	1.5%
Nombre de type de sources militaires	0	177	93.2%	186	93.5%
	1	13	6.8%	10	5.0%
	2	0	0.0%	3	1.5%
Nombre de type de sources expertes	0	134	70.5%	137	68.8%
	1	50	26.3%	55	27.6%
	2	6	3.2%	7	3.5%
Nombre de type de sources journalistiques	0	149	78.4%	138	69.3%
	1	37	19.5%	53	26.6%
	2	4	2.1%	8	4.0%
Nombre de type de sources population	0	164	86.3%	159	79.9%
	1	25	13.2%	35	17.6%
	2	1	0.5%	4	2.0%
	3	0	0.0%	1	0.5%
Nombre de type de sources associatives	0	172	90.5%	175	87.9%
	1	16	8.4%	22	11.1%
	2	1	0.5%	1	0.5%
	3	1	0.5%	1	0.5%

TABLE 29 – Tableau de fréquence de nombre de type de de source (par pays)

